



FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT
Burkina Faso Contrat CRIS 2015/ 359-975

Etude diagnostique sur les obstacles à la croissance au Burkina Faso

Septembre 2015
Rapport Final



Projet financé par l'Union
européenne

Projet réalisé par Marc
Raffinot et Alain Siri

Le contenu de la présente publication relève de la seule responsabilité des auteurs, Marc Raffinot et Alain Siri et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'avis de l'Union Européenne.



Rapport final

Projet CRIS 2015/ 359-975 (contrat de services pour les actions extérieures de l'Union Européenne financé par le FED)

Par

M. Marc Raffinot et M. Alain Siri¹

¹ Les auteurs remercient tous ceux qui ont bien voulu les recevoir et dont la liste figure en annexe. Ils remercient également tous ceux qui ont présenté des commentaires sur une première version de ce document, notamment les collègues du STN SCADD, ainsi que ceux de la Délégation de l'Union Européenne. Ils ne peuvent toutefois être tenus responsables des positions énoncées dans ce rapport, ni des erreurs qui pourraient subsister.

Table des matières

1. RESUME	5
2. CONTEXTE	9
3. METHODOLOGIE	11
4. ANALYSE DIAGNOSTIQUE DANS LE CAS DU BURKINA FASO EN 2015 UTILISANT LA METHODOLOGIE HRV. 15	
4.1. LE PROBLEME DE DEPART D'APRES HRV : UNE CROISSANCE FAIBLE, RESULTAT D'UN INVESTISSEMENT PRIVE INSUFFISANT. 15	
4.1.1 Une croissance relativement rapide, mais qui pourrait encore s'accélérer.....	16
4.1.2 Une très faible transformation structurelle du système productif	18
4.1.3 Une croissance faiblement inclusive.....	19
4.1.4 Une faible croissance liée à un faible investissement privé et un faible entrepreneuriat ?.....	20
4.2. LA RENTABILITE EST-ELLE SOCIALEMENT FAIBLE OU LE PROBLEME EST-IL L'APPROPRIATION DES BENEFICES PAR LES INVESTISSEURS ?.....	21
4.2.1. La rentabilité sociale des activités économiques	21
L'enclavement	21
Le capital humain	22
Infrastructures	24
Problèmes de choix des infrastructures	31
COMPETITIVITE PRIX (TAUX DE CHANGE EFFECTIF REEL)	32
4.3. UN PROBLEME D'APPROPRIATION DU RETOUR SUR INVESTISSEMENT PAR LES INVESTISSEURS ?.....	34
4.3.1 La faible appropriation des résultats résulte de problèmes avec l'État	34
La faible appropriation des résultats résulte de problèmes d'instabilité de l'économie et/ou des politiques macro-économiques.	34
La faible appropriation des résultats résulte de prélèvements excessifs, légaux ou non (corruption), ainsi que de la personnalisation des règles qui sont appliquées.....	37
La faible appropriation des résultats par les investisseurs résulte-elle de problèmes de fonctionnement des marchés ?	41
4.3.2 La faible appropriation des résultats par les investisseurs résulte-elle d'une absence d'un investissement innovant insuffisant ?.....	42
4.4. LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE, UNE CONTRAINTE MAJEURE POUR LES INVESTISSEURS ?.....	47
5. EVALUATION GLOBALE : QUELLE EST LA CONTRAINTE MAJEURE QUI EMPECHE LA CROISSANCE D'ETRE PLUS RAPIDE ?.....	59
6. PROLONGEMENT DE LA METHODE : DE LA CROISSANCE A LA CROISSANCE INCLUSIVE.	63
6.1. DU DIAGNOSTIC DE LA CROISSANCE AU DIAGNOSTIC DE LA CROISSANCE INCLUSIVE	63
6.2. DES OBSTACLES A LA CROISSANCE AUX OBSTACLES A LA CROISSANCE INCLUSIVE AU BURKINA FASO	65

1. Résumé

Les obstacles à la croissance au Burkina Faso sont extrêmement nombreux, comme l'ont déjà montré nombre de documents nationaux et internationaux. Le présent rapport cherche à dépasser ce constat en identifiant parmi tous ces obstacles celui ou les deux ou trois les plus contraignants. Cette identification est menée en utilisant la méthodologie préconisée par Hausman, Rodrik et Velasco (HRV, résumée dans leur article de 2006²). Cette méthodologie vise à sélectionner les contraintes expliquant la faible croissance d'un pays en raison d'un faible investissement privé et d'un faible entrepreneuriat.

Dans le cas du Burkina Faso le point de départ lui-même est un sujet à équivoque. En effet, la croissance au Burkina Faso est parmi les meilleures en Afrique de l'Ouest. Ces performances assez remarquables sont généralement expliquées par le rattrapage (le Burkina Faso était en 1960 un des pays les plus pauvres de la sous-région), et par la stabilité politique depuis 1987 (et ce malgré des indicateurs de gouvernance proches de la moyenne sous régionale), stabilité marquée par un autoritarisme et une impunité qui ont débouché sur l'enrichissement disproportionné d'un petit groupe lié à la famille de l'ancien président. Pour ces raisons entre autres, la croissance est restée faiblement inclusive, ce qui explique pour partie le soulèvement populaire d'octobre 2014.

La croissance n'est insuffisante que si on la compare aux pays qui connaissent depuis quelques années un « décollage » rapide. Elle est aussi insuffisante par rapport aux objectifs fixés, notamment par rapport aux objectifs de la première Stratégie de développement accéléré et de développement durable (SCADD), qui visaient une croissance à deux chiffres et une diminution rapide de la pauvreté.

L'arbre de décision qui traduit la méthodologie HRV pose en premier lieu la question de savoir si la contrainte principale se trouve du côté de la rentabilité intrinsèque des activités entrepreneuriales (indépendante de la répartition entre les parties prenantes) ou du côté de l'accès au financement. Quoique l'accès au financement soit indiscutablement un problème (notamment pour les PME, les projets innovants, le secteur agricole, le secteur informel), il ne nous semble pas que ce soit la contrainte principale. Globalement, le crédit au secteur privé connaît une progression constante (en proportion du PIB il est dans la moyenne de l'UEMOA et supérieur à celles du Ghana et de la Côte d'Ivoire en 2012). Ceci est particulièrement vrai pour le crédit aux entreprises. Le taux d'épargne est en progression et les taux d'intérêt débiteurs ont baissé avec l'augmentation de la concurrence bancaire. Un tiers environ des entreprises formelles considère que l'accès au financement est le plus grand obstacle au développement de ses activités, mais ceci doit être nuancé par le fait que seulement un quart d'entre elles sont effectivement endettées par rapport au

² Hausmann, R., Rodrik D. & Velasco A. (2006), « Etablir le bon diagnostic : une nouvelle approche de la réforme économique », *Finance et Développement*, mars, p. 12-15, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2006/03/pdf/hausmann.pdf>

système bancaire. Ceci suggère qu'en cas d'accroissement brutal de l'activité, la contrainte financière pourrait rapidement bloquer les entreprises du secteur formel.

Il faut donc se tourner vers l'autre contrainte majeure possible : l'absence de rentabilité intrinsèque des projets. Ceci peut être dû à différents types de problèmes.

HRV identifient en premier lieu l'enclavement. Dans le cas du Burkina Faso, cela est une réalité. Toutefois, nous ne pensons pas que ce soit, en soi, la contrainte principale. D'autres pays africains enclavés ont connu une croissance rapide (à commencer par le Botswana), et l'enclavement peut aussi présenter des avantages, en termes de protection de certaines activités (brasseries, cimenteries), et en termes de positionnement géographique au cœur de l'Afrique de l'ouest. Les principaux obstacles à la croissance du Burkina Faso ne sont pas le simple résultat du positionnement géographique, mais ils renvoient plutôt au coût des infrastructures.

Les infrastructures constituent une forte contrainte. C'est vrai en ce qui concerne les infrastructures routières. Toutefois, la plupart d'entre elles sont loin d'être saturées (ce qui pose la question du choix des infrastructures). Le problème se situe plutôt au niveau des multiples « contrôles » (qui suscitent périodiquement des grèves des transporteurs). La corruption rend profitable l'utilisation de véhicules anciens et surchargés qui contribuent à l'usure rapide des routes. La relance du transport ferroviaire et de la conteneurisation pourrait contribuer à réduire les pratiques l'importance des contrôles anormaux sur les routes.

A court terme, les coupures d'électricité sont probablement la contrainte majeure qui freine et même réduit l'activité économique, y compris dans le secteur informel. La faible capacité de l'administration à anticiper les problèmes (et à accélérer en conséquence les projets d'interconnexion et d'augmentation des capacités d'approvisionnement en électricité) est une composante du problème, mais l'essentiel se situe sans doute dans les arrangements institutionnels entre la SONABEL et la SONAHBY qui ont été mis en place pour favoriser la création de rente pour des proches de l'ancien pouvoir.

Malgré une forte progression des taux de scolarisation dans tous les ordres d'enseignement, les entreprises formelles sont nombreuses à se plaindre de la difficulté à trouver de la main d'œuvre correspondant à leurs besoins. Cela conduit une partie d'entre elles à former les personnes qu'elles recrutent, ou à rechercher pour elles des formations, qui ne sont pas toujours disponibles. Toutefois, la possibilité d'embaucher des personnes étrangères (notamment de la sous-région) relativise cette contrainte potentielle, que nous ne considérons donc que comme étant une difficulté, mais pas une contrainte véritablement bloquante.

La compétitivité prix (taux de change effectif réel) est un problème récurrent dans la zone franc. Toutefois, le rattachement à l'euro présente deux aspects. Le premier est un coût relativement élevé en devises des biens et services produits au Burkina. Mais le second est le faible coût relatif des intrants importés. La récente baisse de l'euro par rapport au dollar devrait permettre de mieux apprécier l'impact de la compétitivité prix sur l'activité des entreprises, ainsi que l'impact sur la création de nouvelles activités exportatrices ou de substitution d'importations, ce qui permettrait de préciser le cadre incitatif adéquat.

La rentabilité « intrinsèque » des projets peut également être affectée soit par les imperfections du fonctionnement de l'Etat, soit par ceux des marchés.

Les imperfections du fonctionnement de l'Etat peuvent renvoyer à une forte instabilité macroéconomique, ou du cadre réglementaire, ou encore à une taxation excessive. Le premier aspect peut être éliminé car le Burkina est un des pays qui respecte le mieux les critères de convergence de l'UEMOA. Depuis les réductions de dette (initiatives PPTTE et IADM) la dette publique est bien contrôlée. La croissance économique est en moyenne forte (tout en restant instable d'une année à l'autre en raison de la pluviométrie). Le cadre réglementaire est aussi assez stable, du moins sur le plan formel. En revanche, l'application effective des règles était fortement personnalisée à la fin de l'ancien régime, dépendant étroitement du soutien au groupe au pouvoir pour toute activité de quelque importance que ce soit. La taxation des bénéfices est proche de la moyenne dans l'UEMOA en 2014, ainsi que le nombre de paiements de taxe. Le problème des exonérations et des distorsions engendrées est plus important que la pression fiscale en elle-même.

La corruption et le problème du fonctionnement de la justice sont des contraintes au fonctionnement des entreprises qui ont fait un bond dans les enquêtes auprès des entreprises entre 2006 et 2009 (encore faudrait-il redresser ces enquêtes pour tenir compte du fait que les entreprises qui bénéficiaient de leur connexion avec le pouvoir ne devaient guère se plaindre de cet état de fait). Le fonctionnement de la justice est notamment perçu comme un problème grave, mais sans que cela soit une contrainte majeure. En effet, les entreprises ont appris à se passer de la justice (ce qui rend l'arbitrage formel un peu superflu), et les grandes entreprises ne semblent pas trop pâtir des amendes qui leur sont infligées, notamment en matière de droit du travail.

Du côté du fonctionnement des marchés apparaît une forte contrainte : la faiblesse de l'innovation, notamment au niveau de la diversification des exportations. Il est remarquable de constater que des avancées qui avaient été réalisées (comme l'exportation de haricots verts) ont périclité avant de reprendre à petit échelle dans la période récente. A ce niveau, ce n'est sans doute pas le comportement routinier des investisseurs qu'il faudrait incriminer, mais la rentabilité-risque satisfaisante dans certains secteurs d'activité comme l'immobilier, le commerce, la politique, la fuite des capitaux - sans parler, plus récemment des écoles et universités privées et des systèmes de santé privés. Ceci signifie que le système d'incitation (taxation/subvention) n'est pas optimal pour orienter le choix des investisseurs

Le schéma HRV ne prend pas en considération tout ce que l'on a l'habitude de considérer comme un obstacle à l'investissement privé et à la croissance économique. Par exemple, la forte fécondité n'apparaît pas comme une contrainte potentielle sur l'investissement privé. La croissance par tête qui est enregistrée depuis l'indépendance plaide pour éliminer cette caractéristique de la société burkinabè en tant que contrainte principale (de plus, la transition démographique est largement entamée dans les villes, et avec la scolarisation des filles).

En conclusion, notre analyse tend à montrer que les principales contraintes se situent du côté des infrastructures (énergie à très court terme, transport à plus long terme), contraintes auxquelles il faut ajouter la corruption et les dysfonctionnements

de la justice. Toutefois, ceci soulève le problème du schéma analytique HRV, car celui-ci invite à considérer chaque contrainte isolément. L'analyse montre au contraire que des problèmes comme ceux de l'énergie ou des infrastructures sont en fait, très liés à la « mauvaise gouvernance » (à condition de ne pas considérer celle-ci comme un ensemble de déviations individuelles mais comme un problème de fonctionnement systémique). Les perspectives post transition sont difficiles à tracer compte tenu de l'incertitude actuelle. Notre analyse pousse cependant à essayer de trouver des freins institutionnels à l'application arbitraire et personnalisée des règles et des arrangements entre acteurs qui permettent d'agir dans l'intérêt collectif.

2. Contexte

Le Gouvernement a engagé l'élaboration d'un nouveau référentiel de développement économique et sociale pour suppléer la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) qui arrive à échéance en 2015. Pour ce faire, il bénéficie de l'accompagnement de la Délégation de l'Union Européenne à travers la réalisation d'un diagnostic des obstacles et des potentialités de croissance pour servir de base à la formulation dudit référentiel.

La SCADD 2011-2015 fait suite à deux stratégies de réduction de la pauvreté (CSLP). Cette stratégie très ambitieuse visait une croissance à deux chiffres (10 %) et une réduction de l'incidence de la pauvreté à un niveau de 35 %. Il s'agissait d'une vision explicitement volontariste visant à fixer des objectifs ambitieux et ensuite définir les mesures et le financement pour les atteindre.

La SCADD avait identifié quatre axes stratégiques pour relever le défi de l'accélération de la croissance et du développement durable (La SCADD précise que ces axes « se complètent et interagissent pour réaliser les objectifs de la croissance accélérée et du développement durable ») :

Ce sont :

- (i) le développement des piliers de la croissance accélérée (notamment par la mise en activité de pôles de croissance).
- (ii) la consolidation du capital humain et la promotion de la protection sociale,
- (iii) le renforcement de la bonne gouvernance,
- (iv) la prise en compte des priorités transversales dans les politiques et programmes de développement.

Malgré une croissance assez rapide, à quelques mois de l'échéance, les résultats semblent beaucoup plus limités.

Tableau 1 : taux de croissance prévus (SCADD) et réalisés

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
SCADD (projections)	5,2	8,5	9,8	10,4	10,7	10,8
FMI* (estimations)	7,9	4,2	9,0	6,6	6,7,	6,8 (proj)
INSD (réalisations)	8,4	6,6	6,5			
Banque mondiale (estimations)	8,5	6,5	6,4	6,7	4,5	

Sources : SCADD, INSD 2015, World data Bank (consultée le 21/7/2015). Les données du FMI, un peu divergentes, sont reprises des rapports n° 14/215 de Juillet 2014, 13/26 de janvier 2013 et du rapport 12/259 de juin 2012 – et ne sont pas tous donnés comme définitifs.

Parmi les problèmes identifiés lors de l'élaboration et la mise en œuvre de la SCADD on peut noter :

- La faible priorisation des secteurs. La SCADD a fait un travail important en identifiant de nombreux problèmes dans presque tous les secteurs, et de nombreuses pistes d'amélioration, mais sans proposer de priorisation des actions à entreprendre. Le principe de priorisation avait été pourtant mis en avant par la SCADD elle-même (SCADD, p. 36)

- De nombreux PTF ont été troublés par la dualité entre une SCADD relativement peu appropriée et un Programme du Président qui reprenait les promesses et orientations faites par l'ancien président lors de sa réélection.

L'objectif du présent rapport est de hiérarchiser les contraintes de manière à repérer celles qui constituent de véritables obstacles à la croissance. En effet, on peut repérer de nombreux blocages et défis dans le fonctionnement de l'économie du Burkina Faso, mais tous n'ont pas une égale importance en termes de croissance³.

Enfin, le contexte est marqué par le soulèvement populaire d'octobre 2014. Ce soulèvement lance un défi pour la définition de nouvelles politiques, qui devraient tenir pleinement compte des problèmes qui ont débouché sur le départ de l'ancien président, tout en conservant les acquis qui peuvent être jugés positifs (sous bénéfice d'inventaire), comme la stabilité macroéconomique et la croissance relativement satisfaisante.

Le présent rapport est organisé comme suit. La première expose le contexte de l'étude. La deuxième section présente la méthodologie adoptée dans le présent rapport, fondée sur l'approche HRV. La section 3 présente, l'analyse diagnostique de la croissance du Burkina Faso à proprement parler. Elle est suivie d'une quatrième section qui synthétise l'analyse diagnostique. Une dernière section prolonge la méthode du diagnostic de la croissance utilisée dans la section précédente pour en tirer des pistes en matière de croissance inclusive (section 5).

³ Dans le cas d'une étude similaire portant sur la Bolivie (Calvo 2006), l'auteure montre par exemple que le mauvais état des routes est un problème, mais pas une contrainte étant donné la faiblesse du trafic.

3. Méthodologie

La méthodologie adoptée dans le présent rapport est fondée sur l'approche élaborée par Hausman, Rodrik et Velasco (HRV). Contrairement aux approches générales (notamment économétriques) qui recherchent des déterminants généraux de la croissance (ou des solutions qui marcheraient partout et toujours, comme c'était le cas durant la période d'ajustement structurel), HRV proposent une méthode analytique qui permette d'identifier pour chaque pays les contraintes spécifiques à la croissance de ce pays.

Cette approche a été présentée de manière résumée en français dans l'article Hausman Rodrik et Velasco (2006)⁴ par les auteurs eux-mêmes. Elle a été appliquée de nombreuses fois depuis et la méthode elle-même a été discutée et précisée. Une synthèse des travaux entrepris suivant cette méthodologie en Afrique a été publiée par la Commission des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA 2010, chapitre 4).

HRV proposent d'utiliser un arbre de décision pour identifier quelles sont aujourd'hui, dans un pays donné, les principales contraintes à l'investissement dans le secteur privé. HRV considèrent en effet qu'à long terme, c'est ce type d'investissement qui peut avoir un effet déterminant sur la croissance, même si un certain niveau d'infrastructures est requis). Il s'agit d'éviter de présenter une liste aussi exhaustive que possible de tous les problèmes pour se concentrer sur ceux qui sont réellement des contraintes bloquant l'investissement privé (en capital physique et en capital humain, auxquels on devrait rajouter le capital naturel).

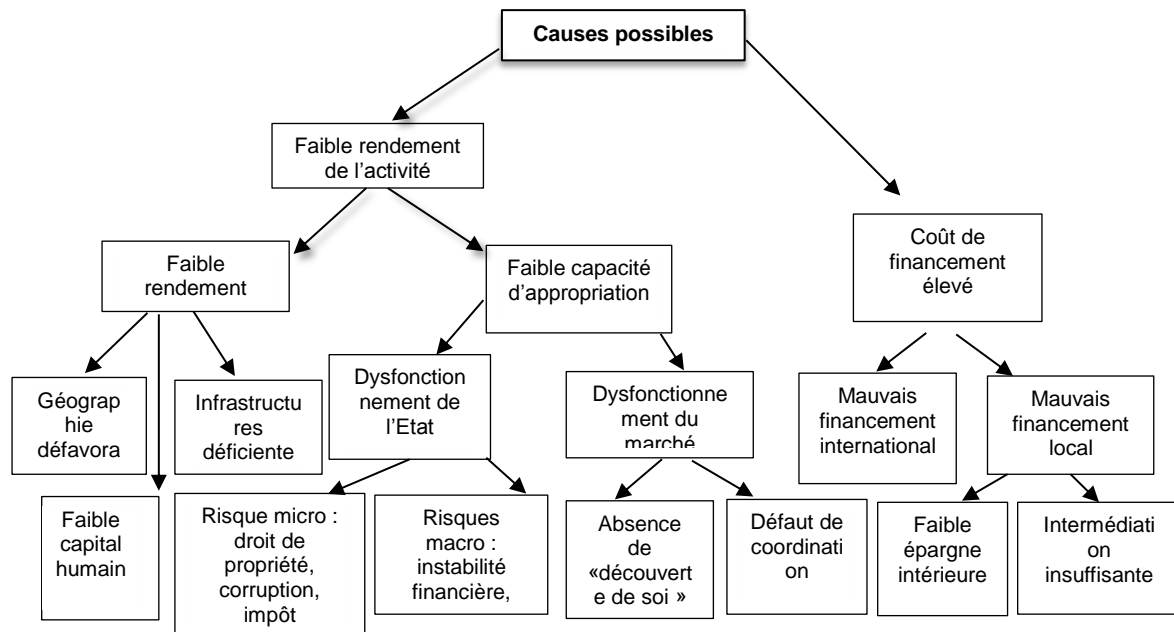
Une contrainte est un problème qui à un moment donné bloque la croissance. Tous les problèmes ne sont pas des contraintes (par exemple le taux de scolarisation plus faible que celui prévu par les OMD est un problème, mais pas une contrainte car il y a déjà beaucoup trop d'élèves qui quittent le primaire sans trouver d'emploi ou sans que leur condition de vie en soit améliorée ; de même des infrastructures en mauvais état ne sont une contrainte que s'il y a un trafic élevé).

L'approche est dynamique, ce qui signifie que l'identification de la contrainte principale et sa prise en compte ne sont pas une formule magique pour relancer le développement. Une autre contrainte remplacera la première. Dans cette approche, le développement est pensé comme le résultat d'une succession de déséquilibres surmontés, qu'il s'agit d'anticiper.

HRV proposent un schéma analytique standard pour examiner la situation des pays. Ce schéma est valable partout : il part de l'idée qu'un investisseur investira dans le pays s'il y trouve des opportunités d'investissement profitables (pour lui) et s'il peut emprunter l'argent nécessaire à un taux raisonnable (par rapport au taux de rendement de l'investissement). L'arbre de décision est le suivant :

⁴ Les noms d'auteurs suivis d'une date renvoient aux documents cités dans les références (en fin de document, avant les annexes).

Figure 1 : Arbre d'analyse diagnostique des obstacles à la croissance



Source: Haussmann, Rodrick, and Velasco (2006).

Pour arriver à déterminer la ou les 2 contraintes principales, il faut se poser à chaque sommet de l'arbre une question (est-ce que la contrainte principale correspond à la flèche de droite ou à celle gauche) et chercher des arguments pour choisir une branche ou l'autre (on sait qu'il y a des problèmes partout mais certains ont vraiment un impact sur la croissance et les autres moins ou pas du tout).

Par exemple, tout en haut, la question à trancher est de savoir si la faiblesse de l'investissement privé et de la création d'entreprises est due à une insuffisante rentabilité intrinsèque (la rentabilité d'une activité avant que son surplus soit partagé entre les différentes parties prenantes) ou bien au fait que l'on ne puisse trouver le financement nécessaire en quantité suffisante à un taux abordable.

Si l'analyse montre que la contrainte active est du côté de la rentabilité, deux possibilités sont à étudier : la faible rentabilité peut être due à des problèmes structurels, comme la mauvaise localisation géographique, l'absence d'infrastructures ou de capital humain, d'une part, ou à des défaillances de l'Etat ou des marchés d'autre part.

Dans le cas où existent des activités à rendement élevé, le problème est celui de l'appropriation des rendements par les individus qui se lancent dans ces activités. Si ceux-ci ne sont pas en mesure de s'approprier les résultats de leurs investissements (en capital physique ou humains), l'investissement privé restera faible. Parmi ces défaillances, HRV citent bien sûr la taxation excessive et la corruption, mais aussi tout ce qui constitue des « défaillances du marché ». Parmi celles-ci, HRV mettent un accent particulier sur ce qu'ils nomment « self-discovery », qui peut être définie comme la capacité des agents à innover en recherchant systématiquement les opportunités les plus profitables. HRV montrent par exemple que le Salvador est

bloqué par l'absence de possibilité de ce type, qui fait que les investisseurs potentiels ont toujours tendance à se tourner vers un petit nombre de secteurs plus ou moins traditionnels, secteurs dans lesquels la concurrence a tendance à être fatale étant donnée la petite taille du marché. HRW mentionnent également problème bien connu en économie du développement de l'absence de rentabilité d'un investissement dans un seul secteur, alors qu'il est possible qu'un ensemble d'investissements coordonnées dans un groupe d'activités qui constitueraient des débouchés les unes pour les autres (soit par l'utilisation d'intrants, soit par la demande créée par les revenus additionnels).

Si la rentabilité intrinsèque est bonne, et que les développeurs d'activité reçoivent une part substantielle du rendement de leurs investissements, la faiblesse de l'investissement privé peut s'expliquer, alternativement, par le coût prohibitif du financement. Ceci peut être le cas, par exemple, si l'épargne est insuffisante, ou si l'intermédiation financière est inefficace (par exemple à cause du taux élevé de crédits non remboursés), ou encore si le financement extérieur exige une prime de risque élevée (pour les pays qui empruntent sur les marchés financiers internationaux).

Cette méthode a l'avantage de rompre avec les approches courantes, qui visent à recenser les problèmes et aboutissent à des plans « prioritaires » dans de nombreux secteurs sans hiérarchie en termes d'action à engager. Comme nous l'avons vu, l'idée de HRV est qu'à un moment donné, certaines contraintes bloquent la croissance et qu'il faut les surmonter en priorité.

Cela ne veut pas dire que toutes les ressources disponibles (publiques et privées) doivent être concentrées sur les actions nécessaires pour faire disparaître la contrainte à court terme (ou même qu'il faut mettre un maximum de ressources disponibles pour éliminer cette contrainte). Si l'on procède ainsi, un problème d'absorption pourrait en résulter. C'est ce qui s'est passé au Burkina Faso avec la concentration des moyens budgétaires et ceux des PTF sur l'éducation de base, avec pour résultat une utilisation sous-optimale des ressources⁵. En effet, entre 2010 et 2014, le taux d'exécution des dépenses investissement⁶ du Ministère de l'Education Nationale (MEN), ont fluctué entre 26,5% et 66% pendant que le taux d'exécution global de l'ensemble des titres du budget dudit ministère variait entre 78,3% et 87%.

Dans les pays à faible revenu comme le Burkina Faso, où une partie substantielle des investissements publics est réalisée sur financement extérieur, l'identification de la contrainte majeure ne garantit pas que les ressources nécessaires publiques et

⁵ La concentration des moyens budgétaires et des PTF sur l'enseignement de base s'est traduite par l'impossibilité de les utiliser de manière efficiente en raison d'une insuffisante capacité d'absorption (entretien avec un responsable du MENA). Ceci conduit à souligner que le fait d'identifier une priorité ne doit pas conduire à concentrer dessus tous les moyens disponibles. Ceux-ci doivent être adaptés à la capacité d'absorption et de gestion (c'est normalement la fonction d'un cadre de dépenses à moyen terme).

⁶ UNICEF (2015), « Analyse des allocations budgétaires aux secteurs sociaux destinées à la réalisation des droits de l'enfant et de la femme de 2010 à 2015 : Education (infrastructure scolaire), Santé maternelle et infantile et protection sociale au niveau national et dans la commune de Ouagadougou de 2010 à 2015 ».

privées seront réunies pour l'éliminer⁷. Les PTF ont des priorités et des souvent des programmes de financement pluriannuels. Pour cette raison, la future SCADD devrait prudemment commencer par recenser les actions en cours (notamment les projets d'infrastructure) pour évaluer la marge de manœuvre pour l'opérationnalisation de la future SCADD. Certains PTF sont relativement flexibles alors que d'autres ont des priorités assez rigides et impossible à modifier à court terme (ceci malgré l'engagement général pris lors de la Déclaration de Paris de 2005 en faveur de l'appropriation et de l'alignement des PTF sur les stratégies nationales).

L'approche est essentiellement pragmatique. La question posée par HRV consiste à se demander pourquoi un investisseur national ou étranger (en capital physique mais aussi en capital humain) accepterait-il ou refuserait-il d'investir dans le pays (quels sont les principaux éléments qui le font renoncer) ?

Dans le cas du Burkina Faso, il existe une grande diversité de secteurs dont le fonctionnement technique et institutionnel diffère sensiblement. Il est probable par exemple que la contrainte principale pour le secteur formel urbain diffère de celle qui sera valide pour le secteur informel (dont la croissance est pourtant nécessaire aussi), ou de celles qui pourraient être identifiées comme principales pour les secteurs agricole moderne et traditionnel. L'accès au crédit, par exemple, diffère probablement pour chacun de ces sous-secteurs. C'est un problème que nous rencontrerons plus bas lorsqu'il sera question de la croissance inclusive.

Dans le passé, la recherche des contraintes principales a été entreprise en utilisant plus ou moins explicitement la méthodologie HRV. Par exemple, lors de la préparation de la SCADD 2011-2015, la Banque mondiale avait identifié dans son Country Economic Memorandum de 2010, les sept contraintes principales suivantes :

- Fréquence des chocs exogènes sur l'agriculture
- L'appréciation du taux de change réel
- L'attractivité insuffisante pour le capital étranger
- Taux de fécondité élevé
- Contrainte environnementale qui empêche la poursuite de l'extension de l'agriculture extensive
- Vulnérabilité élevée des ménages
- Limites sur les institutions et la capacité des hommes qui réduisent l'efficacité des politiques publiques

Pour sa part, *l'Economic update* (Banque mondiale 2014, p. 16 et 17) identifie, sans les hiérarchiser, les contraintes suivantes : l'accès au crédit, l'efficacité du transport, l'accès à l'électricité (ces deux dernières contraintes étant considérées comme majeures), l'amélioration de la transparence dans l'application des règles (regulatory transparency) et le renforcement de la coordination des entités publiques. Le document souligne la nécessité de poursuivre la stabilité macroéconomique.

⁷ Ceci est juste un rappel pour préciser l'intérêt d'identifier la contrainte principale de manière correcte. Le problème évoqué ici n'est nullement nouveau. Tous les planificateurs la connaissent bien, et on la retrouve dans tous les CDMT : les premières années, jusqu'à 80 % des dépenses d'investissement sont des dépenses réalisées sur des projets déjà en cours.

4. Analyse diagnostique dans le cas du Burkina Faso en 2015 utilisant la méthodologie HRV.

Nous allons maintenant utiliser le cadre analytique standard qui vient d'être présenté pour identifier dans le cas du Burkina Faso actuel la (ou les) contraintes principales qui freinent la croissance.

Dans un premier temps, nous vérifierons que le problème de base tel que décrit par HRV est bien pertinent pour le cas du Burkina Faso actuel (3.1.). Nous chercherons ensuite à identifier la contrainte principale qui freine la croissance.

La structure de l'arbre de décision de HRV présentée plus haut nous invite à identifier la (ou les) contrainte(s) principale(s) en cheminant dans l'arbre de haut en bas et en se posant à chaque fois la question de savoir quelle est la contrainte qui freine le plus la croissance. Par exemple, la première question à laquelle il faut apporter une réponse est de savoir si la faiblesse de l'investissement privé et de l'entrepreneuriat est la résultante de la faiblesse du rendement social des activités économiques (indépendamment de la répartition des revenus entre l'entrepreneur, l'État, les salariés, les banques et les autres parties prenantes) ou de la faible accessibilité au financement.

Toutefois, il n'est pas facile de répondre à cette question sans avoir fait le tour des contraintes possibles. C'est pourquoi, pour faciliter l'exposé, nous allons parcourir l'arbre en examinant les différentes contraintes potentielles de manière à préparer l'identification finale. Nous commencerons (arbitrairement) par la partie gauche de l'arbre, celle qui examine les différentes contraintes au niveau de la rentabilité. L'idée est que les investisseurs privés ne prendront la décision d'investir que si leur investissement leur procure une rentabilité satisfaisante, à un niveau de risque raisonnable. Ensuite, nous examinerons les contraintes liées au financement.

Nous présenterons ensuite la synthèse dans une partie séparée (section 4.)

4.1. Le problème de départ d'après HRV : une croissance faible, résultat d'un investissement privé insuffisant.

Pour HRV, le problème de la croissance insuffisante résulte d'un investissement privé trop faible et d'un entrepreneuriat peu dynamique. Est-ce bien le cas au Burkina Faso ?⁸ En fait, la situation du Burkina Faso est assez particulière, car la croissance y est assez rapide sur le long terme, le problème se situe plutôt du côté de la faible transformation structurelle et du côté des faibles retombées de cette croissance en termes de réduction de la pauvreté.

⁸ De manière générale, l'idée que dans tous les cas le problème d'un déficit de croissance soit lié à un trop faible investissement privé a été critiquée par des économistes de la Banque Asiatique de Développement (Felipe et Usui, 2008).

4.1.1 Une croissance relativement rapide, mais qui pourrait encore s'accélérer

La performance du Burkina en termes de croissance du PIB réel est une des meilleures en Afrique de l'Ouest depuis les indépendances (Tableau 2 : Croissance du PIB réel du Burkina Faso et de 5 autres pays ou regroupements). Depuis 2000, la croissance par tête au Burkina est plus forte que celle de l'Afrique sub-saharienne dans son ensemble (Graphique 1 : Croissance par tête dans un échantillon de pays d'Afrique (indice 100 en 1960).

Toutefois, cette croissance assez rapide traduit en grande partie un effet de rattrapage, car le PIB par tête du Burkina était parmi les plus faibles en Afrique dans les années soixante. Elle s'est effectuée malgré une croissance démographique extrêmement rapide.

Cette croissance continue du revenu par tête est une des raisons pour lesquelles nous ne considérons pas la très forte croissance démographique (3,1 %) comme un obstacle véritablement contraignant à l'investissement privé. Cette contrainte démographique est néanmoins pesante, notamment dans le domaine des finances publiques car elle se traduit par une pression constante sur les dépenses d'éducation, de santé (notamment maternelle et infantile) et sur les infrastructures.

Dans les années récentes, certains pays ont réussi à accélérer considérablement leur croissance, sans que cela soit fondé sur la mise en valeur de matières premières. L'Éthiopie constitue un bon exemple à cet égard. Cela semble indiquer qu'il y a pour le Burkina Faso une certaine marge de progression (à titre de référence, on peut noter que le FMI considère dans les programmes que la croissance potentielle se situe autour de 7 %, ce qui est un peu optimiste ces dernières années).

Tableau 2 : Croissance du PIB réel du Burkina Faso et de 5 autres pays ou regroupements

Pays	1995-2000	2001-2010	2011-2013	1995-2013
Burkina Faso	6,6	5,9	7,4	6,4
Cabo Verde	12,5	5,9	1,9	7,3
Ghana	4,3	5,8	10,5	6,1
Rwanda	14,4	7,9	7,1	9,8
ASS (Ensemble)	3,4	5,3	4,0	4,5
ASS (Pays en Développement)	3,3	5,2	4,0	4,4

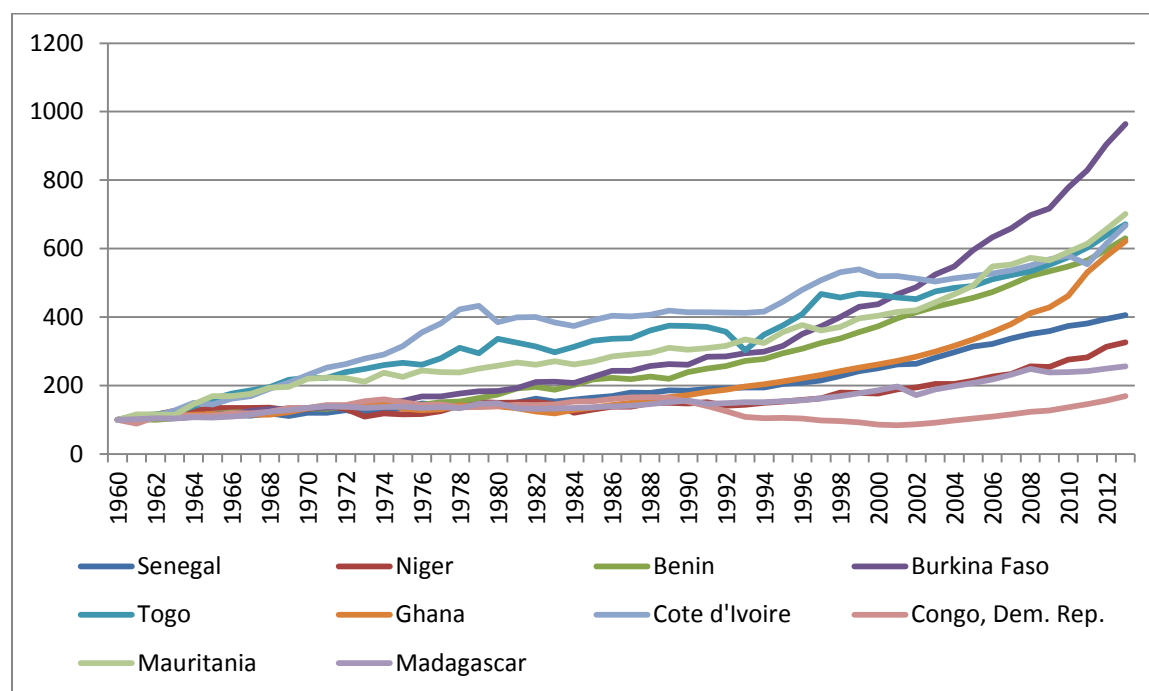
Source : Banque mondiale, *World Development Indicators* (WDI) 2015

D'ailleurs en termes de croissance du PIB réel, la cible envisagée sur la période 2011-2015, n'a pas été atteinte⁹. Les causes de cette contre-performance mentionnées dans les rapports 2015 du MEF et du FMI sur l'économie du Burkina Faso sont entre autres, la vulnérabilité du pays aux chocs d'origine climatique et aux chocs de la demande mondiale des produits d'exportation du Burkina Faso, ainsi que

⁹ Il était clair dès le départ que ces projections étaient très optimistes. L'idée était de se fixer des objectifs ambitieux, cohérents avec l'objectif de réduction de la pauvreté, de manière à pousser toutes les parties prenantes (Etat, secteur privé, PTF) à dégager les ressources nécessaires pour les atteindre. Ces projections n'avaient pas été considérées comme un objectif opérationnel, puisqu'elles n'étaient pas reprises dans les programmes signés avec le FMI.

les crises sociopolitiques de 2011 et de 2014, la contraction de la valeur ajoutée du secteur du tourisme consécutive à l'épidémie à virus Ebola qui a frappée certains pays de la sous-région en 2014 et 2015 et à l'insécurité dans la sous-région pour ce qui est des chocs conjoncturels. Au plan structurel, le déficit des infrastructures, la faiblesse du capital humain, la faiblesse de la gouvernance et des capacités de l'administration publique jouent également un rôle.

Graphique 1 : Croissance par tête dans un échantillon de pays d'Afrique (indice 100 en 1960)



Source: World Data, Banque mondiale, 11/06/2015.

Les contributions à la croissance (taux de croissance du secteur pondéré par son poids dans la valeur ajoutée totale) figurent au Tableau 3. Cela souligne le rôle important du secteur tertiaire, qui apparaît comme le plus dynamique.

Tableau 3 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB marchand

	1986-1989	1990-1999	2000-2009	2010-2013
Primaire	1,3%	1,9%	1,3%	1,3%
Secondaire	0,9%	1,3%	0,5%	1,7%
Tertiaire	1,8%	2,0%	3,5%	4,1%
Croissance PIB marchand	4,0%	5,1%	5,3%	7,0%

Source : Ministère de l'Économie et des Finances, Instrument Automatisé de Prévisions, Juin 2015

Pendant les prochaines années, une croissance rapide du PIB ne peut être atteinte sans un accroissement conséquent des valeurs ajoutées des secteurs dont le poids est le plus élevé dans le PIB.

Pourtant, ces secteurs n'ont pas toujours reçu le plus d'attention ni de la part des autorités, ni de la part des PTF. Ainsi par exemple, le Tableau 4 met en évidence

le fait qu'en la valeur ajoutée du secteur de l'élevage en 2012 (dernier chiffre disponible à notre connaissance) est supérieure à celle de l'extraction, que la valeur ajoutée de l'agriculture vivrière est trois fois plus importante que celle de l'agriculture de rente, etc. Pourtant, l'attention des autorités et des PTF reste la plupart du temps plutôt concentrée sur des secteurs comme le coton où le secteur minier.

Tableau 4 : Décomposition du PIB par secteurs en valeur courante (milliards de Fcfa)

	2000	2005	2012	Structure 2012 (% PIB)
Secteur primaire	577,2	1016,9	1796,3	31,5%
Agriculture	280,7	623,3	991,5	17,4%
Vivrière	216,5	465,3	751,3	13,2%
Rente	64,1	158,1	240,2	4,2%
Elevage	224,7	311,6	604,1	10,6%
Sylviculture, Pêche et Chasse	71,8	82,0	200,7	3,5%
Secteur secondaire	378,6	468,5	1260,5	22,1%
Extraction	7,7	13,5	589,8	10,3%
Industrie manufacturière	231,4	304,6	388,0	6,8%
Industries textiles	19,6	35,4	95,2	1,7%
Autres industries manufacturières	211,9	269,1	292,9	5,1%
Energie (Elect. Gaz, eau)	24,6	32,1	6,1	0,1%
Bâtiment et Travaux Publics	114,9	118,3	276,6	4,9%
Secteur tertiaire	803,3	1120,1	2062,8	36,2%
Services marchands	418,6	605,5	1123,8	19,7%
Transports	53,0	32,7	94,9	1,7%
Poste télécommunications	29,7	84,8	147,1	2,6%
Commerce	183,5	299,5	549,3	9,6%
Banque et Assurances	22,9	54,3	85,6	1,5%
Autres services marchands	129,5	134,3	246,9	4,3%
Services non marchands	402,3	553,0	1024,1	18,0%
Administrations publiques et Institutions sans but lucratif (ISBL)	346,6	486,4	931,5	16,3%
Autres services non marchands	55,7	66,6	92,6	1,6%
Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	-17,6	-38,4	-85,1	-1,5%
Impôts et taxes	115,4	275,9	580,9	10,2%
PIB	1874,5	2881,4	5700,5	100,0%

Source : INSD (2015)

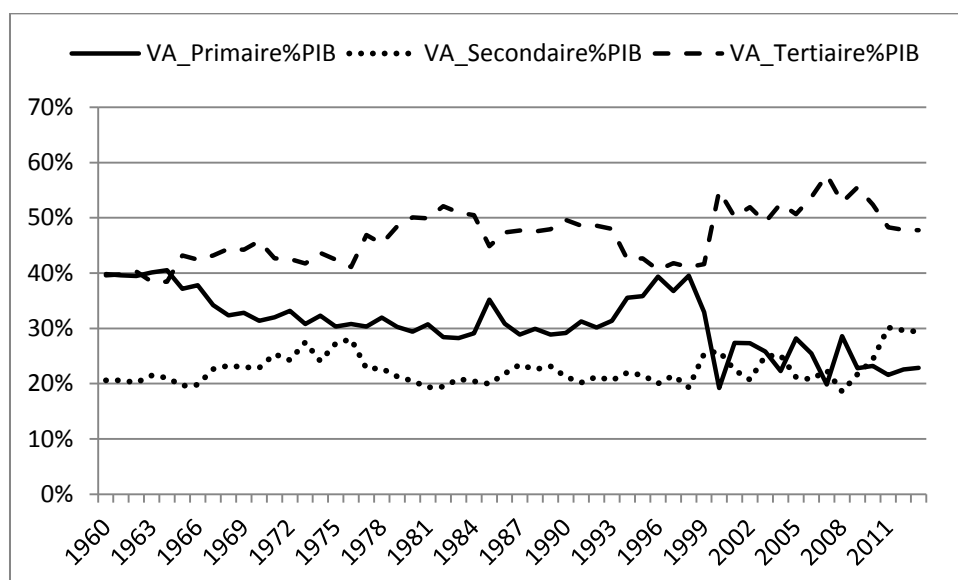
4.1.2. Une très faible transformation structurelle du système productif

Depuis l'indépendance, l'économie est marquée par une réduction tendancielle de la part de l'agriculture, notamment depuis le début des années 2000¹⁰. La baisse de

¹⁰ Cependant, la baisse brutale de 40 % du PIB à 19 % du PIB entre 1998 et 2000 (21 points de PIB) s'explique difficilement et fait soupçonner un changement de nomenclature.

entre 1999 et 2000 de la part de l'agriculture dans le PIB de 20 points s'explique par une série de facteurs. En effet, sur le plan de la comptabilité nationale, l'année 1999, correspond à une année de changement de base qui découle du passage du Système de Comptabilité Nationale 1969 au Système 1993. La forte variation des contributions des secteurs au PIB s'expliquerait en partie par le raccordement des séries de valeurs ajoutées sectorielles issues de deux systèmes de comptabilité et de deux bases de valorisation. D'autre part, la fin des années 1990 et le début des années 2000 est marquée par l'ouverture du secteur de la téléphonie mobile aux opérateurs privés, dopant la valeur ajoutée du secteur tertiaire. Cela a aussi affecté la distribution des contributions sectorielles au PIB. Ceci étant, à partir de 2006, sous l'effet de l'entrée en production de mines aurifères industrielles, le secteur secondaire, qui régressait, a connu une croissance de sa part dans le PIB. Mais la principale explication des retournements de tendance des séries de parts de valeurs ajoutées tient au raccordement dans la base de données *World Development Indicators* de calculées sous deux Systèmes de Comptabilité Nationale. Il eut fallu actualiser cette base par les données des années d'avant 1999, calculées sous le SCN1999.

Graphique 2 : Evolution des contributions sectorielles au PIB



Source : World Bank, World Data Bank consultée le 15/7/2015

Toutefois, la faiblesse de la transformation structurelle se lit surtout au niveau des exportations, comme nous le verrons plus tard en étudiant la question de l'innovation.

4.1.3. Une croissance faiblement inclusive

La croissance économique observée entre 1991 et 2010 ne s'est pas traduite par la réduction escomptée de la pauvreté dont le taux est passé de 44,5% en 1994 à 46,7% en 2010 (MEF, mars 2011, INSD, 2011). En 2014, une baisse sensible de la pauvreté est notée. Mais l'incidence de la pauvreté, en s'établissant à 40,7% demeure encore largement au-dessus de la cible de 35% visée par la SCADD pour 2015.

De plus, les problèmes comme le chômage des jeunes diplômés prennent de plus en plus d'ampleur. En effet, selon le rapport intitulé «Cartographie et diagnostic de l'emploi des jeunes au Burkina Faso», publié en octobre 2014 dans le cadre de l'Initiative conjointe pour l'emploi des jeunes en Afrique, les jeunes représentaient 82% des chômeurs en 2009/2010.

4.1.4. Une faible croissance liée à un faible investissement privé et un faible entrepreneuriat ?

L'hypothèse de base du cadre analytique HRV est que la faible croissance est essentiellement liée à un faible investissement privé et un faible entrepreneuriat. Cette idée avait notamment été développée par Kevane et Englebert (1999) qui cherchaient à expliquer pourquoi, avec une gouvernance et des institutions bien meilleures (à l'époque) que les pays voisins, la croissance n'était pas plus soutenue au Burkina Faso. Pour eux, l'explication tenait au faible nombre d'entrepreneurs et à l'insuffisance des capacités de gestion.

Il ne semble pas que cette approche puisse être retenue aujourd'hui, car les indicateurs de gouvernance se sont singulièrement rapprochés de ceux des pays voisins, et que le niveau de croissance s'est nettement amélioré. Dans ces conditions et dans la pure logique du marché, il y a une abondance de capitaux dès qu'il s'agit de saisir des opportunités à rentabilité élevée et à risque réduit.

Le Tableau 5 : taux d'investissement global et privé en % du PIB ci-dessous fournit les évolutions des taux d'investissement globaux et privés du Burkina Faso et de pays d'Afrique au Sud du Sahara ayant récemment atteint un taux de croissance élevé du PIB réel, entre 2006 et 2014.

Tableau 5 : taux d'investissement global et privé en % du PIB

Année	Investissement en % du PIB				Investissement privé en % du PIB			
	Burkina Faso	Cap Vert	Ghana	Rwanda	Burkina Faso	Cap Vert	Ghana	Rwanda
2006	19,7		29,0	15,8	10,5		17,0	7,7
2007	19,1		21,6	16,0	10,1		7,7	8,1
2008	21,2	44,2	20,1	18,3	9,1	36,0	8,7	9,6
2009	20,6	42,5	21,5	23,5	6,7	31,5	9,1	12,6
2010	22,5	38,5	20,7	23,0	10,4	27,9	7,1	11,9
2011	22,8	45,2	24,7	22,5	10,4	27,9	7,6	11,0
2012	25,3	46,7	25,6	22,9	14,7	33,7	6,2	12,6
2013	23,8	35,9	31,1	25,1	13,7		6,6	11,6
2014	25,6		22,7	25,5	14,1		5,9	8,1

Source : Banque mondiale, *World Development Indicators* (WDI) 2015, consulté le 4 juillet 2015.

Il apparaît d'abord que le taux d'investissement global comme privé mesurés par la formation brute de capital fixe rapportée au PIB ont été en progression continue. Le taux d'investissement privé du Burkina Faso, de l'ordre de 14 % en fin de période apparaît même plus élevé que ceux observés au Ghana et au Rwanda. Notons tout de même que ce niveau de l'investissement privé burkinabè en 2014 est nettement plus faible que le niveau observé au Cap vert en 2012 (33,7%). Ce taux est plus

faible que le taux d'investissement privé observé en moyenne dans les pays d'Afrique au sud du Sahara.

Nous allons donc accepter l'hypothèse de base de HRV selon laquelle la croissance relativement faible pourrait être accélérée par un accroissement de l'investissement privé et de l'entrepreneuriat, en examinant maintenant successivement les contraintes potentielles. Bourdet et Thiombiano (2009) aboutissent à la même conclusion, mais soulignent en plus que cette relative faiblesse de l'investissement privé a persisté malgré les améliorations sensibles du cadre de la vie des affaires relevées par la Banque mondiale.

4.2. La rentabilité est-elle socialement faible ou le problème est-il l'appropriation des bénéfices par les investisseurs ?

Comme le montre l'arbre de décisions de l'approche standard HRV, la faiblesse de la rentabilité «sociale» des activités économiques – indépendamment du partage de la valeur ajoutée s'apprécie en examinant différents facteurs structurels qui peuvent favoriser la rentabilité sociale ou, au contraire, constituer des handicaps. Parmi ces facteurs figurent la contrainte géographique, le capital humain et le savoir-faire technique, les infrastructures économiques. A ces contraintes potentielles, nous ajouterons la faible compétitivité prix qui peut se révéler à l'origine d'un blocage de la croissance.

4.2.1. La rentabilité sociale des activités économiques

L'enclavement

L'enclavement d'un pays est en soi un problème car il enchérit les coûts, notamment ceux de l'énergie tant que l'énergie solaire et/ou éolienne et/ou hydraulique ne sera pas concurrentielle. Mais l'enclavement permet aussi une protection naturelle contre la concurrence des produits pondéreux (ciment, boissons, etc.).

Situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest et à 1000 km de tous les ports maritimes d'Afrique occidentale, le positionnement géographique du Burkina Faso est à la fois un obstacle à son développement et un avantage, au moins potentiel. Ce positionnement géographique pourrait par exemple justifier dans le futur, la construction d'un hub pour le transport aérien. Par ailleurs, le pays est situé sur une plaine, ce qui est un avantage pour la construction des voies de transport routier, ferroviaire et aérien. En effet, les coûts de terrassement qu'offre ce type de relief sont faibles, comparativement aux reliefs montagneux.

L'enclavement du Burkina Faso ne constitue donc pas un obstacle à sa croissance économique. C'est donc plutôt du côté de la qualité et des quantités d'infrastructures de transport et plus généralement des infrastructures économiques qu'il faut rechercher les sources potentielles de la faible rentabilité sociale des activités économiques et les facteurs pouvant faire partie des principaux obstacles au développement des activités privées et à la croissance (voir plus bas le paragraphe sur les infrastructures de transport).

La localisation des activités économiques pose également un problème régional puisque des unités de production ont été localisées sans tenir compte de l'ensemble des contraintes à terme. Ainsi, des industries comme les brasseries ont été déplacées de Bobo Dioulasso à Ouagadougou malgré le risque de stress hydrique qui pourrait à terme rendre ce choix peu judicieux.

Le capital humain

La question à laquelle il faut répondre ici est : les investisseurs peuvent-ils trouver facilement les travailleurs qualifiés dont ils ont besoin en quantité suffisante et à un coût raisonnable ?

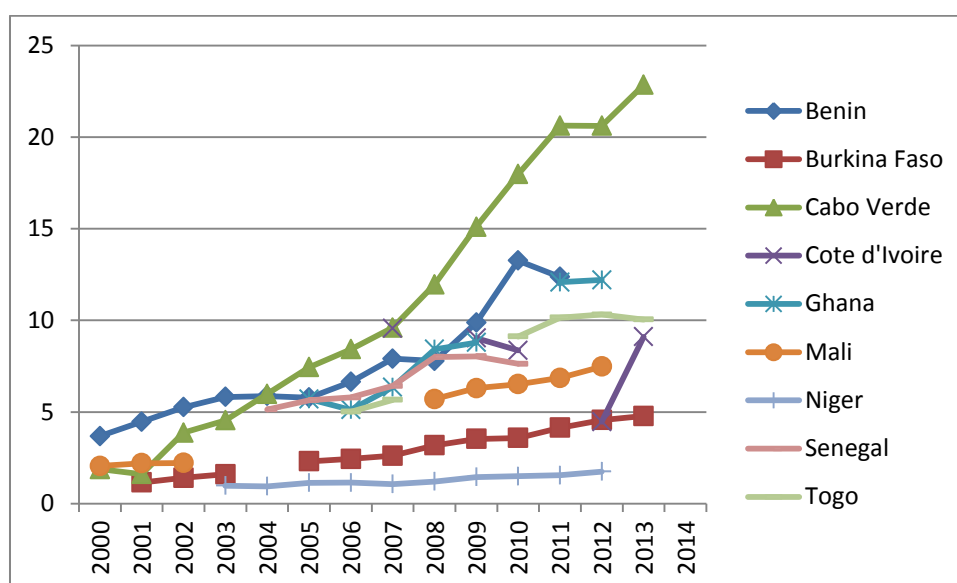
Le Burkina Faso a fait des progrès continus en matière de scolarisation dans tous les ordres de l'enseignement classique. En effet, mis à part la formation technique où le taux brut de scolarisation semble plafonner autour des 4%, en matière d'enseignement secondaire et tertiaires, les taux bruts de scolarisation sont en constante augmentation. En effet, le taux brut de scolarisation au secondaire a plus que doublé entre 2000 et 2013 en passant de 10,4% à 28,4% (Tableau 6 : Taux brut de scolarisation au secondaire). Quant au taux brut de scolarisation au tertiaire, il a évolué de 1,16% en 2001 à 4,8% en 2013 (Graphique 3 : Taux brut de scolarisation au tertiaire).

Tableau 6 : Taux brut de scolarisation au secondaire

	2000	2005	2011	2013
Benin	21,6	34,6	47,7	54,2
Burkina Faso	10,4	14,3	23,8	28,4
Cap Vert	67,2	72,2	90,4	92,7
Côte d'Ivoire				39,1
Ghana	41,0	47,3	57,1	70,9
Mali	18,5	27,6	44,5	44,9
Niger	7,0	10,1	14,7	
Sénégal	15,9	22,6	41,0	
Togo	32,1	45,0	54,9	

Source: WDI 2015, consulté le 4 juillet 2015

Graphique 3 : Taux brut de scolarisation au tertiaire



Source: WDI 2015, consulté le 4 juillet 2015

Malgré ces progrès, les entreprises se plaignent fréquemment de ne pas trouver la main d'œuvre dont elles ont besoin. Ceci est en partie lié à la faiblesse de l'accumulation du capital, puisque le capital humain s'accumule plus par apprentissage (*learning by doing*) que par les systèmes d'enseignements de masse.

Pour répondre à ce problème, les entreprises investissent dans la formation de leur main-d'œuvre. À titre d'illustration, l'enquête 2009 sur les entreprises de la Banque mondiale a révélé que 25% des entreprises consacrent des sommes importantes à la formation de leurs employés au Burkina Faso.

Quant à l'enquête baromètre de l'accompagnement des PME de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF) conduite en décembre 2013, et qui avait touché 154 PME de la région du Centre, elle a établi que 80% de ces PME appartenant aux secteurs du commerce, de l'industrie, des services et de l'agriculture était à la recherche de formations pour leur personnel.

L'investissement par les entreprises dans la formation de leurs employés montre que la qualité du capital humain est perçue par les entrepreneurs burkinabè comme un obstacle au développement de leurs activités et par la suite à la croissance.

En outre, certaines personnes rencontrées avancent l'apparition de manifestations du « syndrome hollandais » (les booms dans certains secteurs attirent les personnes formées en raison de rémunérations plus élevées). Ce serait le cas pour les firmes minières qui ont provoqué un déplacement de main d'œuvre qualifiée. C'est aussi le cas des PTF et des ONG, qui attirent une partie non négligeable de la main d'œuvre qualifiée et contribuent à en accroître le coût (en sens inverse, ces cadres acquièrent une certaine expérience, mais il n'est pas évident qu'elle soit facilement transposable).

Toutefois, en tenant compte des 4 283 emplois que le secteur de la mine industrielle a pu offrir aux travailleurs nationaux en 2012, pour un effectif total d'employés

salariés au Burkina Faso à la même date de 462 200, il est peu probable que le boom minier ait pu entraîner une hausse généralisée des salaires à l'échelle du pays. Il en est de même pour l'effet des emplois offerts par les agences des PTF et des ONG. D'ailleurs, dans le secteur privé de la mine industrielle, 26% des employés sont des expatriés, ce qui signifie que le cadre réglementaire (code du travail, des mines et plus généralement des investissements) offre aux entreprises, la possibilité d'employer en cas de besoin des travailleurs non nationaux.

D'une manière générale, les conflits sociaux peuvent être un handicap à l'investissement privé. Au Burkina Faso, d'une manière générale, les conflits individuels ou collectifs sont habituellement peu fréquents et peu intenses. Entre 2005 et 2013, les conflits individuels opposants travailleurs et employeurs ont concerné moins d'un contrat sur 100 par an (Tableau 7: Évolution des conflits employés-employeurs). Quant aux conflits collectifs, ils se sont accrus entre 2007 et 2012, une période marquée par le début de la lutte contre la «vie chère» entamée en 2008.

Depuis octobre 2014, ces conflits entre employeurs et employés sont devenus plus fréquents. Le soulèvement populaire de 2014 a permis l'émergence de frustrations contenues jusque-là. De plus, « l'insurrection a créé un sentiment d'euphorie postrévolutionnaire : si le renversement de Compaoré, impensable jusqu'au dernier moment, a eu lieu, alors tout semble possible » (International Crisis Group, 2015, p. 8).

Ainsi, par exemple, un conflit social emblématique a eu lieu en 2015 à la BRAKINA, qui a nécessité une intervention au plus haut niveau.

Toutefois, le cadre réglementaire offre aux entreprises la possibilité d'employer des personnels non nationaux. Pour cette raison, l'insuffisance technique et professionnelle de la main d'œuvre nationale ne peut être en soi considérée comme étant un obstacle majeur au développement des activités entrepreneuriales.

Tableau 7: Évolution des conflits employés-employeurs

Nature du conflit	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre de conflits individuels	1 926	2 426	2 270	4 998	3 461	3 300	5 578	4 946	4 516
% des emplois salariés	0,6%	0,8%	0,7%	1,6%	0,9%	0,9%	1,6%	1,1%	0,9%
Nombre conflits collectifs	6	3	35	38	33	45	23	26	9

Source : Ministère de la Fonction Publique, du travail et de Sécurité Sociale : Annuaire statistiques 2013 (version de janvier 2015). Consulté le 18/07/2015 sur le site : www.cns.bf

Infrastructures

D'une manière générale, les infrastructures au Burkina Faso posent problème pour la croissance tant en termes de qualité, de quantité que de coût. Comme le montre le Tableau 8, le coût des services est beaucoup plus élevé qu'ailleurs. En particulier, le prix de l'électricité est deux fois plus élevé qu'en Côte d'Ivoire ou au Togo, sans parler du Niger.

Tableau 8 : Coût des services dans l'UEMOA (2009-2010)

	Benin	Burkina	CI	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Eau (FCFA/m ³)	415	1040	661	382	413	787	500
Electricité (FCFA/kwh)	56	118	65	74	53	59	65
Gas-oil FCFA/l	375	635	545	555	550	328	495
Téléphone (FCFA/min)	60	126	100	110	10	85	125

Source : Banque mondiale (2014), à partir des données de l'UEMOA et des entreprises

Les infrastructures économiques

Les infrastructures routières

Sur un linéaire total de routes¹¹ d'environ 52 000 km, le réseau routier mesure seulement 15 304 km en fin 2013 dont 3 642 km de routes bitumées, 2 190 km de routes en terre, 9 472 km de pistes améliorées (Tableau 9 : Réseaux routier et ferré). De ce fait, une proportion non-négligeable de villages sont enclavés (ils ne sont pas accessibles en automobile durant la saison des pluies).

Le réseau routier se compose essentiellement de pistes (62%) et de 24 % de routes bitumées. Les routes bitumées assurent 56 % du trafic total. Plus de 80 % des importations et des exportations se font par voie routière. Une faible utilisation de la voie ferrée se conjugue avec la surcharge des camions que l'étude EDIC 2014 identifie comme étant les facteurs accélérant la dégradation des routes.

Tableau 9 : Réseaux routier et ferré

Infrastructure	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Réseau routier								
Ensemble des routes en km	15 272	15 272	15 287	15 288	15 289	15 304	15 304	15 304
Routes bitumées en km	2 528	2 690	3 100	3 100	3 100	3 167	3 438	3 642
Routes en terre en km	3 178	3 015	-	2 598	2 598	2 598	2 328	2 190
Routes pistes améliorées en km	7 566	9 566	-	9 599	9 599	9 537	9 538	9 472
Réseau ferré								
Longueur total en km	623	623	623	623	623	623	623	623
En exploitation en km	518	518	518	518	518	518	518	518

Source : Ministère des infrastructures, du désenclavement et des transports : Annuaire statistiques 2013 (version de Mai 2014). Consulté le 18/07/2015 sur le site : www.cns.bf

Malgré la relative faible extension du réseau routier, certains axes routiers sont loin d'être saturés, pour employer un euphémisme. En effet, le choix de la localisation

¹¹ Le linéaire de route mesure, la longueur totale des routes dont le tracé figure sur la carte d'un pays.

des routes est un processus complexe, qui peut être distordu par des pressions politiques ou la disponibilité de financements.

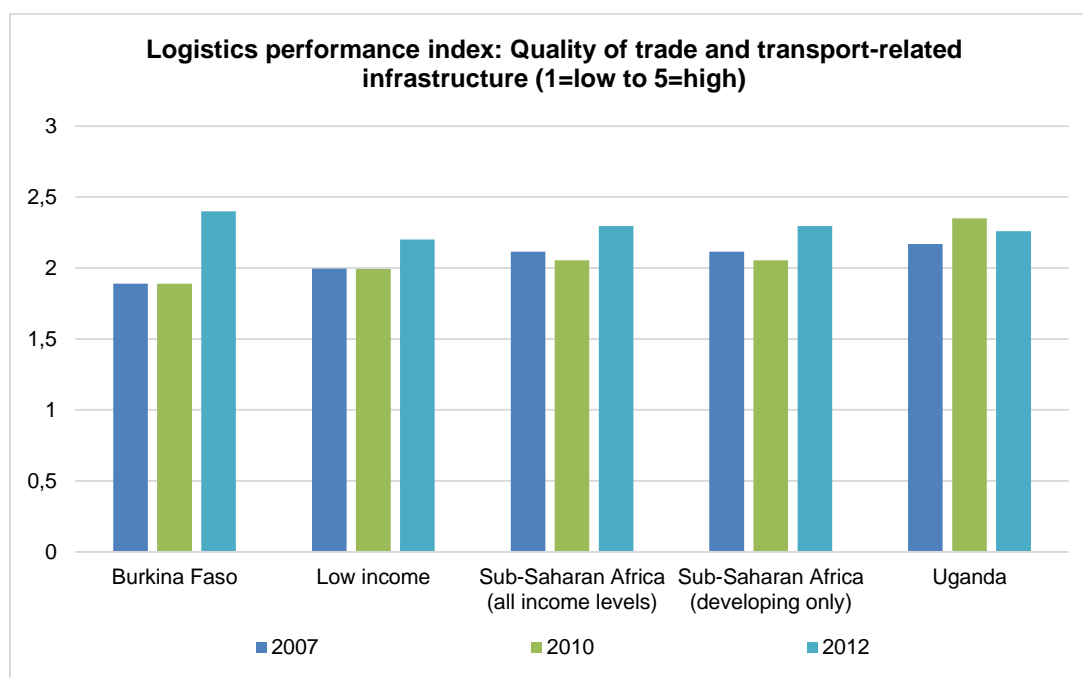
On constate en effet que les routes bitumées, par exemple, supportent des trafics très différents. Par exemple, en 2007 le tronçon 11 de la RN01 qui arrive à Bobo Dioulasso représentait un trafic de 1144 véhicules/jour. Par contre, le tronçon 8 de la RN02 qui arrive à Gourci ne supporte qu'un trafic de 339 véhicules/jour et le tronçon 9 qui arrive à Ouahigouya ne supporte que 158 véhicules/jour (Ministère Transports 2008).

Cela ne signifie pas pourtant que les seuls impératifs de rentabilité devraient conduire le choix des nouveaux axes. Il est évident que des impératifs de cohésion nationale peuvent justifier des distorsions par rapport à la logique économique. Il faut toutefois évaluer le coût de ces distorsions, et essayer de les minimiser (en proposant autant que possible, et lorsque cela est justifié, des routes en terre stabilisée beaucoup moins coûteuses que les routes bitumées).

En ce qui concerne le rail, l'EDIC identifie comme contraintes sa faible densité, sa qualité et l'insuffisance des wagons pour une bonne gestion du fret. L'étude Banque mondiale (2014) préconise une utilisation plus étendue de la conteneurisation.

La qualité de la logistique de transport. Malgré des progrès, la qualité de la logistique de transport est assez faible, inférieure à 2,5/5. Il est intéressant de signaler que l'augmentation de l'indice de la qualité de la logistique de transport en 2012 est associée également à un taux de croissance record du PIB réel d'environ 9%, comme pour signifier que la mauvaise qualité de la logistique de transport constituait une entrave à l'acheminement des intrants, des marchandises, et par la suite, un obstacle à la croissance.

Graphique 4: Qualité de la logistique de transport

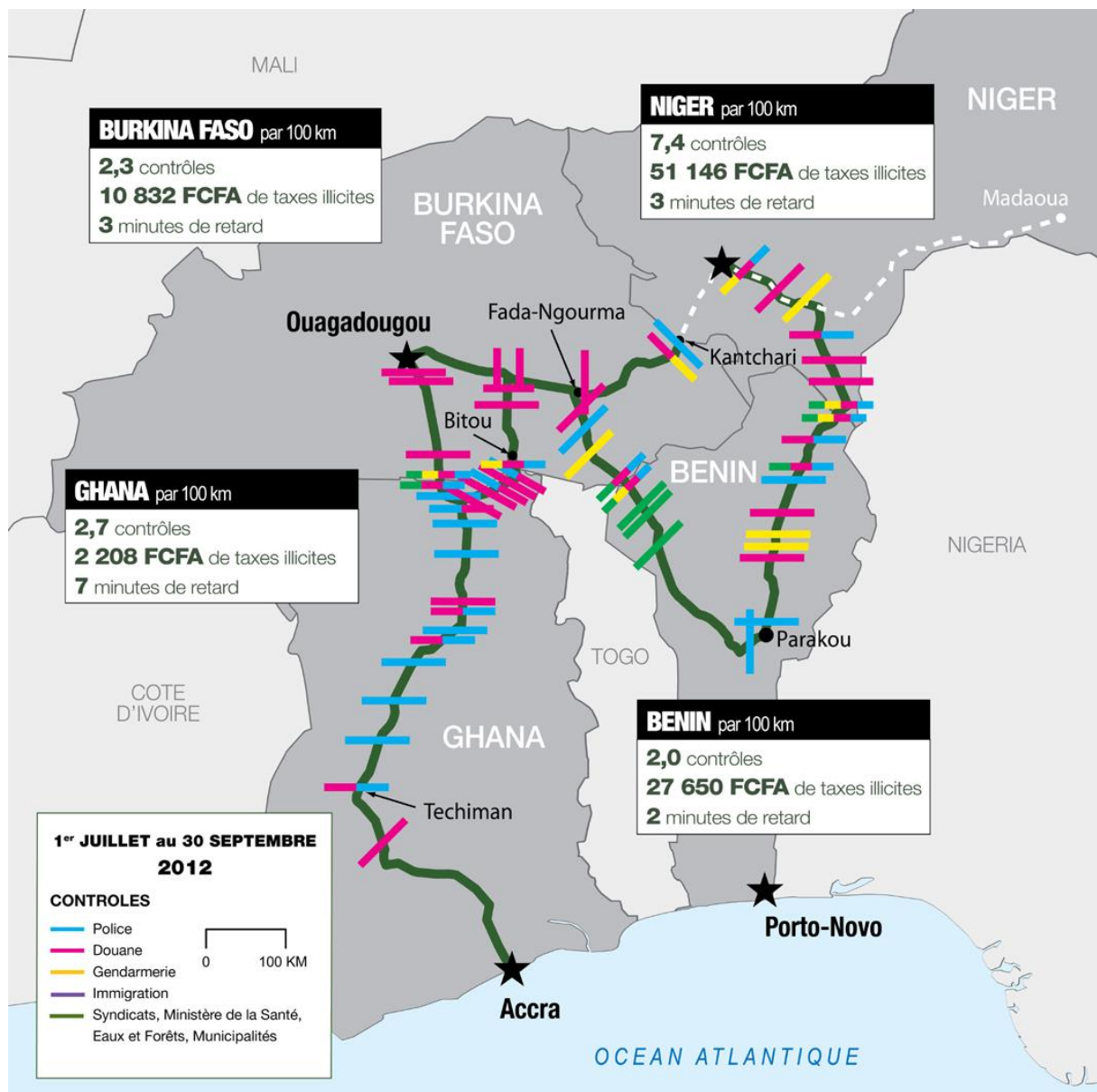


Source: WDI 2015, consulté le 4 juillet 2015

A ces problèmes de coût des infrastructures (qui pèsent sur les finances publiques, mais pas directement sur les transporteurs) s'ajoute pour les entreprises privées le coût des « pratiques anormales » sur les grands axes (barrages, paiements indus) (<http://www.watradehub.com/>)

La carte suivante qui date de 2012 reporte les barrages de différents corps de l'Etat et les obstacles auxquels ont à faire face les transporteurs en termes de paiements non officiels et perte de temps. Certains interlocuteurs ont de plus rapporté des tracasseries portant sur les certificats d'origine (y compris pour des marchandises qui ne sortent pas du pays !)

Figure 2 : Pratique anormales sur les réseaux routiers en Afrique de l'Ouest



Source : <http://www.borderlesswa.com/fr/ressources/21eme-usaiduemoa-rapport-3eme-trimestre-2012> (Consulté le 5 Août 2015)

Ces problèmes récurrents portent préjudice à la circulation des marchandises. Périodiquement, les transporteurs partent en grève contre ces barrages, mais apparemment sans qu'un véritable remède y soit trouvé. La corruption à ce niveau est particulièrement nocive car elle est décentralisée, chaque corps d'agent public est incité à prélever le maximum sans tenir compte de ce qui est prélevé par ailleurs.

Cette situation débouche sur un équilibre de bas niveau, car en « contrepartie » les agents de État n'effectuent pas les contrôles qu'ils sont censés assurer (les pénalités étant de plus assez peu dissuasives).

Dans ces conditions, la circulation de véhicules délabrés (malgré l'existence d'un contrôle technique) et surchargés constitue pour les transporteurs un comportement rationnel permettant de maximiser leur profit.

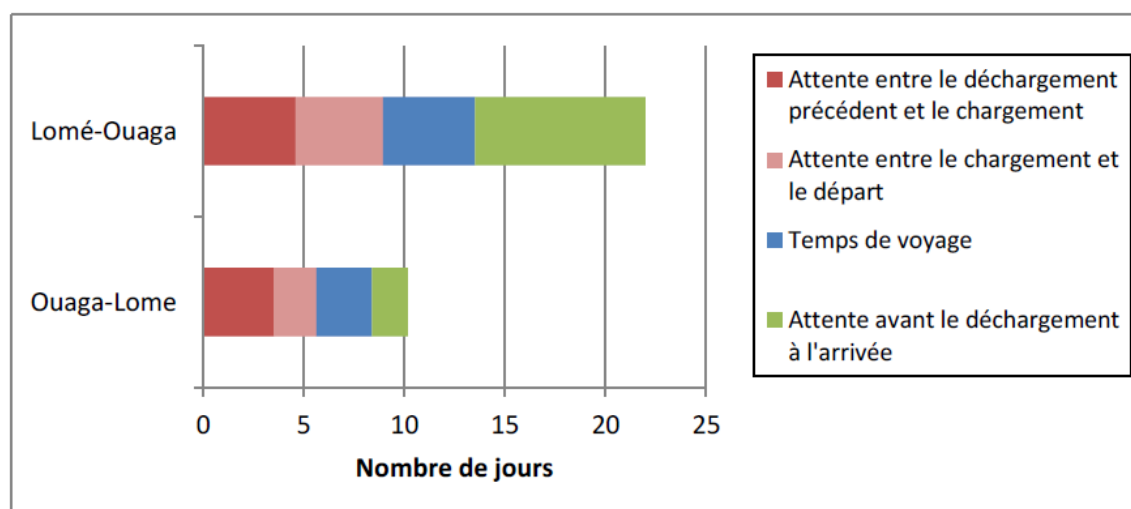
Des rapports récents permettent cependant de nuancer ces remarques. Ainsi l'étude sur le corridor Ouagadougou Tema (USAID WATH 2010) signale que : « La plus grande surprise de cette étude était que les retards et les pots de vins aux barrages routiers – bien qu'étant un sérieux et très visible cancer de la société – sont une petite partie de l'ensemble des pots de vin et retards subis par les commerçants et les transporteurs au corridor Tema-Ouagadougou. Pour les importations, les pots de vin payés par les commerçants aux barrages routiers s'élèvent à moins de 10% du total des pots de vin. » (p. 11)

Les coûts sont élevés par rapport à ceux des références internationales (Newark Chicago dans le cas de cette étude), mais pas par rapport à des corridors comparables dans des pays en développement. En dehors d'un problème structurel (les tonnages exportés étant beaucoup plus faibles que les tonnages importés, les camions doivent souvent faire un des voyages à vide), les problèmes et les surcoûts sont surtout liés à des questions d'organisation, d'inefficacité administrative et de manque de transparence (voir en fin de rapport la liste des recommandations). Il existe une marge importante de réduction des coûts en automatisant les procédures, ce qui réduirait la nécessité d'un contact physique entre les opérateurs et les personnels administratifs.

L'analyse d'un autre corridor, Ouagadougou Lomé (UEMOA 2013), illustre ce dernier point. Comme le montre la Figure 3, les temps d'attente sont considérables par rapport au temps de transport (notamment l'attente lors de l'arrivée à Ouagadougou)

Figure 3 : Temps de parcours sur le corridor Ouagadougou Lomé

2. Utilisation des camions et temps de parcours



Source : UEMOA 2013

Ces problèmes montrent en tous cas que ce n'est pas la question de l'enclavement ou des infrastructures en soi qui constitue une contrainte au développement d'activités entrepreneuriales, mais plutôt l'environnement institutionnel du transport routier.

Electricité

Comme cela a été souligné dans le Tableau 8, le prix de l'électricité au Burkina est prohibitif par rapport à celui en vigueur dans les pays de la sous-région. De plus, les opérateurs économiques doivent faire face à des coupures de courant. D'après les enquêtes de 2006 et 2009 auprès des entreprises, la situation a nettement empiré comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 10 : Données sur les coupures d'électricité déclarées par les entreprises

	2006	2009
Durée d'une coupure moyenne (heures)*	1,2	3
Proportion de l'électricité utilisée produite par générateur	0,9	10,4
Pertes enregistrées du fait des coupures de courant (% du CA)	0,9	3,2
Nombre moyen de coupures par mois	7,5	9,8

Source : World Bank, world data bank, téléchargé le 12/7/2015

Cette question est posée deux fois, pratiquement dans les mêmes termes, mais les réponses diffèrent légèrement : 1,6 et 3,3 dans le second cas.

Les coupures de courant ont culminé en 2015, et elles ont porté un coup sévère à l'activité économique tant dans le secteur formel qu'informel. C'est pourquoi beaucoup de nos interlocuteurs identifient le problème de l'énergie comme la contrainte majeure à leur activité.

L'utilisation de groupes électrogènes est une solution peu efficace et coûteuse. Le problème qui s'est manifesté en 2015 avec une ampleur inégalée jusque-là ne semble pas un problème technique. Ce sont plutôt les accords passés avec la SONHABY et le monopole du transport du carburant attribué à une société liée à l'ancienne équipe dirigeante qui sont à l'origine du problème. Cette situation a été dénoncée à mot couverts dans de nombreux rapports du FMI sans modifier la situation jusqu'au soulèvement d'octobre 2014.

Il faut noter que cet état de fait ne fait pas obstacle à l'installation des entreprises minières, qui ont pour certaines leur propre système de production d'électricité, avec, dans certains cas une production d'électricité à un coût moindre que celui de la SONABEL¹².

La capacité de production de la SONABEL devrait augmenter dans les années qui viennent avec la construction de deux centrales solaires. De plus, l'interconnexion ancienne avec la Côte d'Ivoire et celle entre Bobo Dioulasso et Ouagadougou (2000) sera renforcée par une connexion reliant Bolgatanga au Ghana à Ouagadougou. On peut noter en passant que tous ces projets, souvent impulsé par des PTF n'ont avancé que lentement malgré l'urgence.

Dans le cadre de la CEDEAO, l'initiative WAPP (West African Power Pool) vise l'interconnexion des pays de la sous-région de manière à attirer des investisseurs sur un marché plus large.

Problèmes de choix des infrastructures

Comme nous l'avons vu, derrière ces problèmes se pose une question concernant le choix des infrastructures. Certaines de celles-ci ont été réalisées, ou programmées pour des questions de prestige et/ou d'attribution des marchés publics. Elles sont de ce fait sous-utilisées, ce qui correspond à un gaspillage très préjudiciable compte tenu du coût de ces infrastructures.

Ce qui a été fait ne peut plus être défait, mais certains choix vont peser fortement sur l'avenir. Il en est ainsi du choix d'infrastructures comme les échangeurs, ou de l'aéroport de Donsin (voir ci-dessous). Rappelons que la théorie économique enseigne que les choix doivent se faire, à un moment donné, sans tenir compte des dépenses déjà engagées (c'est la comparaison entre le coût marginal et le gain marginal à partir du moment où la décision doit être prise qui est le bon critère).

L'aéroport de Donsin ne correspond à aucune urgence particulière, compte tenu de la faiblesse du trafic de l'aéroport actuel et à moyen terme, même dans des prévisions de trafic assez optimistes. En effet, avec un flux total de passagers sur l'aéroport actuel de Ouagadougou était de 553 254 passagers¹³ à l'embarquement, au débarquement et en transit et en tablant sur un accroissement moyen de ce flux 10% par an, l'aéroport de Ouagadougou ne franchira la barre du million de

¹² Entretien avec un PTF, Ouagadougou.

¹³ *Annuaire statistique 2013 du Ministère des infrastructures, du désenclavement et des transports.*

passagers qu'en 2020. L'aéroport de Dakar, également en centre-ville, a réussi à traiter plus de 1,8 millions de passagers, sans avoir d'accident grave à déplorer.

D'autre part, l'aéroport de Donsin ne correspond pas au schéma d'aménagement du territoire qui avait été présenté par les experts¹⁴. Il a fallu un excès de détermination de ceux qui au sein l'administration burkinabè défendaient le projet pour essayer de démontrer que cet aéroport correspondait à un besoin pressant alors que le trafic est encore limité et que l'aéroport ne montre aucun signe d'engorgement. L'argument de la sécurité avancé pour motiver le projet fonctionne aussi bien pour le déplacement vers le sud préconisé par les experts (Komsilga). Le choix de déplacer cette infrastructure au Sud de la capitale, où elle serait en connexion avec le quartier Ouaga 2000 destiné à devenir le nouveau Centre administratif de la ville, permettrait également à l'aéroport d'entrer en connexion avec les routes nationales N°6 (Axe de Leo) et N°5 (Axe de Pô).

Le fait que des PTF aient accepté de le financer ne peut être retenu comme une preuve d'un intérêt socio-économique pour la nation. La Banque mondiale a certes accepté de financer des infrastructures de liaison et d'autres coûts périphériques, mais le rapport (World Bank 2013) indique clairement que la rentabilité de ces infrastructures ne dépend pas de la réalisation de l'aéroport. Pire encore, l'évaluation de l'aéroport de Donsin demandé par le gouvernement à la Banque mondiale (et réalisé par un consultant privé lié à la Lufthansa) (World Bank 2010) conclut sans ambiguïté que l'extension de l'aéroport existant est plus rentable que la construction d'un nouvel aéroport à Donsin (le gouvernement de l'époque a explicitement demandé au consultant de ne prendre aucune autre alternative en considération).

Compétitivité prix (taux de change effectif réel)

La compétitivité n'est pas prise en compte à ce niveau dans le schéma HRV, mais il paraît cependant justifié de le placer avec les autres obstacles potentiels à la rentabilité sociale des activités économiques, car un taux de change effectif réel (TCER) surévalué empêche les activités commercialisables (au niveau international) de se développer. Cette compétitivité prix est considérée comme relevant de la politique économique courante dans le schéma HRV standard. Il s'agit cependant (surtout dans un pays qui appartient à une zone monétaire) d'une politique structurelle ayant plutôt un impact sur la rentabilité sociale que sur le partage entre les parties prenantes. C'est pourquoi nous la traitons dans cette partie.

Si les produits exportés ou potentiellement exportables sont sensibles à la compétitivité prix, une faible compétitivité prix peut freiner sensiblement la croissance (Rodrik a montré qu'une sous-évaluation de la monnaie pouvait avoir un impact positif sur la croissance). Au Burkina, les exportations de coton sont sensibles à la compétitivité prix non parce qu'une meilleure compétitivité accroîtrait les volumes demandés, mais parce qu'une meilleure compétitivité améliore la rentabilité relative en monnaie locale des activités tournées vers l'exportation ou la substitution à l'importation. Ainsi, après la dévaluation de 1994, de nombreux projets ont été

¹⁴ «En termes de structure urbaine, la place évidente de l'aéroport est au Sud, d'autant plus qu'il y a d'excellents emplacements, à la bonne distance, dans les environs de Komsilga. Dans cette position, il pourrait entrer en connexion positive avec la ville et créer un nouvel axe de développement urbain, allant du FESPACO jusqu'à Komsilga et qui permettrait de dédoubler l'axe de Léo (N.6). Alors que du côté du Nord, il n'y a rien à attendre le long de la route de Kaya » (Burkina Faso, 2008 - le SNAT proposé n'a apparemment pas été validé)

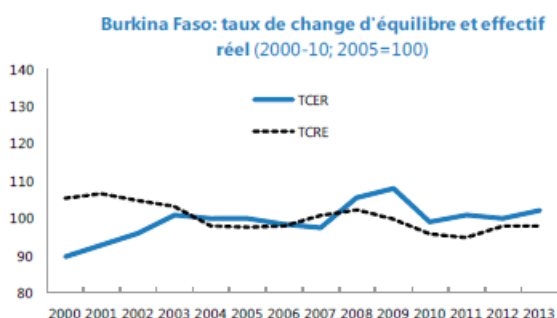
explorés (comme par exemple la collecte du lait) sans que beaucoup d'entre eux soient effectivement entrepris, en partie du fait de la politique monétaire restrictive adoptée à l'époque.

La compétitivité prix du Burkina Faso s'est sensiblement améliorée récemment du fait de la baisse de l'euro par rapport au dollar (en mai juin 2014 l'euro valait en moyenne 1,39 dollar, contre 1,11 un an plus tard). Ceci correspond à une dévalorisation du Fcfa par rapport au dollar et aux monnaies qui lui sont liées d'environ 20 % en un an.

Ceci devrait améliorer la situation concurrentielle¹⁵ et relancer la rentabilité des activités dont le prix de vente est fixé en dollar (coton, or, etc.), du moins tant que les prix de ces produits restent constants. Il est sans doute encore trop tôt pour observer les conséquences de ce changement.

Dans son dernier rapport, qui ne tenait pas compte des derniers développements qui viennent d'être mentionnés, le FMI (rapport cr14215f) estimait que le taux de change effectif réel (TCER) qui s'était sensiblement apprécié en 2009 (suite au boom minier) était revenu à un niveau assez proche de son niveau d'équilibre (Graphique 5)¹⁶.

Graphique 5 : Taux de change effectif réel observé et d'équilibre



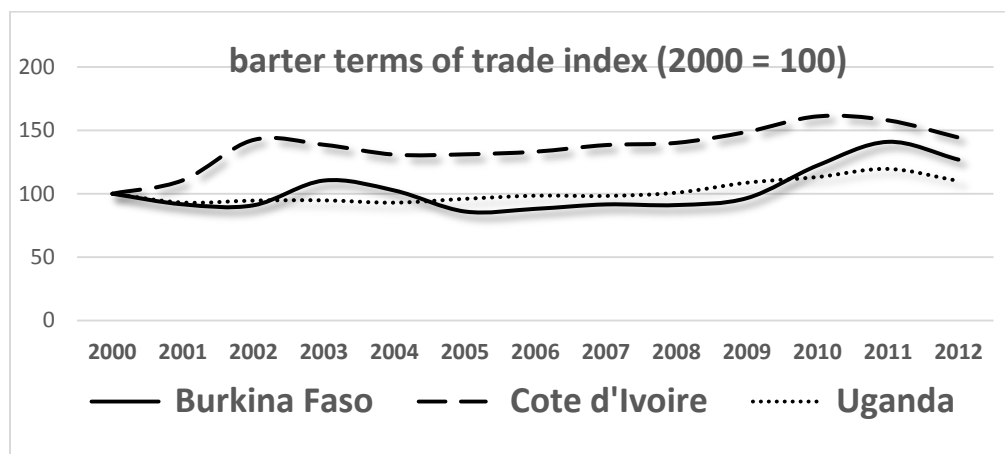
Les modifications soudaines des prix relatifs des exportations par rapport à ceux des importations (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**) constituent un risque majeur pour l'économie du Burkina Faso, avec lequel les opérateurs économiques doivent compter (et notamment le système bancaire qui s'est trouvé à plusieurs reprises en difficultés avec les crédits de campagne).

En ce qui concerne les termes de l'échange (le rapport entre les prix des exportations et les prix des importations), suite au boom de l'or et à la hausse du prix de cette matière sur les marchés internationaux, les termes de l'échange se sont améliorés. D'ailleurs, les fluctuations des termes de l'échange sont allées de pair avec les évolutions de la croissance économique entre 2000 et 2012.

¹⁵ Pour éviter toute confusion, il n'est question ici que des conséquences sur la compétitivité prix, et donc sur les montants exportés, importés, et sur la croissance. Les conséquences macro-économiques ne s'arrêtent pas là, puisque, notamment, le service de la dette (principalement libellée en dollars) augmente.

¹⁶ Rodrik a toutefois montré qu'une certaine sous-évaluation de la devise pouvait être favorable à la croissance. Il est toutefois probable que les effets soient différenciés suivant les filières, ce qui justifierait une analyse plus fine.

Graphique 6 : Termes de l'échange



Source: WDI 2015, consulté le 4 juillet 2015

Quoique les problèmes de compétitivité prix ne soient certainement pas à négliger, il n'est pas plausible qu'il s'agisse actuellement de la contrainte principale. D'abord parce que le désalignement du taux de change reste modéré, et ensuite parce que la stabilité du taux de change par rapport à l'euro compense en partie les problèmes liés à la force relative de l'euro.

4.3. Un problème d'appropriation du retour sur investissement par les investisseurs ?

Cette partie est importante, car il faut déterminer non seulement s'il s'agit là de la contrainte majeure, mais aussi si le soulèvement populaire d'octobre 2014 a changé les choses à ce niveau.

Si ce n'est pas encore vraiment le cas, il conviendrait d'identifier quels changements institutionnels pourraient avoir le plus d'impact sur l'activité économique.

D'après HRV, la faible appropriation des résultats de leurs investissements par les investisseurs peut découler de problèmes avec l'État (ou les élites au pouvoir), ou de problèmes avec le fonctionnement des marchés. Examinons successivement ces deux aspects de la question.

4.3.1. La faible appropriation des résultats résulte de problèmes avec l'État

À ce niveau, HRV indiquent encore plusieurs possibilités. Les problèmes peuvent être liés à l'instabilité macroéconomique ou à des prélèvements excessifs.

La faible appropriation des résultats résulte de problèmes d'instabilité de l'économie et/ou des politiques macro-économiques.

En effet, en considérant les critères de convergence de l'UEMOA, le Tableau 11 montre que le pays a pu respecter en moyenne entre 2000 et 2012, trois critères de premiers rang dont la non-accumulation d'arriérés de paiement, la maîtrise de l'encours de la dette publique et le maintien de la stabilité des prix.

En effet, en considérant les critères de convergence de l'UEMOA, le Tableau 11 montre que le pays a pu respecter en moyenne entre 2000 et 2012, trois critères de premiers rang dont la non-accumulation d'arriérés de paiement, la maîtrise de l'encours de la dette publique et le maintien de la stabilité des prix.

[illegible]

Nombre de critère de
2nd rang respectés

1 1 1 1 2 1 1 1 1 1 1 2 2

Source : CNPE¹⁷, décembre 2013 et Commission UEMOA, décembre 2014, rapport semestriel sur la convergence. NB : + = critères respectés, - = critères non respectés

L'endettement extérieur public a été réduit de moitié entre 1995 et 2012, notamment grâce à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE et de l'IADM. Cette réduction de la dette est associée à une plus forte croissance entre 2006 et 2012, qui est due par ailleurs à la montée en puissance du secteur minier. Si depuis 2006, la croissance de la dette publique est restée modérée, les analyses de soutenabilité de la dette extérieure du Burkina Faso menées par le FMI concluent tout de même qu'il existe un risque modéré de non soutenabilité de cette dette. Comme le risque identifié par les services de l'IDA et du FMI est surtout dû au ratio de la Valeur Actuelle de la dette publique divisée par les exportations de biens et services (le ratio central de l'initiative PPTE) et que le Burkina Faso est dans la zone franc, le risque est sûrement surestimé.

Au total, les risques macroéconomiques potentiels ne se sont pas manifestés de manière à affecter négativement la croissance et n'apparaissent pas faire partie des obstacles à celle-ci.

Tableau 12: Stock de la dette extérieure en % PNB

	1995-2000	2001-2005	2006-2012
Benin	61,4	49,1	20,1
Burkina Faso	52,4	46,1	22,1
Cap Vert	46,3	57,4	51,8
Cote d'Ivoire	148,1	102,1	60,8
Gambie	56,1	103,5	67,3
Guinée	93,9	104,6	78
Ensemble pays faible revenu	77,7	64,6	33,5
Mali	124,5	89,7	27,5
Niger	84,5	78,5	27,7
Nigeria	100,4	54,6	3,4
Sénégal	80,6	65,9	27,3
Pays en développement d'Afrique au Sud du Sahara	71	57,1	26
Togo	101,1	102,7	53
Ouganda	61,3	62,5	18,6

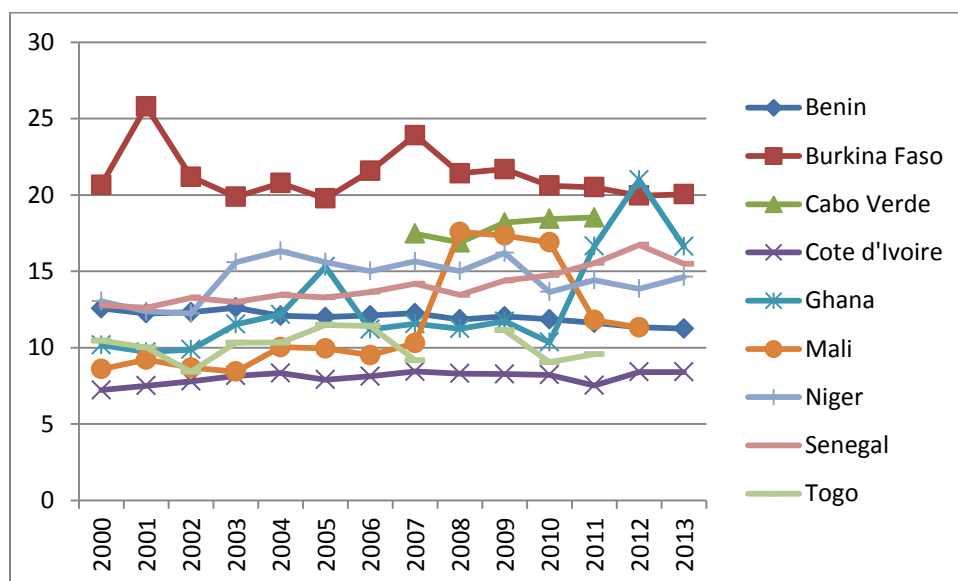
Source: WDI 2015, consulté le 4 juillet 2015

Tout de même, des risques d'instabilité existent. Ils pourraient être alimentés par la relative forte proportion de la consommation publique finale¹⁸ dans le PIB (Graphique

¹⁷ Centre Nationale de Politiques Economiques (CNPE), (2013), « Note sur la convergence du Burkina Faso au titre des critères de l'UEMOA sur la période 2000-2012 et perspectives 2013 », Décembre 2013. Ministère de l'Economie et des Finances – Burkina Faso.

Graphique 7 qui a fortement augmenté suite aux mesures sociales prises en mars 2014 après celles de septembre 2013 et dont l'enveloppe budgétaire se chiffrait à 117 milliards de francs CFA, dont 54,7 milliards de FCFA pour la grille indemnitaire des salariés de l'Etat¹⁹. En effet, les axes d'interventions couverts par ces mesures sociales concernent : (i) la revalorisation de la rémunération des travailleurs; (ii) la consolidation des filets sociaux en faveur des couches vulnérables et les mesures spécifiques pour les retraités ; (ii) la création d'emplois et de revenus ; (iv) l'accès aux financements ; (v) l'accès aux produits de première nécessité ; (vi) les mesures en faveur des universités. Le coût des mesures prises en septembre 2013 se chiffrait à 64 milliards de F.CFA.

Graphique 7: Consommation publique finale en % du PIB (dépendances publiques en salaires et matériel)



Source : WDI 2015, consulté le 4 juillet 2015

Il a souvent été souligné que cette stabilité macro-économique était liée à la stabilité politique qui a caractérisé le Burkina Faso pendant les 27 années qui ont suivi l'arrivée au pouvoir de Blaise Compaoré. Pour établir ce lien, il faut sans doute aller plus loin : la remarquable « stabilité » politique (qui exclut quelques soulèvements populaires comme après l'affaire Zongo et autres mutineries militaires, comme celle de 2011), semble difficile à expliquer sans mentionner la stabilité des relations entre les élites dominantes et l'absence de tensions profondes au sein de la société burkinabè (Koussoubé et al. 2015).

¹⁸ La consommation finale publique équivaut à la dépense courante totale du budget de l'Etat hors intérêts et transferts.

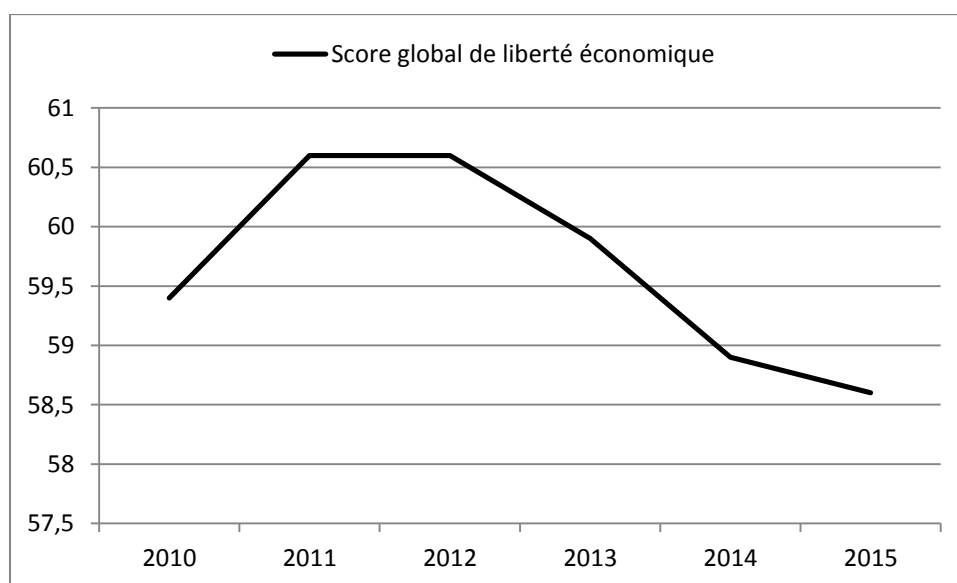
¹⁹

http://www.finances.gov.bf/files/Rapports/MEMORANDUM_SUR_LES_MESURES_SOCIALES_II.pdf
consulté le 5 Août 2015

La faible appropriation des résultats résulte de prélèvements excessifs, légaux ou non (corruption), ainsi que de la personnalisation des règles qui sont appliquées

L'indice des libertés économiques de la fondation héritage (*The Heritage Foundation*) permet de suivre la manière dont les gouvernements mettent en œuvre les réglementations en vigueur. En effet, l'indice (dont le score global ne peut excéder 100) n'a fait que régresser au Burkina Faso depuis 2011 (Graphique 8 : [Indice des libertés économiques](#)). Après une phase d'amélioration il s'était établi à 60,6 en 2011, avant d'entamer une baisse continue.

Graphique 8 : Indice des libertés économiques



Source : <http://www.heritage.org/index/country/burkinafaso>. Consulté le 21/07/2015.

Les causes directes de la baisse du score global du pays en termes de libertés économiques sont liées à la forte dégradation des scores particuliers de certaines composantes de l'indice global des libertés économiques. A cet égard, c'est au niveau du respect de l'Etat de droit, en particulier des droits de propriétés et de la liberté d'entreprendre que le pays a reculé au point d'annuler les progrès réalisés sur les autres dimensions des libertés économiques que sont, les libertés en matière fiscale, d'emploi de la main d'œuvre et la liberté d'investissement (Tableau 13).

Le recul des libertés d'entreprendre n'est pas que la mesure d'un simple concept de la gouvernance économique. Il s'est dans les faits traduit par des pratiques opaques voire mafieuses, relayés par de nombreux interlocuteurs : prise de participation forcée (et gratuite) au capital d'entreprises d'une certaine taille ; attributions de marchés publics à des entreprises contrôlées par des entrepreneurs connectés au clan au pouvoir. Cela sape la confiance des investisseurs nationaux et étrangers et nuit à la croissance de différentes façons.

Tableau 13 : Evolution du score global et de composantes de l'indice des libertés économiques

Année	Score global	droits de propriété	absence corruption	liberté fiscale	qualité dépense publique	liberté d'entreprendre	liberté d'emploi	liberté commerce	liberté investissement
2015	58.6	25.0	38.0	82.4	79.8	49.6	57.8	68.2	65.0
2014	58.9	30.0	31.3	83.0	82.3	60.7	55.0	67.8	60.0
2013	59.9	30.0	30.0	81.4	82.0	61.2	56.4	72.5	55.0
2012	60.6	30.0	31.0	80.4	84.0	62.8	58.9	72.5	55.0
2011	60.6	30.0	36.0	80.5	86.0	61.5	53.5	76.2	55.0
2010	59.4	30.0	35.0	80.4	80.0	60.0	64.4	71.3	50.0

Source : <http://www.heritage.org/index/country/burkinafaso>. Consulté le 21/07/2015.

Le poids de la fiscalité peut également réduire l'appropriation privée des investissements. Comparativement aux pays voisins, la lourdeur du système de taxation Burkina Faso et son poids sur les entreprises sont relativement supportables. En ce qui concerne la lourdeur du système de taxation cernée par le nombre de paiements à effectuer, vu que ce nombre (55) n'a pas varié entre 2000 et 2014, alors que le taux de croissance a fluctué au cours de cette période, on peut douter qu'il soit véritablement un obstacle au développement des entreprises.

La révision du code minier de 2003 qui a précédé le boom minier pourrait plaider pour une fiscalité effective, mais la réforme ne concernait pas uniquement les aspects fiscaux (et les versements parallèles opérés par les entreprises du secteur minier compensaient sans doute les gains opérés en termes purement fiscaux).

Il se peut toutefois que la fiscalité soit néanmoins pénalisante pour certaines activités. En fait, les moyennes sont peu significatives, car la fiscalité effectivement appliquée aux entreprises est différente, sans même prendre en compte les exonérations dont bénéficient certaines d'entre elles.

Tableau 14: Indicateurs de taxation

	taux moyen taxe sur les bénéfices		Nombre de paiements de taxe	
	2013	2014	2013	2014
Benin	15,9	15,9	55	55
Burkina Faso	16,2	16,2	45	45
Cap Vert	18,2	18,2	30	30
Cote d'Ivoire	8,8	8,8	63	63
Ghana	18,6	18,6	32	32
Mali	10,1	10,1	35	35
Niger	22	21,3	41	41
Sénégal	16,2	16,2	59	58
Togo	9,5	10	50	50

Source : WDI, 2015 consulté le 4 juillet 2015

A l'image de l'excès de taxation, une très forte corruption peut constituer empêcher l'appropriation privée. A ce propos, l'enquête de la banque mondiale sur les entreprises réalisée en 2009 a révélé que 70,5% d'entre elles estimait que la corruption était un obstacle majeur au développement de leur affaire (voir Tableau 15). En Afrique au Sud du Sahara, le taux moyen est de 43,4% et pour l'ensemble des pays enquêtés de 35,2%. La même enquête a révélé que 25,7% des entreprises installées au Burkina Faso estimait que le système judiciaire constituait une contrainte majeure à leur développement. La moyenne en Afrique au Sud du Sahara est de 18,8% et de 15,5% pour l'ensemble de l'échantillon.

La forte progression de ce pourcentage entre 2006 et 2009 est impressionnante; elle fait de l'image du « pays des hommes intègres » un label dépassé (voir aussi REN LAC (2011). Les problèmes avec la justice sont moindres d'après les données de l'enquête, mais la comparaison n'est sans doute pas pertinente, car les entreprises ont normalement beaucoup moins d'occasions de se confronter à la justice (en fait, elles évitent plutôt soigneusement d'avoir à faire à elle). De nombreuses anecdotes concernant les démêlés d'entreprises étrangères (et de banques) avec la justice montrent que la celle-ci peut être un obstacle majeur au fonctionnement courant de la vie des affaires. Là encore, les entreprises minières, comme les grandes entreprises étrangères souffrent moins de ce problème, car les litiges qui les concernent (à part ceux qui les opposent à leurs associés nationaux) sont surtout liés à des problèmes de droit du travail qui ne mettent pas en jeu des sommes considérables, même en cas de condamnation abusive.

Tableau 15 : Déclarations des firmes à propos de la corruption et de la justice

	2006	2009
Pourcentage des entreprises qui déclarent que la corruption est une contrainte majeure	54 %	70,5 %
Pourcentage des entreprises qui déclarent que la justice est une contrainte majeure	18,8 %	25,7 %
Pourcentage des entreprises qui déclarent que la corruption est l'obstacle principal à leurs activités	5 %	9,7 %
Pourcentage des entreprises qui déclarent que la justice est l'obstacle principal à leurs activités	0,7 %	0,3 %

Source: World Bank, world data bank, téléchargé le 12/7/2015

L'enquête récente conduite en fin 2014 auprès d'entreprises installées dans la ville de Ougadougou (qui concentre 85% des entreprises formellement enregistrées au Burkina Faso) confirme les chiffres du tableau ci-dessus. Cette enquête (qui ne couvre pas la corruption dans les marchés publics) montre que la corruption continue d'être perçue au niveau de l'octroi des autorisations (Sawadogo Drissa, 2015). En effet, 58,2% des entreprises ayant répondu à la question ont estimé que la corruption était un obstacle majeur à l'obtention des licences requises pour la conduite de leurs affaires et qu'elles ont dû verser des pots de vins afin d'accélérer l'obtention de leur autorisation. D'ailleurs, mis à part les permis, licences et/ou autorisations que sont l'enregistrement des entreprises au registre du commerce, le permis de construire et de l'autorisation de création d'établissements scolaires, pour l'ensemble des autres permis prévus par les réglementations de différentes branches d'activités, le Tableau 16 : Présomption de corruption dans l'acquisition de licences montre que toutes les entreprises ont dû verser des pots de vin pour obtenir la licence.

Tableau 16 : Présomption de corruption dans l'acquisition de licences d'affaires

Type d'autorisation ou de certificat	présomption de corruption pour l'obtention de l'autorisation ou certificat		
	Oui	Non	Total
Autorisation de construire	52.4%	47.6%	100%
Autorisation d'ouverture d'école	84.6%	15.4%	100%
Inscription au registre du Commerce	26.7%	73.3%	100%
Autres certificats ou autorisation	100%	0.0%	100%
Total	58.2%	41.8%	100%

Source: Sawadogo Drissa (2015), Mission de collecte d'information et de données statistiques pour l'évaluation d'impact des réformes sur la délivrance des licences d'affaires, SFI, Banque Mondiale, AMGI.

Les problèmes liés à l'application personnalisée des règles ont été souvent rapportées par nos interlocuteurs (par exemple dans le cas de la mine de Tambao, successivement attribuée à différents entrepreneurs étrangers dans une grande opacité). Un de nos interlocuteur a rapporté les propos d'un banquier de la place, déclarant : « on entre au tribunal créancier, on en ressort débiteur ».

Les problèmes de la justice (et de l'impunité garantie à certaines personnes) ont souvent été mis en avant²⁰. Ils sont un peu surprenants dans la mesure où l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) a été précisément créée pour éviter ce genre de dysfonctionnement. En principe, les litiges peuvent être transmis en cassation devant la Cour commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA (CCJA). La CCJA connaît des pourvois contre les décisions rendues en dernier ressort en application des Actes uniformes de l'OHADA par les juridictions nationales des États parties. En cas de cassation, elle a le pouvoir de décider sans aucun renvoi à une juridiction nationale. Cette disposition a été tournée par des juges qui évitent de rendre leur jugement formellement afin d'empêcher la saisine de la CCJA. Il serait donc souhaitable de rendre cette saisine automatique après un délai raisonnable.

Le problème de la justice ne concerne toutefois pas toutes les entreprises. La plupart des petites et moyennes entreprises locales évitent soigneusement tout recours à l'appareil judiciaire. Ce sont donc surtout les grandes entreprises étrangères et les banques qui sont affectées par ce problème. C'est pourquoi le dysfonctionnement de l'appareil judiciaire peut difficilement être considéré comme un problème majeur (comme on le voit dans le Tableau 15, très peu de firmes identifient la justice comme l'obstacle principal, même s'il apparaît dans un quart des cas comme un problème majeur).

La faible appropriation des résultats par les investisseurs résulte-elle de problèmes de fonctionnement des marchés ?

Pour HRV, un investisseur innovateur fournit involontairement à ses concurrents des informations qu'ils peuvent utiliser sur les procédés de fabrication, les processus

²⁰ Notamment par Amos Tincani, Ambassadeur de l'UE au Burkina Faso dans un discours du 3 juin 2011 très remarqué à l'époque (<http://lefaso.net/spip.php?article42362&rubrique62.K>).

administratifs et légaux, les moyens de les surmonter, etc. Si ce phénomène n'est pas maîtrisé, l'incitation à investir peut être singulièrement limitée. C'est ce qu'HRV nomment « self discovery »: la capacité à rechercher par essais (et erreurs éventuellement) de nouvelles activités rentables.

Au Burkina Faso, ce phénomène semble peu présent, car les innovations sont restées limitées, contrairement à ce qui se passe dans des pays comme le Kenya ou l'Éthiopie. Certains de nos interlocuteurs ont décrit cependant un phénomène du genre décrit par HRV concernant la concurrence avec le secteur informel. Les firmes formelles se plaignent souvent d'être concurrencées (à moindre coût, faute de payer les taxes et autres prélèvements théoriquement obligatoires), notamment dans les activités commerciales. Toutefois, comme le montre le Tableau 17, cette concurrence, pourtant bien présente, ne semble poser un problème majeur qu'à une minorité d'entreprises formelles.

Tableau 17 : Déclarations des entreprises formelles concernant leur concurrence avec le secteur informel

	2006	2009
Pourcentage de firmes formelles en concurrence avec des entreprises non enregistrées ou informelles	88,5 %	75 %
Pourcentage de firmes déclarant que la concurrence d'entreprises informelles est une contrainte majeure	52,2 %	58,5 %
Pourcentage de firmes déclarant que la concurrence d'entreprises informelles est leur principal obstacle	5 %	10,8 %

Source : World Bank, world data bank, téléchargé le 12/7/2015

4.3.2. La faible appropriation des résultats par les investisseurs résulte-elle d'une absence d'un investissement innovant insuffisant ?

La faiblesse de l'innovation est une caractéristique frappante du développement du Burkina Faso depuis l'indépendance. Nous avons vu plus haut que la répartition sectorielle du PIB ne porte pas de trace d'un véritable changement structurel, notamment en termes d'industrialisation.

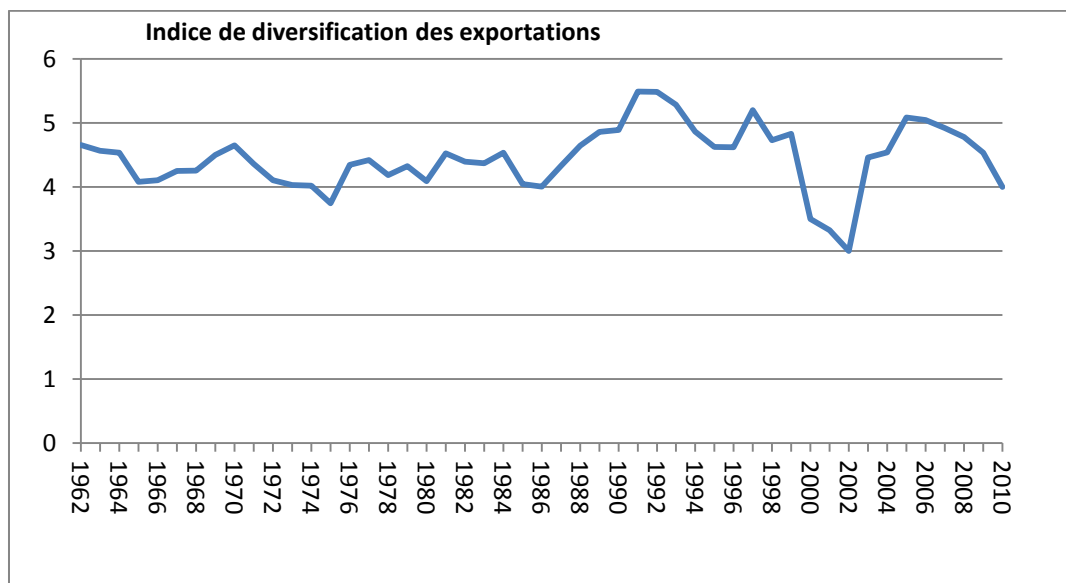
C'est encore plus net en ce qui concerne les exportations. Les trois mêmes produits dominent depuis l'indépendance (et même avant) : l'or²¹, le coton, le bétail. Au sein même de ces catégories, on n'observe pas de changement notable, selon le Graphique 9. En cinquante ans, l'indice de diversification des exportations n'a pratiquement pas bougé, de même que l'évolution de la qualité des exportations.

On note en particulier que la dévaluation de 1994, qui avait été présentée comme une mesure favorable à la diversification n'a eu pratiquement aucun impact à ce niveau. A propos du manque d'innovation des entreprises burkinabè, un représentant d'organisation représentative du secteur privé rencontré, déclarait : «*Vous n'avez*

²¹ La production d'or dépassait régulièrement 5 tonnes jusqu'en 1993 (la production formelle était principalement concentrée dans la mine de Poura. Elle n'est devenue pratiquement négligeable qu'entre 1999 et 2003.

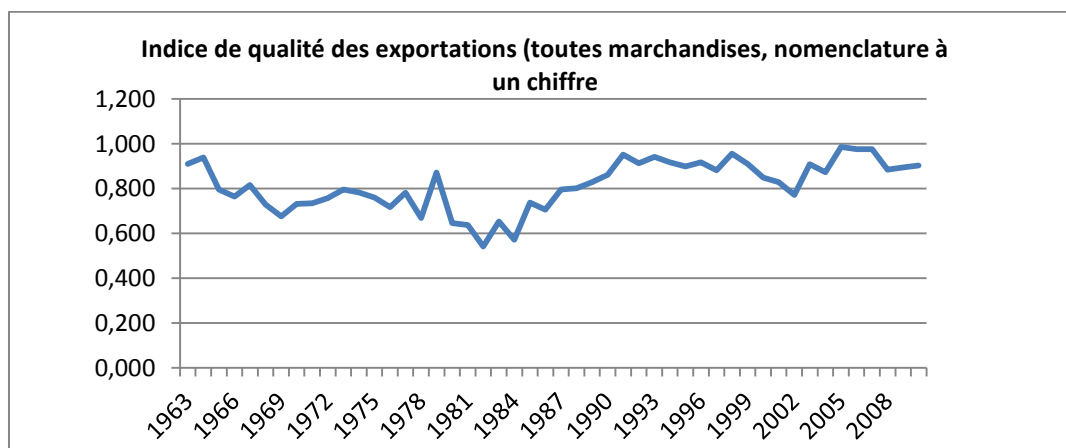
qu'à faire un tour dans les supers marchés de la place. Vous trouverez très peu de produits locaux dans les rayons. Ici, les entreprises ne s'adonnent qu'à l'import-export et très peu osent une diversification vers la fabrication voir l'industrialisation».

Graphique 9 : Diversification et qualité des exportations



NB : Un indice élevé indique une forte concentration des exportations. La diversification devrait donc se traduire diminution de l'indice.

Graphique 10: Évolution de la qualité des exportations

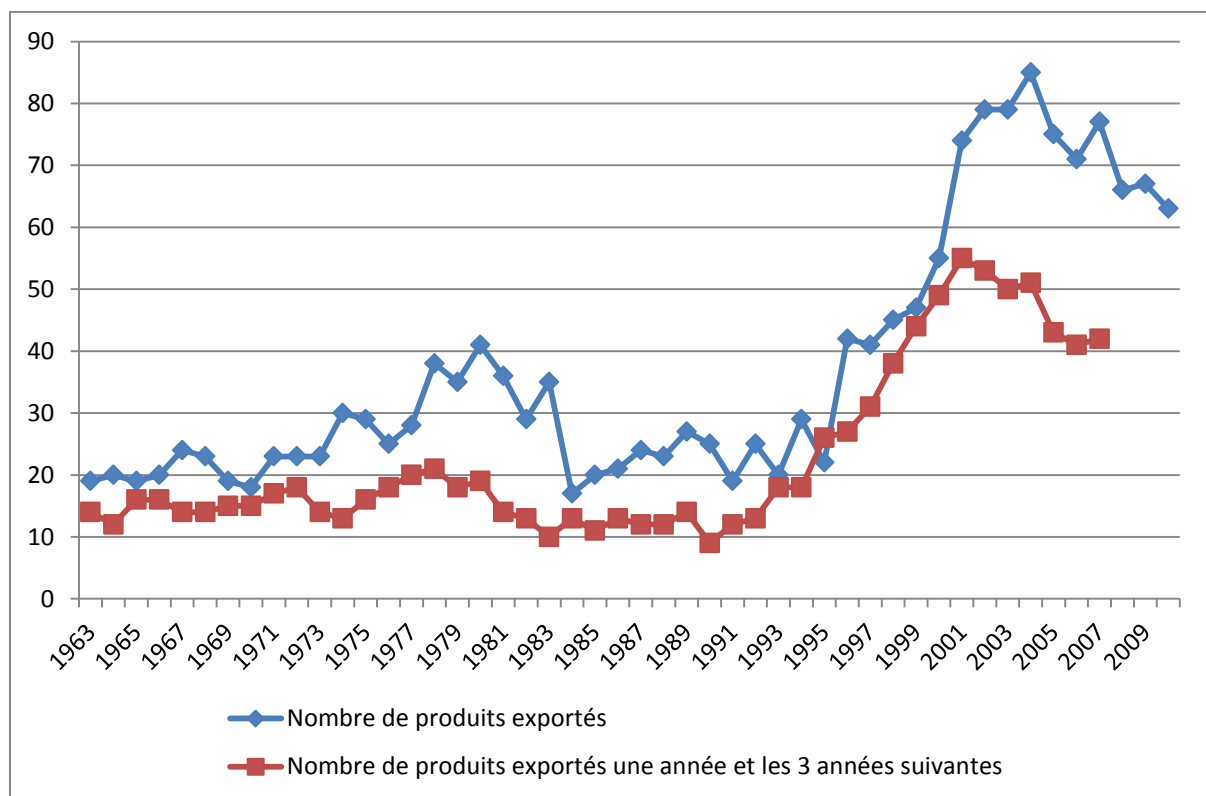


Note : graphique élaboré à partir de la base de données publiée par le FMI et DFID (<https://www.imf.org/external/np/res/dfidimf/diversification.htm>). L'indice de diversification est un indice de Theil qui mesure la diversification des exportations en tenant compte de trois catégories de produits : traditionnels, nouveaux et non commercialisés. Il tient compte à la fois du nombre de produits exportés et de leur valeur. L'indice de qualité des exportations est calculé avec différentes nomenclatures de produits, plus ou moins détaillées (de un à quatre chiffres).

Toutefois, une analyse plus détaillée des données sur la nomenclature à trois chiffres²² montre que les données sont parfois peu intuitives (elles figurent en annexe 2). Par exemple, les indices de qualité des exportations manquent pour certaines années en ce qui concerne les exportations de bétail, ce qui est surprenant car les exportations de bétail ne semblent pas avoir cessé à certains moments. Une autre limitation de ces données est qu'elles ne font pas de distinction entre les exportations et les réexportations (ce qui fait que parfois le Burkina apparaît dans cette base de données comme un exportateur d'appareils électriques et d'automobiles).

Comme le montre le **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, malgré l'augmentation de produits exportés, le nombre de produits exportés de façon permanente a connu un accroissement sensible (sous réserve des limitations qui viennent d'être soulignées), à partir de 1990, pour atteindre un sommet en 2001 avant de décliner à nouveau. La libéralisation à partir de 1991 ainsi que la dévaluation de 1994 semblent avoir joué un rôle accélérateur.

Graphique 11 : Nombre de produits exportés et nombre de produits exportés de manière permanente (nomenclature standard du commerce international SITC à 3 chiffres)



Source : nos calculs à partir de la base de données FMI DFID
(<https://www.imf.org/external/np/res/dfidimf/diversification.htm>)

Ces données sur la diversification du commerce extérieur traduisent une capacité d'innovation limitée : peu d'investisseurs se lancent dans des secteurs nouveaux à part quelques produits de niche (coton bio, huile de sésame, etc.) qui ne sont pas significatifs au niveau macroéconomique.

²² Les nomenclatures permettent de distinguer plus ou moins finement les différents types de produits. Une nomenclature à un chiffre, par exemple, met dans la même catégorie le coton égrené et le fil de coton, alors qu'une nomenclature plus fine met ces produits dans des catégories différentes.

Certaines innovations qui ont fonctionné pendant un moment sont même abandonnées : par exemple l'exportation de haricots verts (UCOBAM), les exportations de viande (abattoirs frigorifiques de Bobo).

Les exportations de haricots verts par voie aérienne ont culminé en 1987/88 (3 682 T), avant de retomber à 1 027 T en 2003/04)²³ (cette chute s'expliquant en partie par la faillite de la compagnie Air Afrique, qui était le principal transporteur). La chute s'est poursuivie depuis, puisque que les exportations sont tombées à 515 T. en 2013²⁴.

L'histoire des exportations de mangues est similaire. Les exportations aériennes de mangues ont culminé à 1 676 T en 1985/86 avant de retomber à 450 T. en 2003/2004

Mais le plus surprenant reste sans doute l'incapacité à développer les exportations de viande (au lieu du bétail sur pied), malgré les avantages évidents en termes de valeur ajoutée, récupération des sous-produits, etc. Toutes les tentatives pour constituer une filière professionnelle ont échoué, alors que l'élevage constitue une des richesses potentielles du Burkina Faso. Dans un article du 31 mars 2015, François Banzio écrit : « En effet, les unités d'abattage et de commercialisation présentent des insuffisances sévères en matière de normes de qualité et de salubrité, des conditions d'hygiène, quelques fois précaires, qui influencent directement la qualité des viandes. L'état de l'Abattoir de Ouagadougou révèle la nécessité et l'urgence de mettre à niveau cette infrastructure afin de lui permettre de jouer son rôle de vecteur de développement de la filière viande. Les dernières opérations de réhabilitations de l'abattoir remontent à 2002 »²⁵ Ce constat est d'autant plus décourageant que les mêmes constatations sont faites régulièrement depuis les années soixante.

Pourquoi les investisseurs au Burkina ne sont-ils pas attirés vers les secteurs innovants ? Une possibilité est que ces secteurs soient moins rentables et/ou plus risqués que les secteurs dans lesquels, traditionnellement, les capitaux privés se sont investis.

Parmi ceux-ci, on cite souvent le cas du foncier²⁶, de l'immobilier, du commerce (y compris les pharmacies, par exemple) et de la politique. Il faudrait y ajouter plus récemment le développement des cliniques privées et des institutions d'enseignement privées. Une autre hypothèse pourrait être que le risque (notamment d'expropriation) est jugé trop élevé et que les investisseurs potentiels préfèrent simplement investir à l'étranger. La fuite des capitaux peut être mesurée

²³ Annuaire Statistique du Ministère des Transports 2008, p. 81

²⁴ François Bambio, « La filière haricot vert, jadis la fierté du Burkina Faso, traverse une période morose », 30/5/2015. (<http://www.investirauburkina.net/index.php/syntheses-economiques/agro/item/619-haricots-verts-les-exportations-sombrent-dans-le-rouge>, consulté le 9/8/2015. F. Bambio note que dans les années 90, le Burkina Faso était le troisième exportateur de haricots verts sur le marché européen après le Kenya et le Sénégal.

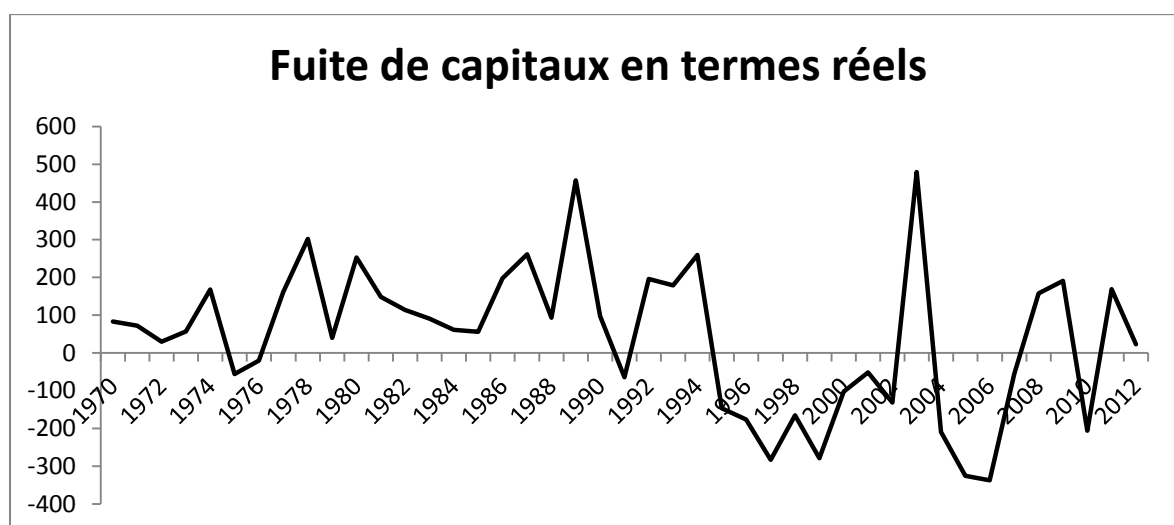
²⁵ <http://www.investirauburkina.net/index.php/syntheses-economiques/elevage/item/601-filiere-betail-viande-la-necessite-de-creer-une-dynamique-d-exportation-de-viande>

²⁶ Ce qui souligne l'intérêt de prélever des taxes foncières à un niveau suffisant pour inciter les investisseurs à rechercher d'autres placements.

indirectement, mais on peut aussi observer les dépôts des Burkinabè dans les banques des pays industrialisés pour se faire une idée du phénomène.

L'étude Ndiaye (2011) sur la fuite des capitaux des pays de la Zone franc montre que le phénomène a un effet dépressif sur l'investissement privé. La fuite des capitaux du Burkina Faso estimée par cette étude est représentée dans le Graphique 12. Celui-ci met en évidence l'importance des sorties irrégulières de devises du pays au cours de récentes années (mais aussi l'existence de flux inverses, comme après la dévaluation de 1994).

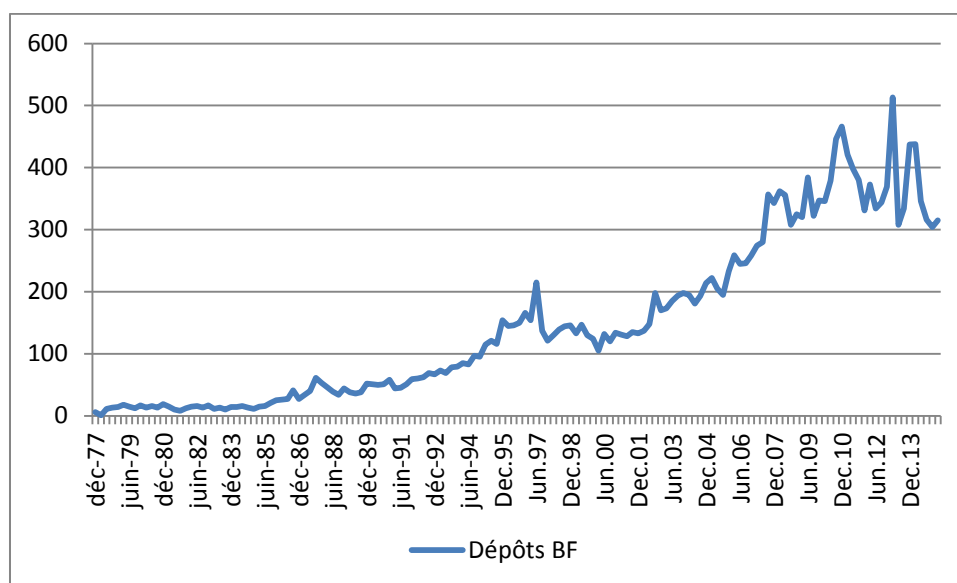
Graphique 12 : Fuite des capitaux hors du Burkina Faso (millions de dollars constants de 2000)



Source : Elaboré à partir de la base de données de Boyce and Ndikumana (2012)

L'évaluation des sorties de devises de manière irrégulière peut être complétée par l'analyse des dépôts burkinabè dans les banques des pays de l'OCDE. Le Graphique 13 fournit les données de la Banque des Règlements Internationaux (BRI) concernant les dépôts du secteur non-bancaire (entreprises et particuliers), qui atteignent fin 2014 un montant de 400 millions de dollars (soit environ 210 milliards de Fcfa).

Graphique 13 : Dépôts burkinabè dans les banques des pays de la Banque des Règlements Internationaux (millions de dollars des EU)



Source : BRI, www.bis.org consulté le 22/7/2015

Ces dépôts sont restés pratiquement constants jusqu'à la période révolutionnaire, et ont ensuite connu une croissance forte, à la fin 1987. Ils ont beaucoup augmenté avant et même un peu après la dévaluation, ce qui s'explique par une prise de conscience du risque inhérent à la détention d'actifs en FCFA. Après une accalmie, la croissance des dépôts est repartie à partir de 2002. Cela montre en tous cas que les sommes détenues à l'étranger sont loin d'être négligeables. Elles restent cependant limitées par rapport à l'investissement privé (évalué par l'INSD à 956 milliards de Fcfa en 2012, dernier chiffre disponible).

L'urbanisation rapide montre qu'il existe un investissement soutenu dans le secteur immobilier, lié à la croissance démographique, à l'exode rural et au développement des infrastructures urbaines. De plus, le cadre incitatif est favorable (respect des droits de propriété sous réserve de construction, pas ou peu de taxation du foncier et des revenus locatifs).

Au Burkina, la politique est également un secteur d'investissement rentable car les rendements en termes de revenu et d'avantages collatéraux sont élevés (véhicules, logements, etc.). Pour les entrepreneurs, la relation avec les hommes politiques au pouvoir représentait sous l'ancien régime pratiquement la seule voie possible (à condition de soutenir le groupe au pouvoir, y compris financièrement) pour faire des affaires profitables dépassant le niveau des très petites entreprises.

4.4. Le financement de l'économie, une contrainte majeure pour les investisseurs ?

Un coût élevé du financement est une entrave potentielle à l'investissement et au développement d'initiatives entrepreneuriales. Le coût du financement s'apprécie à partir d'éléments que sont le taux du crédit, la faiblesse du crédit intérieur au secteur privé, la faiblesse du financement extérieur et la mauvaise qualité du système financier. Les obstacles au financement des entreprises peuvent provenir à la fois de

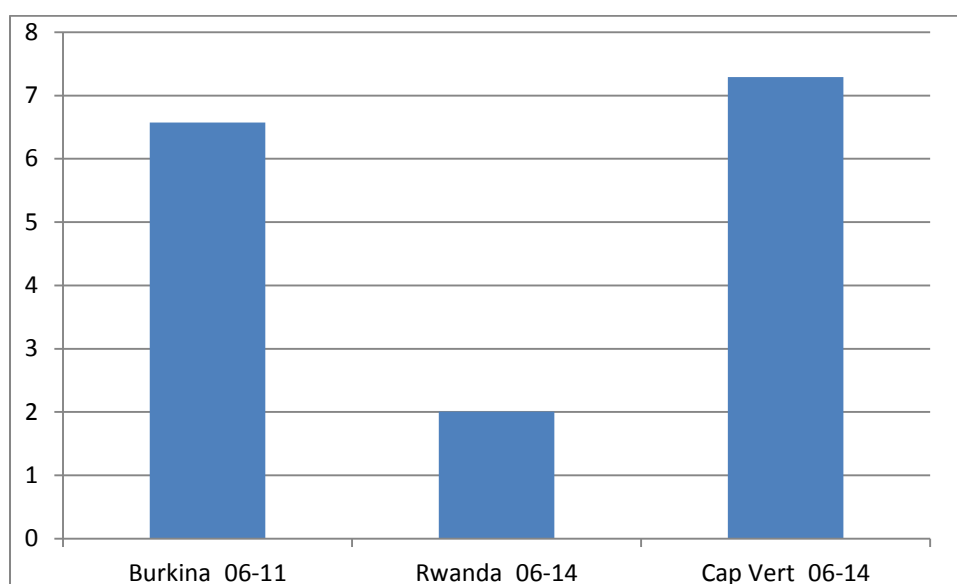
facteurs internes et externes au système financier du pays. Qu'en est-il de l'accès du secteur privé burkinabè au financement ?

Le coût du financement

En comparaison avec deux autres pays d'Afrique subsaharienne à forte croissance économique, à savoir le Cap Vert et le Rwanda, le taux réel moyen des emprunts en vigueur au Burkina Faso entre 2006 à 2014 s'est situé à un niveau médian (6,6%), entre le taux du Cap Vert qui s'est établi à 7,3% et le taux moyen de 2% observé au Rwanda au cours de la même période (

Graphique 14: Taux débiteur réels, entre 2006 et 2011/2014).

Graphique 14: Taux débiteur réels, entre 2006 et 2011/2014



Source: WDI 2015 et BCEAO pour le taux d'intérêt du Burkina Faso.

Mis à part le Cap Vert, le coût du crédit au Burkina Faso est aussi relativement plus élevé s'il est comparé aux coûts en vigueur dans les autres pays de l'UEMOA. En effet, en considérant le taux débiteur moyen des crédits bancaires à la clientèle, il apparaît qu'entre 2005 et 2012, le taux en vigueur au Burkina Faso fut légèrement plus élevé que le taux moyen pondéré estimé à l'échelle des pays de l'Union (Tableau 18). Ceci est la conséquence du fait que le crédit est plus cher au Burkina Faso qu'au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Mali, pays qui concentrent une part importante du crédit bancaire de l'Union.

Tableau 18 : Taux débiteurs moyens pondérés (%) : UEMOA et pays de l'UEMOA

Année	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
2005	9	10,3	7,6	12	10	12,8	6,1	9,9	7,5
2006	9,46	10,2	7,72	12,39	9,74	12,05	6,25	10,31	7,83
2007	10,52	9,1	6,9	10,87	9,98	11,63	6,76	10,27	7,82

2008	11,35	8,8	7,12	10,76	9,75	11,3	7,47	9,82	8,14
2009	11,27	9,6	7,84	10,87	9,66	11,66	7,44	9,97	8,57
2010	11,4	9,4	7,72	10,62	9,35	11,18	7,02	9,65	8,39
2011	9,18	9,4	7,93	10,38	9,17	11,11	6,61	9,67	8,32
2012	8,81	9,4	7,6	9,96	9,07	10,62	6,19	9,36	8
2013									

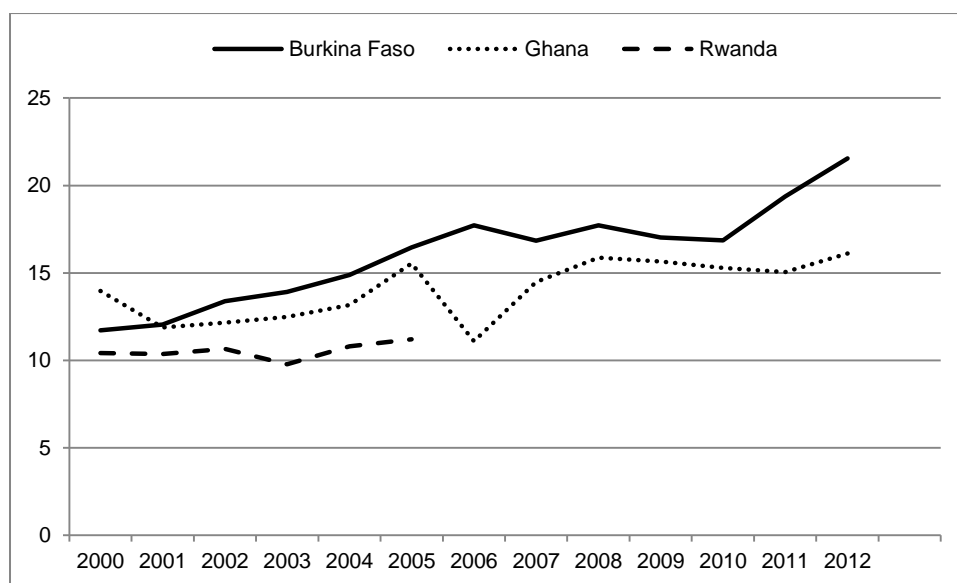
Source : BCEAO (2012) « Rapport sur l'évolution des conditions de banque dans l'UEMOA au cours des cinq dernières années (2007-2012) », Novembre 2013.

Pourquoi la relative cherté du crédit au Burkina Faso ? Cela est-il lié à une insuffisance de l'offre de crédit intérieur pour financer les projets du secteur privé ?

Le crédit intérieur est-il insuffisant pour financer les projets d'investissements privés ?

Ainsi que le montre le Graphique 15 : Crédit intérieur au secteur privé en % du PIB ci-dessous, rapporté au PIB, le crédit domestique accordé par les banques au secteur privé, est plus important au Burkina Faso qu'au Ghana et au Rwanda. Le crédit accordé par les banques au secteur privé a évolué de 11,7% du PIB en 2000 à 22,5% en 2012, tandis qu'au Ghana et dans le même temps, le même agrégat a évolué de 13,9% à seulement 16,1%.

Graphique 15 : Crédit intérieur au secteur privé en % du PIB

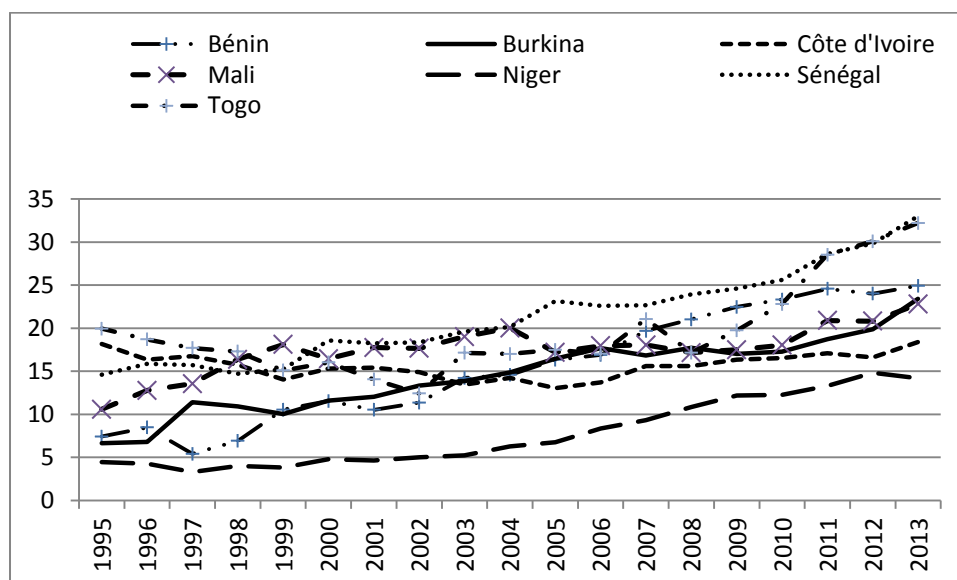


Source : Source: WDI 2015, consulté le 4 juillet 2015

De même, en le comparant aux autres pays de l'UEMOA, le Burkina Faso est dans une situation médiane en matière d'octroi de crédit au secteur privé; en 2012-2013 les banques du Burkina Faso accordaient même, plus de crédit au secteur privé que leurs homologues du Togo, de la Côte d'Ivoire et du Mali. En outre, malgré le ralentissement de la croissance à partir de la fin 2012, le crédit bancaire accordé au

secteur privé Burkinabè a continué de croître ; une hausse qui explique le repli du coût du crédit comme l'indique le Tableau 18 : Taux débiteurs moyens pondérés (%) : UEMOA et pays de l'UEMOA. Cela étant dit, en considérant que le crédit intérieur accordé au secteur privé par les banques dans les pays en développement d'Europe et d'Asie Centrale est de 46% du PIB, les marges d'accroissement du financement bancaire des projets privés sont encore importantes.

Graphique 16 : Crédit intérieur accordé par les banques au privé en % du PIB



Source : WDI 2015, consulté le 4 juillet 2015

Une source de difficultés quant à l'accès au crédit concerne sa répartition. En effet, le crédit bancaire peut être inégalement distribué entre les branches d'activité, entre les types de débiteurs ou encore entre les différents termes des prêts (court terme, moyen, terme et long terme).

Le crédit bancaire du Burkina Faso a d'abord financé les entreprises du secteur productif. Entre 2006 et 2012, leur part dans le crédit bancaire a évolué en hausse en passant de 47,8% à 61,6%. Cette hausse traduit la forte croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaire, consécutive l'entrée en exploitation d'entreprises industrielles dans le sous-secteur de l'extraction de minerais. Dans le même temps, la part des particuliers dans le crédit bancaire cédait fortement du terrain en partant de 26,7% en 2006 à seulement 14,2% en 2012. Au cours de la même période, l'accès des entreprises individuelles au crédit s'améliorait également. En effet, la part de ces formes d'entreprises dans le crédit bancaire s'est également légèrement accru en passant de 12,7% à 16,4% sur la période de comparaison (Tableau 19 : Répartition du crédit bancaire du Burkina Faso par nature du débiteur en %). Les autres types de débiteurs ne reçoivent que des parts de crédit fluctuant selon les années entre 0,1% et 4,1% : l'Etat et les organismes assimilés, les coopératives et groupements villageois, les ONG, amicales et syndicats, les personnels des banques. Ceci signifie en outre que le phénomène de l'éviction du secteur privé par l'Etat et ses démembrements sur le marché du crédit bancaire ne s'est pas manifesté.

Enfin, le terme du remboursement du crédit, l'analyse de la distribution du crédit permet également d'éclairer une autre facette des difficultés d'accès au financement bancaire. Sur ce plan, le Tableau 21 : Répartition du crédit bancaire (en %) du Burkina Faso par durée du crédit indique que les banques burkinabè allouent une forte part du crédit aux emprunts à court terme (1 an au plus), suivis des emprunts à moyen terme. Le crédit à court terme a représenté sur la période, 43,7% à 72,3% tandis que le crédit à moyen terme (1 an à 5 ans) a fluctué à la baisse en passant de 38,2% en 2006 à 23,3% en 2012. Le crédit à long terme (plus de 5 ans) s'est quant à lui inscrit en baisse. Sa part dans le crédit bancaire est passée de 13,4% en 2006 à seulement 5.8% en 2012.

[illegible]

Tableau 20 : Répartition (en %) du crédit bancaire du Burkina Faso par objet du crédit

[illegible]

Source : BCEAO (2012) « Rapport sur l'évolution des conditions de banque dans l'UEMOA au cours des cinq dernières années (2007-2012) », Novembre 2013.

Tableau 21 : Répartition du crédit bancaire (en %) du Burkina Faso par durée du crédit

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
crédit court terme (1 an au plus)	48,3	43,7	59,5	70,1	69,0	72,3	70,9
crédit moyen terme (1 an à 5 ans au plus)	38,2	49,9	32,0	26,4	27,0	22,1	23,3
Crédit long terme (supérieur à 5 ans)	13,4	6,4	8,5	3,6	4,0	5,6	5,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : BCEAO (2012) « Rapport sur l'évolution des conditions de banque dans l'UEMOA au cours des cinq dernières années (2007-2012) », Novembre 2013.

Nous venons de voir que le niveau du crédit intérieur accordé par les banques au secteur privé est en hausse et qu'en fin de période, le ratio crédit au secteur privé sur PIB du Burkina Faso était même plus élevé que ceux observés au Ghana et en Côte d'Ivoire, deux pays à forte croissance sur la période (2012-2013). Le crédit bancaire aux entreprises a d'ailleurs occupé au cours des années une part de plus en plus importante du crédit bancaire. L'allocation du crédit bancaire par terme est révèle tout de même, un rétrécissement du financement des emprunts à long terme. Bien qu'en net recul, le taux d'intérêt du crédit bancaire est relativement plus cher au Burkina Faso qu'à l'échelle de l'UEMOA.

Les causes de la cherté du coût du crédit peuvent provenir soit du faible accès à la finance internationale, qui ne constitue pas une alternative à la finance domestique, soit des faiblesses du secteur financier domestique. Un secteur financier peu développé et notamment peut concurrentiel offrira peu de crédit et à un prix élevé.

Examinons maintenant si l'un de ces facteurs limite véritablement l'accès au financement au Burkina Faso.

L'accès au financement international

En principe, en raison de la taille du marché international du crédit, ce dernier est capable de répondre aisément aux besoins de financement des entreprises privées du Burkina Faso, un petit pays. De fait, l'accès des entreprises installées au Burkina Faso au crédit international peut être contrarié soit par les conditions des marchés internationaux, soit par les contraintes spécifiques du pays. Parmi ces contraintes, figurent les risques politiques et macroéconomiques, risques dont l'ampleur a été examinée plus haut.

Entre 1995 et 2013, le Burkina Faso a été l'un des pays du panel constitué de l'UEMOA, du Ghana et du Cap Vert dont les entreprises n'ont pas bénéficié ou n'ont pas recouru aux ressources du marché international du crédit. En effet, appréciée sur la base de la dette externe à long termes du secteur privé, non avalisée par l'Etat ou de la dette externe, toute maturité confondue, il apparaît que les entreprises burkinabè n'ont pas recouru aux emprunts extérieurs. En effet entre 1995 et 2013, le secteur privé n'a eu recours à aucune des deux formes d'endettement potentiel

envers les marchés internationaux du crédit. Parmi les pays du panel, par ordre d'importance du recours aux crédits internationaux, vient d'abord la Côte d'Ivoire, suivie du Sénégal, du Niger et du Ghana. Ce sont d'ailleurs, les seuls pays du panel dont le secteur privé a contracté des emprunts sur les marchés internationaux du crédit (Tableau 22 : Financement international du secteur privé 1995-2013). Or, que ce soit le Burkina Faso ou le Cap Vert - et dans une certaine mesure le Ghana - dont le secteur privé n'a pas recouru aux emprunts internationaux, la croissance du PIB réel a été parmi les plus élevées. Cela tendrait à montrer qu'il y a eu une faible association entre le recours aux crédits sur le marché international et la croissance.

Tableau 22 : Financement international du secteur privé 1995-2013

Pays	Moyenne 1995 – 2013	
	Stock dette extérieure privée non garantie par l'Etat en % du PIB	dont dette à long terme en % du PIB
Bénin	0	0
Burkina	0	0
Cap Vert	0	0
Côte d'Ivoire	8,1	8,1
Ghana	0,5	0,5
Mali	0	0
Niger	1,2	1,2
Sénégal	1,6	1,6
Togo	0	0

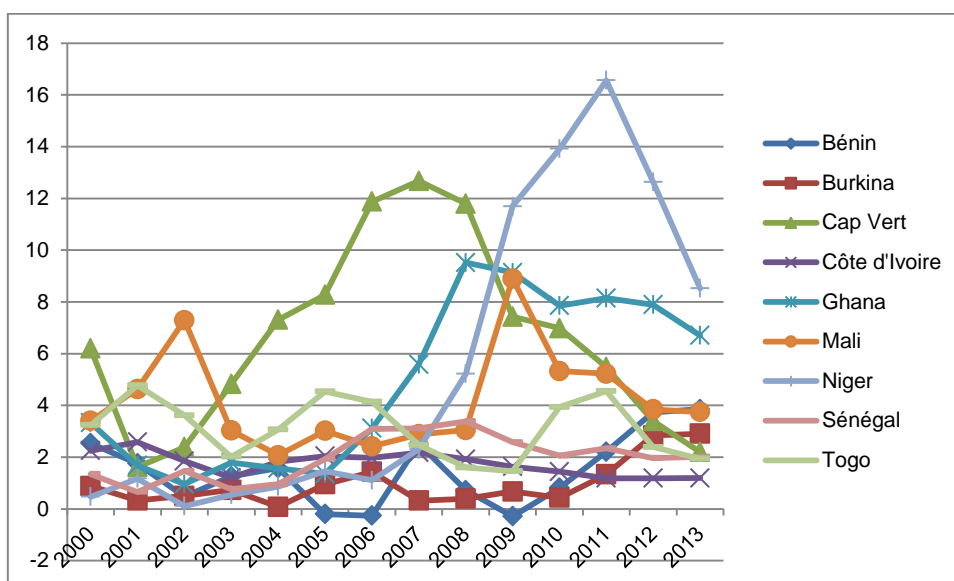
Source : WDI 2015, consulté le 4 juillet 2015

Une autre source de financement extérieur des projets privés est constituée par les Investissements Directs Etrangers (IDE). Malgré l'avènement de la crise financière internationale intervenue en 2008, l'économie burkinabè a continué de recevoir un afflux de plus en plus important d'IDE, constituant même avec le Bénin, les pays du panel inscrits dans le Graphique 17 : Investissement direct étranger % du PIB, où l'accroissement des IDE ne s'est pas interrompu. Une forte augmentation des flux d'IDE est aussi constatée au Niger entre 2006 et 2011, avec toutefois un repli net à partir de la dernière année citée.

En outre, le fait que le fort accroissement des IDE au Burkina Faso en 2012 et 2013 coïncide avec les fortes accélérations de la croissance du PIB réel des années concernées, suggère l'existence d'une association positive entre les IDE et la croissance. Par ailleurs, si le Burkina Faso est le pays qui a reçu entre 2000 et 2013 le plus faible montant d'IDE²⁷, les pics de croissance observés en 2003, 2005-2006 et en 2012, coïncident tous avec les dates d'amélioration du ratio IDE sur PIB. Un afflux plus important d'IDE rehausserait donc le taux de croissance du PIB.

²⁷ 1% du PIB contre 6,6% pour le Cap Vert et 5,5% pour le Niger (cf. Tableau 22 : Financement international du secteur privé 1995-2013).

Graphique 17 : Investissement direct étranger % du PIB



Source : WDI 2015, consulté le 4 juillet 2015

Tableau 23: Investissement direct étranger (IDE) – Moyenne 2000-2013

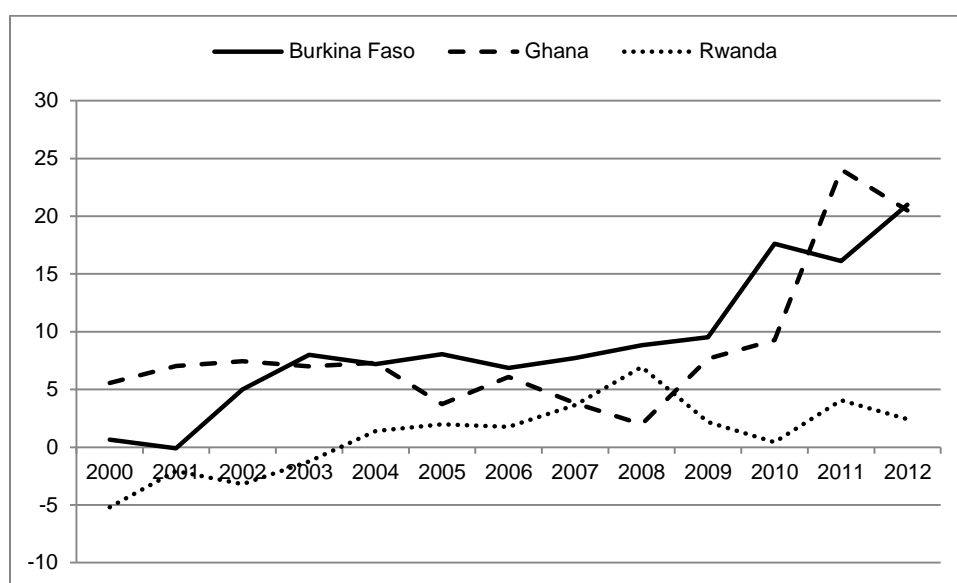
IDE en % du PIB	Moyenne 2000-2013
Bénin	1,5
Burkina	1,0
Cap Vert	6,6
Côte d'Ivoire	1,7
Ghana	4,9
Mali	4,2
Niger	5,5
Sénégal	2,0
Togo	3,1

Source : WDI 2015, consulté le 4 juillet 2015

La finance domestique

Un faible niveau d'investissement dans un contexte de taux d'intérêt élevé peut être la conséquence de l'insuffisance de l'épargne. Le Graphique 18: Epargne intérieure en % du PIB montre que l'épargne domestique n'a cessé de croître au Burkina Faso sur la période allant de 2000 à 2012 et que le taux d'épargne est globalement plus important au Burkina Faso que dans les deux autres pays du panel à forte croissance économique : le Ghana et le Rwanda. Au fil du temps et à l'image du taux du crédit intérieur accordé au secteur privé par les banques (Graphique 16 : Crédit intérieur accordé par les banques au privé en % du PIB), le taux d'épargne est en hausse (Graphique 18: Epargne intérieure en % du PIB).

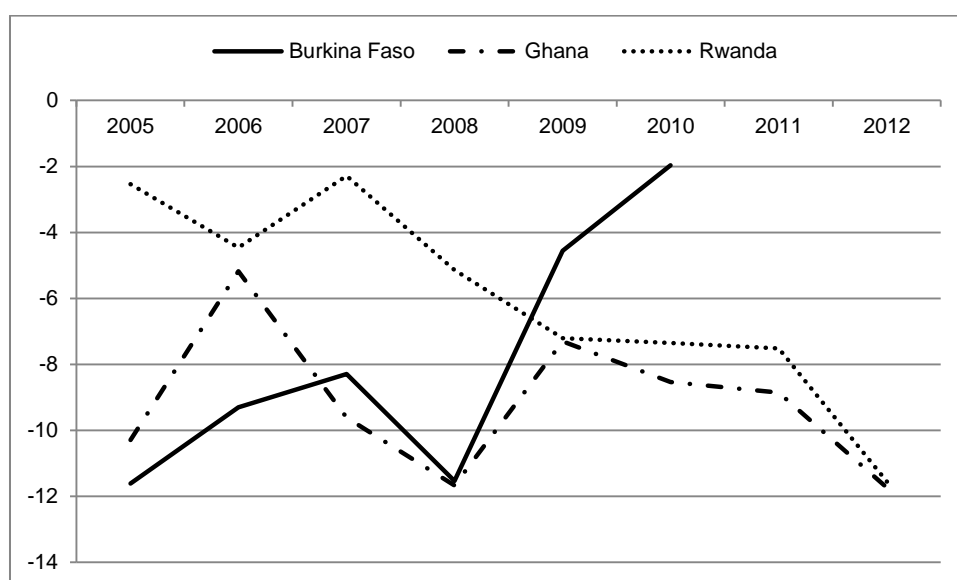
Graphique 18: Epargne intérieure en % du PIB



Source : WDI 2015, consulté le 4 juillet 2015

En plus de l'augmentation de l'épargne domestique, l'économie burkinabè est en train de résorber au cours des récentes années le déficit de son compte courant, signifiant qu'elle est en train de résorber son recours au financement extérieur. Le Graphique 19: Solde du compte courant de la balance des paiements en % of GDP montre en effet qu'alors que les déficits des comptes courants des économies du Ghana et du Rwanda sont en train de se dégager à partir de 2009, celui du Burkina se résorbe.

Graphique 19: Solde du compte courant de la balance des paiements en % of GDP



Source : WDI 2015, consulté le 4 juillet 2015

Toutefois, l'accroissement de l'épargne et du crédit bancaire ne suffit pas à caractériser les conditions d'accès au crédit par le secteur privé. En effet, la qualité et l'efficacité du système bancaire peuvent limiter l'accès des entreprises au financement et ainsi entraver la croissance. Le Tableau 24: Structuration et

concentration des secteurs bancaires des pays montre que le secteur bancaire est fortement concentré, signifiant une faible concurrence entre banques. Quant au Tableau 25 : Importance du secteur financier, caractérisant le marché financier régional de l'UEMOA et la participation du Burkina Faso audit marché, il montre d'abord que ce marché financier est très peu développé, et que la participation du Burkina Faso y est très faible. En effet, la capitalisation boursière globale ne représentait en 2011 que 8,6% du PIB de l'UEMOA, et le Burkina Faso participait à ce marché boursier avec seulement deux entreprises cotées pour une capitalisation équivalente à 3,6% du PIB. Il y a donc peu d'alternatives de financement au crédit bancaire, une faible concurrence de l'intermédiation financière par la finance directe. En tenant compte également de la faible concurrence entre banques, on tient une des explications du coût élevé des emprunts bancaires au Burkina Faso.

Tableau 24: Structuration et concentration des secteurs bancaires des pays

	Bilan cinq 1ères banques en % bilan du secteur.	Nombre d'Ets bancaires. (31/12/2012)	Nombre Groupes bancaires
Bénin	75,8	12	7
Burkina Faso	74, 3	12	8
Côte d'Ivoire	59,7	23	10
Mali	68,6	13	6
Niger	85,0	10	4
Sénégal	61,5	19	9
Togo	57,3	12	4
UEMOA	68,0	105	11

Source : Rapport 2012 de la Commission bancaire de l'UEMOA

Tableau 25 : Importance du secteur financier

	Capitalisation Entreprises cotées (% of GDP en 2011)	Nombre Entreprises Cotées en 2011	Nombre Entreprises Cotées en 2014
Bénin	1,4	1	1
Burkina Faso	3,6	2	2
Côte d'Ivoire	11,0	32	31
Mali	6,1	1	1
Niger	0,6	1	1
Sénégal	17,6	1	1
Togo	28,1	1	1
UEMOA	8,7	39	37

Sources : Bourse Régionale des Valeurs Mobilières pour les données boursières et Banque Mondiale pour la dernière variable

En dépit du faible recours des entreprises burkinabè au financement direct qu'offre le marché financier régional de l'UEMOA et de la relative concentration du secteur bancaire, quelle est l'évolution de l'accès des entreprises et des ménages au système financier et au crédit ?

Le Tableau 26: Indicateurs d'accès des entreprises et des ménages au financement bancaire montre en effet que si l'accès des adultes aux banques est nettement

meilleur dans les pays du panel retenu qu'au Burkina Faso, la possession de comptes bancaires par ceux-ci s'améliore rapidement au Burkina Faso. L'indicateur est passé de 57,7 comptes bancaires pour 1000 adultes en 2007 pour se situer en 2014 à 115,8 comptes pour 1000. Du point de vue recourt des entreprises aux banques pour le financement des investissements et des fonds de roulement, après le Cap Vert, c'est au Burkina Faso que ces recours sont les plus importants : 25,6% des entreprises pour le financement des investissements et 33,1%, pour le financement du fonds de roulement en 2010.

Outre les banques classiques, le secteur de la microfinance offre une alternative de plus en plus importante aux ménages et aux entreprises de petites tailles pour gérer leurs actifs financiers. L'accès des adultes de plus de 15 ans à la microfinance est passé de 1,7% en 1993 à 23,2% en 2012. A cela, il faudra ajouter les portes feuilles électroniques qui comprennent les cartes de crédits traditionnels et les comptes de dépôts adossés aux numéros de téléphones portables – *le mobile banking* - en forte progression ces dernières années. Les données sur le *mobile banking* au Burkina Faso ne sont pas centralisées et les sociétés de téléphonie mobile du Burkina Faso ne publient pas encore de statistiques sur ce nouveau moyen de paiement et de transfert d'argent.

Tableau 26: Indicateurs d'accès des entreprises et des ménages au financement bancaire

Pays	2007			2010			2014		
	Nbre de comptes % adultes	% entreprises recourant aux banques pour investissements	% entreprises recourant aux banques pour fonds de roulement	Nbre de comptes % adultes	% entreprises recourant aux banques pour investissements	% entreprises recourant aux banques pour fonds de roulement	Nbre de comptes % adultes	% entreprises recourant aux banques pour investissements	% entreprises recourant aux banques pour fonds de roulement
Benin	58,3	-	-	91,5	3,8	39,4	155,7	-	-
Burkina Faso	57,7	23,1	19,4	71,0 1229,7	25,6	33,1	115,8 1658,6	-	-
Cap Vert	1030,2	26,3	19,4	7	35,3	49,8	6	-	-
Cote d'Ivoire	73,0	-	-	106,4	13,9	8,3	197,2	-	-
Ghana*	219,8	16,0	21,4	271,3	-	-	469,8	21,2	25,3
Mali**	75,3	7,0	6,7	103,4	29,3	21,4	157,2	-	-
Niger	13,9	14,6	26,4	24,3	9,3	33,4	43,9	-	-
Senegal*	91,2	19,8	9,6	93,8	-	-	153,9	-	-
Togo	64,7	-	-	198,4	16,9	16,9	173,9	-	-

Source BCEAO : séries des principaux indicateurs du Système Financier Décentralisé et les Indicateurs du Développement dans le monde de la Banque Mondiale pour les données de population. Consulté le 17/07/2015 sur le site : www.bceao.int/

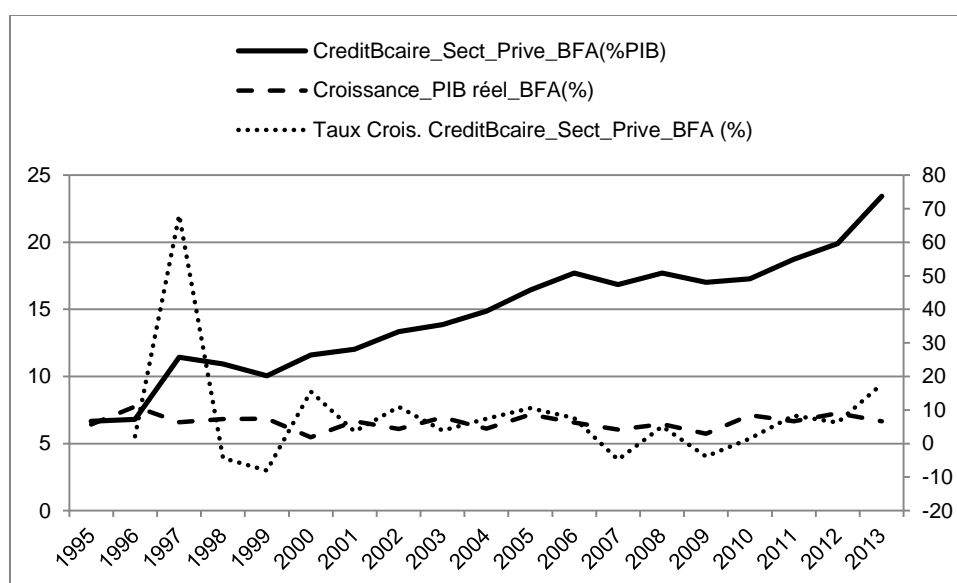
Tableau 27: Taux d'accès à la microfinance pour les personnes âgées de 15 ans et plus

Pays	1 993	2007	2011	2 013
Benin	3,70	30,48	38,07	40,71
Burkina Faso	1,68	17,25	21,51	23,16
Cote d'Ivoire	0,40	17,92	15,93	10,88
Guinea-Bissau	0,00	2,78	2,58	1,62
Mali	0,70	19,33	24,68	23,77
Niger	0,11	5,36	3,38	4,16
Sénégal	0,58	23,87	33,82	37,24
Togo	0,19	21,89	45,83	56,95

Source : BCEAO, séries des principaux indicateurs du Système Financier Décentralisé et les Indicateurs du Développement dans le monde de la Banque Mondiale pour les données de population. Consulté le 17/07/2015 sur le site : www.bceao.int/

En somme, les opportunités d'accès à la finance et aux crédits s'améliorent même si le coût de ce financement demeure relativement élevé au Burkina Faso. Vu que le crédit bancaire accordé au secteur privé n'a fait que croître entre 1995 et 2013 alors que la série de la croissance du PIB réel, elle, a été soumise à une très forte variabilité, voire à des changements de tendance, on peut penser que l'accès au financement et en particulier au crédit n'a pas été un obstacle majeur à la croissance (Graphique 20: Crédit bancaire au secteur et croissance du PIB réel au Burkina Faso).

Graphique 20: Crédit bancaire au secteur et croissance du PIB réel au Burkina Faso



Source : WDI 2015, consulté le 4 juillet 2015

Comment les entreprises considèrent-elles le problème du financement ?²⁸ Le Tableau 28 reprend les réponses aux questionnaires de la Banque mondiale auprès des entreprises du secteur formel.

²⁸ Malheureusement, les réponses à la question « la banque vous a-t-elle refusé un prêt » ne sont pas chiffrées.

Tableau 28 : Réponses des entreprises aux questions sur le financement

	2006	2009
Pourcentage d'entreprises qui considèrent la finance comme leur plus grand obstacle	37,4 %	35,5 %
Pourcentage d'entreprises qui considèrent la finance comme une contrainte majeure		75 %
Pourcentage des entreprises qui n'ont pas besoin de prêt		15 %
Pourcentage des entreprises qui font appel à une banque pour financer leurs investissements	23,1 %	25,6 %
Pourcentage des entreprises qui font appel à une banque pour financer leur capital circulant	19,4 %	33,1 %
Pourcentage des entreprises ayant une dette envers une banque ou une ligne de crédit	29,5 %	28,4 %
Pourcentage de l'investissement financé par une banque	21,1 %	15,6 %
Pourcentage de l'investissement financé par l'émission d'actions	0	2,4 %
Pourcentage de l'investissement financé par un crédit fournisseur	1,3 %	3,7 %
Pourcentage des entreprises qui auto-financent leurs investissements	73 %	77,2 %
Garantie demandée par les banques en pourcentage de la valeur du prêt	104,1 %	175,4 %

Source: World Bank, world data bank, téléchargé le 12/7/2015

Comme on le voit, un bon tiers des entreprises formelles considèrent que la finance est un problème important, ou même le plus important. Ceci contraste avec le fait que la grande majorité n'utilise pas les banques, préférant autofinancer leurs investissements. Si pratiquement toutes les entreprises ont un compte en banque, un quart à peine est endetté par rapport au système bancaire.

5. Evaluation globale : quelle est la contrainte majeure qui empêche la croissance d'être plus rapide ?

Les obstacles à la croissance au Burkina Faso sont extrêmement nombreux, comme l'ont déjà montré nombre de documents nationaux et internationaux. Nous avons essayé de hiérarchiser les principales contraintes en utilisant la méthodologie préconisée par Hausman, Rodrik et Velasco (HRV).

Dans le cas du Burkina Faso, le point de départ lui-même est un sujet à équivoque. En effet, la croissance au Burkina Faso est parmi les meilleures en Afrique de l'Ouest. Ces performances assez remarquables sont généralement expliquées par le rattrapage (le Burkina Faso était en 1960 un des pays les plus pauvres de la sous-région), et par la stabilité politique depuis 1987 (et ce malgré des indicateurs de gouvernance proches de la moyenne sous régionale), stabilité marquée par un autoritarisme et une impunité qui ont débouché sur l'enrichissement disproportionné d'un petit groupe lié à la famille de l'ancien président. Pour ces raisons, la croissance est restée faiblement inclusive, ce qui explique pour partie le soulèvement populaire d'octobre 2014.

La croissance n'est insuffisante que si on la compare aux pays qui connaissent depuis quelques années un «décollage» rapide : le cap Vert, le Rwanda, etc... Elle est aussi insuffisante par rapport aux objectifs fixés, notamment par rapport aux objectifs de la première Stratégie de développement accéléré et de développement durable (SCADD), qui visaient une croissance économique à deux chiffres et une diminution rapide de la pauvreté.

L'arbre de décision qui traduit la méthodologie HRV pose en premier lieu la question de savoir si la contrainte principale se trouve du côté de la rentabilité intrinsèque (indépendante de la répartition entre les parties prenantes) ou du côté de l'accès au financement. Quoique l'accès au financement soit indiscutablement un problème (notamment pour les PME, les projets innovants, le secteur agricole, le secteur informel), il ne nous semble pas que ce soit la contrainte principale. Globalement, le crédit au secteur privé connaît une progression constante (en proportion du PIB il est dans la moyenne de l'UEMOA et supérieur à celles du Ghana et de la Côte d'Ivoire en 2012). Ceci est particulièrement vrai pour le crédit aux entreprises. Le taux d'épargne est en progression et les taux d'intérêt débiteurs ont baissé avec l'augmentation de la concurrence bancaire. Un tiers environ des entreprises formelles considère que l'accès au financement est le plus grand obstacle au développement de ses activités, mais ceci doit être nuancé par le fait que seulement un quart d'entre elles sont effectivement endettées par rapport au système bancaire. Ceci suggère qu'en cas d'accroissement brutal de l'activité, la contrainte financière pourrait rapidement bloquer les entreprises du secteur formel. Tout ceci ne signifie pas que l'accès au crédit ne soit pas un problème, notamment pour les PME et pour les projets innovants.

Il faut donc se tourner vers l'autre contrainte majeure possible : l'absence de rentabilité intrinsèque des projets. Ceci peut être dû à différents types de problèmes.

HRV identifie en premier lieu l'enclavement. Dans le cas du Burkina Faso, cela est certainement une réalité. Nous ne pensons pas cependant que ce soit, en soi, la contrainte principale. D'autres pays africains enclavés ont connu une croissance rapide (à commencer par le Botswana), et l'enclavement peut aussi présenter des avantages, en termes de protection de certaines activités (brasseries, cimenteries), et en termes de positionnement géographique au cœur de l'Afrique de l'ouest. Il semble que les problèmes principaux ne soient pas le simple résultat du positionnement géographique, mais qu'ils renvoient plutôt au coût des infrastructures.

Les infrastructures constituent une forte contrainte. C'est vrai en ce qui concerne les infrastructures routières. Toutefois, la plupart d'entre elles sont loin d'être saturées (ce qui pose la question du choix des infrastructures et de l'équilibre à trouver entre les considérations économiques et financières et les considérations de cohésion nationale). Au-delà du problème structurel qui est constitué par l'insuffisance du tonnage exporté par rapport à celui des importations, le problème se situe plutôt au niveau des multiples « contrôles » (qui suscitent périodiquement des grèves des transporteurs), et de la faible efficacité de l'organisation du transport. La corruption rend profitable l'utilisation de véhicules anciens et surchargés qui contribuent à l'usure rapide des routes. La relance du transport ferroviaire et de la conteneurisation pourrait contribuer à résoudre ce problème.

A court terme, les coupures d'électricité sont probablement la contrainte majeure qui freine et même réduit l'activité économique, y compris dans le secteur informel. La faible capacité de l'administration à anticiper les problèmes (et à accélérer en conséquence les projets d'interconnexion) est une composante du problème, mais l'essentiel se situe sans doute dans les arrangements commerciaux entre la

SONABEL et la SONAHBY qui ont été mis en place pour favoriser la création de rente pour des proches de l'ancien pouvoir.

Malgré une forte progression des taux de scolarisation dans tous les ordres d'enseignement, les entreprises formelles sont nombreuses à se plaindre de la difficulté à trouver de la main d'œuvre correspondant à leurs besoins. Cela conduit une partie d'entre elles à former les personnes qu'elles recrutent, ou à rechercher pour elles des formations, qui ne sont pas toujours disponibles. Toutefois, la possibilité d'embaucher des personnes étrangères (notamment de la sous-région) relativise cette difficulté, que nous ne considérons donc que comme un problème, mais pas une contrainte véritablement bloquante.

La compétitivité prix (taux de change effectif réel) est un problème récurrent dans la zone franc. Toutefois, le rattachement à l'euro présente deux aspects. Le premier est un coût relativement élevé en devises des biens et services produits au Burkina. Mais le second est le faible coût relatif des intrants importés. La récente baisse de l'euro par rapport au dollar devrait permettre de mieux apprécier l'impact de la compétitivité prix sur l'activité des entreprises, ainsi que l'impact sur la création de nouvelles activités exportatrices ou de substitution d'importations, ce qui permettrait de préciser le cadre incitatif adéquat.

La rentabilité « intrinsèque » des projets peut également être affectée soit par les imperfections du fonctionnement de l'Etat, soit par ceux des marchés.

Les imperfections du fonctionnement de l'Etat peuvent renvoyer à une forte instabilité macroéconomique, ou du cadre réglementaire, ou encore à une taxation excessive. Le premier aspect peut être éliminé car le Burkina est un des pays qui respecte le mieux les critères de convergence de l'UEMOA. Depuis les réductions de dette (initiatives PPTE et IADM), la dette publique est bien contrôlée. La croissance économique a été en moyenne forte (tout en restant instable d'une année à l'autre en raison de la pluviométrie). Le cadre réglementaire est aussi assez stable, du moins sur le plan formel. En revanche, l'application effective des règles était fortement personnalisée à la fin de l'ancien régime, dépendant étroitement du soutien au groupe au pouvoir pour toute activité de quelque importance. La taxation des bénéfices est proche de la moyenne dans l'UEMOA en 2014, ainsi que le nombre de paiements de taxe. Le problème des exonérations et des distorsions engendrées est sans doute plus important que la pression fiscale en elle-même.

La corruption et le problème du fonctionnement de la justice sont des contraintes au fonctionnement des entreprises qui ont fait un bond dans les enquêtes auprès des entreprises entre 2006 et 2009 (encore faudrait-il redresser ces enquêtes pour tenir compte du fait que les entreprises qui bénéficiaient de leur connexion avec le pouvoir ne devaient guère se plaindre de cet état de fait). Le fonctionnement de la justice est notamment perçu comme un problème grave, mais sans que cela soit une contrainte majeure. En effet, les entreprises ont appris à se passer de la justice (ce qui rend l'arbitrage formel un peu superflu), et les grandes entreprises ne semblent pas trop pâtir des amendes qui leur sont infligées, notamment en matière de droit du travail.

Du côté du fonctionnement des marchés apparaît une forte contrainte : la faiblesse de l'innovation, notamment au niveau de la diversification des exportations. Il est

remarquable de constater que des avancées qui avaient été réalisées (comme l'exportation de haricots verts) ont périclité avant de reprendre à petit échelle dans la période récente. A ce niveau, ce n'est sans doute pas le comportement routinier des investisseurs qu'il faudrait incriminer, mais la rentabilité-risque satisfaisante dans certains secteurs d'activité comme l'immobilier, le commerce, la politique, la fuite des capitaux - sans parler, plus récemment des écoles et universités privées et des systèmes de santé privés. Ceci signifie que le système d'incitation (taxation/subvention) n'est pas optimal pour orienter le choix des investisseurs

Le schéma HRV ne prend pas en considération tout ce que l'on a l'habitude de considérer comme un problème. Par exemple, la forte fécondité n'apparaît pas comme une contrainte potentielle sur l'investissement privé. La croissance par tête qui est enregistrée depuis l'indépendance plaide pour éliminer cette caractéristique de la société burkinabè en tant que contrainte principale (de plus, la transition démographique est largement entamée dans les villes, et avec la scolarisation des filles).

En conclusion, notre analyse tend à montrer que les principales contraintes se situent du côté des infrastructures (énergie à très court terme, transport à plus long terme), contraintes auxquelles il faut ajouter la corruption et les dysfonctionnements de la justice. Toutefois, ceci soulève le problème du schéma analytique HRV, car celui-ci invite à considérer chaque contrainte isolément. L'analyse montre au contraire que des problèmes comme ceux de l'énergie ou des infrastructures sont en fait très liés à la « mauvaise gouvernance » (à condition de ne pas considérer celle-ci comme un ensemble de déviations individuelles mais comme un problème de fonctionnement systémique). Les perspectives post transition sont difficiles à tracer compte tenu de l'incertitude actuelle. Notre analyse pousse cependant à essayer de trouver des freins institutionnels à l'application arbitraire et personnalisée des règles et des arrangements entre acteurs qui permettent d'agir dans l'intérêt collectif.

Cette analyse ne fournit pas en soi de recettes toutes faites pour accélérer la croissance. Malgré la mauvaise gouvernance qui a caractérisé l'ancien régime, surtout à la fin, les performances économiques enregistrées sont plutôt plus satisfaisantes que celles des autres pays de l'UEMOA.

Il semble irréaliste de penser qu'il soit possible de réaliser un changement complet des institutions du pays. Il faut donc chercher à définir des règles stables qui, tout en inspirant confiance aux investisseurs pourraient améliorer l'équité et l'application impersonnelle des règles. Le contrôle démocratique des dépouillements des appels d'offre publics et du choix des infrastructures, le développement de l'arbitrage en place de la justice commerciale et la simplification des procédures (ou que l'autorisation de l'administration devienne automatique après un certain délai). Il ne faut pas oublier non plus que les dérives malsaines enregistrées à la fin de l'ancien régime sont dues au fonctionnement même du pouvoir, et notamment au besoin de financement pour le conserver. Rendre le financement des partis politiques plus transparent pourrait peut-être diminuer la pression sur les activités productives

6. Prolongement de la méthode : de la croissance à la croissance inclusive.

L'objectif étant plutôt la croissance inclusive que la croissance en elle-même, on peut se demander en quoi le diagnostic qui précède est pertinent. En fait, toutes les analyses opérationnelles de la croissance inclusive reposent sur un diagnostic des obstacles à la croissance tel qu'il vient d'être présenté, tout en le complétant. C'est pourquoi nous allons voir dans un premier temps quelles sont les relations entre les deux approches, pour en souligner dans un second plan quelques implications importantes pour l'analyse de la croissance inclusive au Burkina Faso.

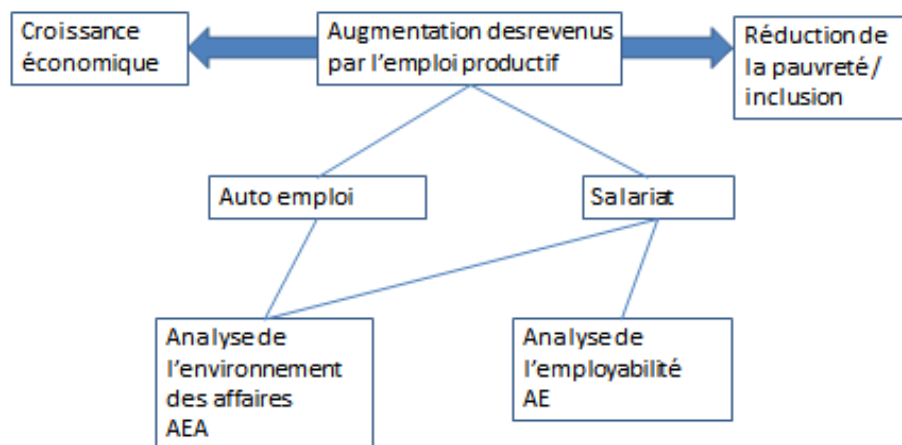
6.1. Du diagnostic de la croissance au diagnostic de la croissance inclusive

La méthode HRV vise à identifier la ou les contraintes principales à la croissance. Elle a été critiquée parce qu'elle ne cherche pas à établir un diagnostic de la croissance inclusive (ce qui implique de discuter les questions de relation entre la croissance et la création d'emploi, augmentation des revenus, et plus généralement, de la question de savoir pourquoi les pauvres ont-ils du mal à saisir les opportunités d'augmenter leur niveau de vie ? etc.) Implicitement, la méthode mise en avant par HRV repose sur l'idée que c'est la croissance qui est le principal levier pour réduire la pauvreté.

Des diagnostics de la croissance inclusive ont été lancés, notamment par la coopération suédoise (SIDA) (Cambodge) et la banque mondiale (Zambie)²⁹. Cette dernière étude propose de mettre l'accent sur la création d'emploi (pour les salariés), l'amélioration de l'employabilité (pour les chômeurs) et l'augmentation des revenus (pour les personnes auto-employées).

Le schéma suivant tiré de la présentation de l'étude de cas Zambie (Ianchovichina E., *Inclusive Growth: Case study Zambia*, PRMED, World Bank) illustre la démarche :

²⁹ En ce qui concerne la Banque mondiale, les analyses à ce niveau ont été présentées sur le site <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/EXTPGI/0,,contentMDK:21749913~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:342771~isCURL:Y,00.html>, ainsi que sur <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTDEBTDEPT/0,,contentMDK:21870580~pagePK:64166689~piPK:64166646~theSitePK:469043,00.html>. Toutefois ces sites n'ont pas été actualisés récemment.



AEA : : Contraintes des entreprises vues depuis la perspective des différents acteurs
 AE : Contraintes individuelles vues depuis la perspective des différents acteurs

Il s'agit de déterminer les contraintes qui bloquent le plus l'augmentation du revenu des pauvres, qu'ils soient salariés ou auto-employés.

A l'analyse des contraintes à la croissance, cette démarche ajoute un profil de pauvreté (pour savoir d'où viennent les revenus des pauvres) et une analyse des contraintes qui pèsent sur leur possibilité de développer une activité autonome ou de trouver un emploi salarié.

Au Burkina Faso, beaucoup d'études ont été menées pour préciser les profils de pauvreté, ce qui permet de compléter l'analyse ci-dessus. En particulier, l'enquête multisectorielle Continue (EMC) de 2014 devrait permettre d'actualiser les connaissances sur la pauvreté au Burkina Faso, les groupes cibles prioritaires, etc. Toutefois, l'analyse des contraintes à la croissance reste au cœur de l'analyse³⁰.

En effet, aller dans le sens inverse comme cela a été fait dans certains pays de la sous-région (par exemple au Bénin avec l'appui de la GIZ) pour identifier directement les secteurs qui sont le plus « réducteurs de pauvreté », (surtout dans un cadre statique)³¹ conduit à des déceptions.

En effet, les secteurs qui à court terme sont les plus réducteurs de pauvreté sont aussi ceux qui emploient le plus de personnes et logiquement ceux où la productivité

³⁰ On peut s'en convaincre facilement en parcourant le rapport récent du FMI qui a abordé la question de la croissance inclusive au Burkina Faso (FMI 2014). Les principaux obstacles identifiés sont : la fourniture d'électricité en quantité et qualité ; le déficit des infrastructures (transports, énergie, santé et éducation) ; l'amélioration de l'enseignement secondaire, universitaire et de l'enseignement professionnel ; l'accès aux services financiers ; le chômage et le sous-emploi, notamment des jeunes et finalement le système judiciaire. Ces obstacles sont ceux qui ont été discutés dans le cadre HRV.

³¹ Au Burkina Faso, il est possible d'utiliser l'IAP avec son module de micro-simulation pour dépasser l'approche purement statique. Comme l'évolution des prix des produits alimentaires est endogène, les problèmes de relations prix-quantités évoqués dans le présent rapport sont déjà pris en compte.

est la plus faible (il s'agit souvent de secteurs relevant des cultures vivrières ou du secteur informel).

Ces secteurs sont effectivement porteurs à court terme d'un certain potentiel de réduction de la pauvreté, dans la mesure où, à dépense égale, ils créent le plus d'emploi (comme le feraient des programmes de travaux publics). Mais à moyen et long terme, ils risquent d'enfermer l'économie dans un cercle vicieux en bloquant la transformation structurelle et l'orientation vers des activités dynamiques à l'exportation (qui sont vitales compte tenu de la petite taille du marché burkinabè et même du marché sous régional).

6.2. Des obstacles à la croissance aux obstacles à la croissance inclusive au Burkina Faso

Au Burkina Faso, la base de l'analyse devrait reposer sur le constat que la très grande majorité des pauvres sont des ruraux. Ceci était déjà souligné par le profil de la pauvreté établi par l'INSD: en 1994, 96,2 % des pauvres étaient des ruraux, et 94 % en 1998 (INSD 2000, p. 16)

Aujourd'hui, on estime que 75 % de la population est rurale et que 50,7 % des ruraux sont pauvres (contre respectivement 25 % et 19,9 % en ville), cela signifie que **plus de 88 % des pauvres sont des ruraux**. Même si la pauvreté en ville progresse, les pauvres urbains ne représentent toujours que 12 % des pauvres³².

Inclusivité et augmentation de la productivité rurale

En 1998, 77,1 % des pauvres étaient des agriculteurs vivriers, et, de manière plus surprenante, 15,7 % des pauvres étaient des agriculteurs produisant du coton (INSD 2000, p. 54)³³

Mais Il faut cependant faire attention au fait que rural ne veut pas dire agricole. Les plus pauvres sont en général des ménages qui ne disposent pas d'assez de main d'œuvre et/ou d'actifs (comme le bétail) pour arriver à être auto-suffisants sur le plan alimentaire. Ils complètent donc leurs revenus avec d'autres activités en dehors de l'exploitation et sont des acheteurs nets de produits alimentaires. Pour les ménages de ce type, une politique de croissance inclusive devrait se focaliser sur les revenus en dehors de l'exploitation (comme des chantiers de travaux publics locaux, sur le modèle indien).

Cette différence entre ruraux et agriculteurs a permis (dans le cadre des recherches sur la croissance pro-pauvre) de montrer que certaines politiques générales dans le monde rural pouvaient avoir un impact considérable, en dehors des politiques

³² Ceci concerne la pauvreté monétaire. Apparemment, ceci est moins vrai si l'on considère la pauvreté multidimensionnelle (approvisionnement en eau, mode d'aisance, moyen énergétique d'éclairage et de cuisson, nature du sol et des murs, nature du toit, etc.) et du patrimoine possédé par le ménage (radio, télévision, réfrigérateur, etc.). Pour Kaboré et al. (2009, p.41), seulement 52,9 % des pauvres « multidimensionnels » se situeraient en milieu rural.

³³ Bizarrement, les catégories présentées dans ces tableaux ne comprennent pas de ménages dont le chef de ménage est éleveur.

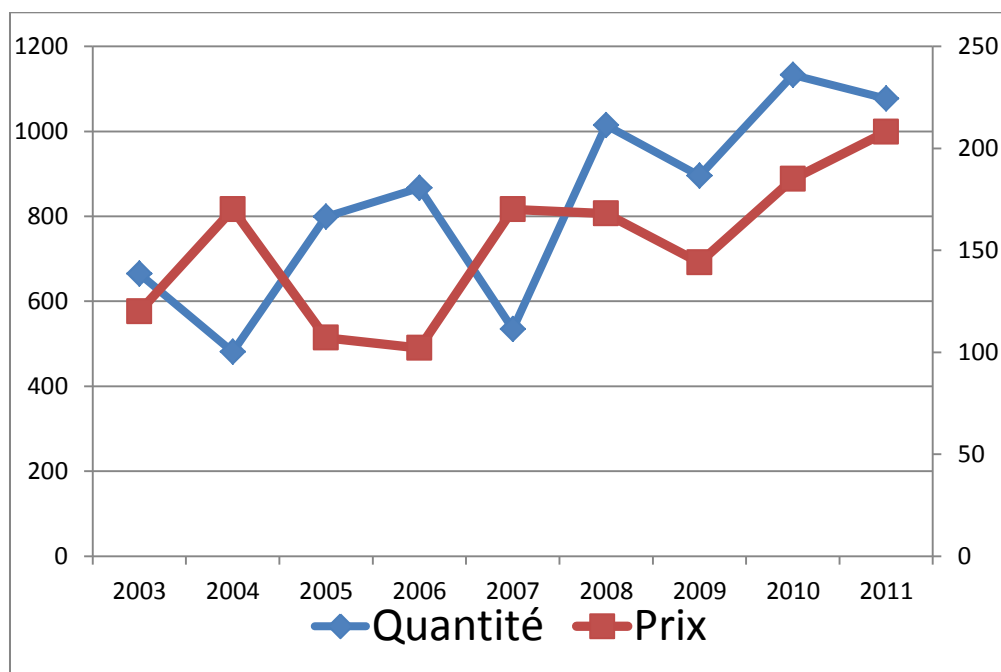
agricoles. Il s'agit notamment des politiques de construction des infrastructures rurales telles que les pistes rurales, l'électrification et le développement des télécommunications.

Au Burkina Faso, cette situation n'est pas rare. Le rapport de l'INSD (2003, p. 131) montre que les revenus issus de l'agriculture ou de l'élevage (y compris l'autoconsommation) forment moins de 50 % des revenus des ménages dans les régions rurales de la boucle du Mouhoun, du Sud-Ouest, du Centre-Ouest, du Nord et du Centre-Est.

Pour les pauvres ruraux dont les revenus sont essentiellement agricoles (et de l'élevage), l'amélioration de leurs revenus passe certainement par une augmentation de la productivité (et par une moindre variabilité de leurs revenus). Cela signifie que la recherche agricole et la vulgarisation ont un rôle important à jouer.

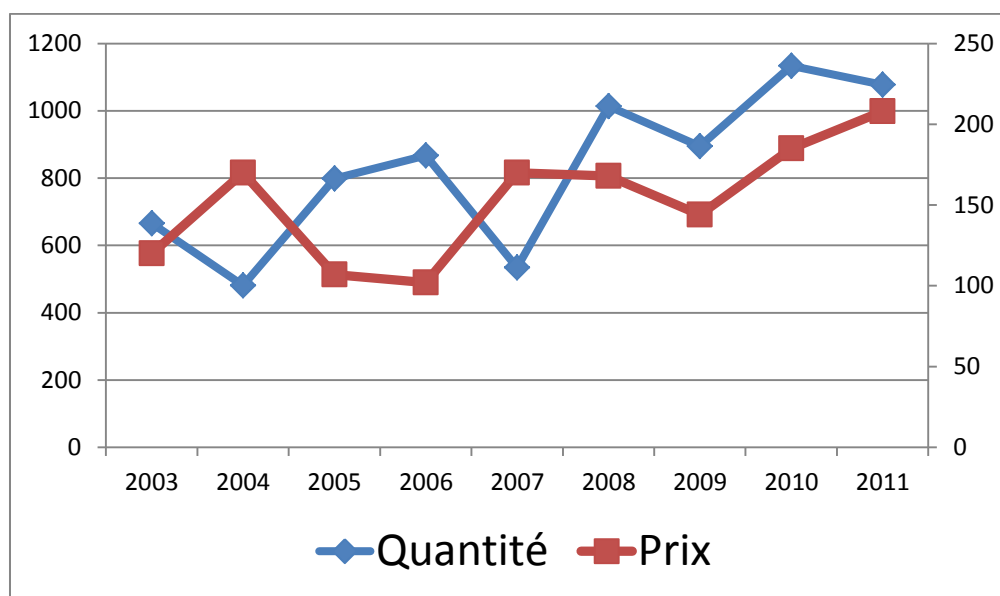
Il faut toutefois porter attention au fait que croissance de la productivité dans ce secteur ne signifie pas nécessairement croissance des revenus, ou ne se traduit pas totalement en augmentation des revenus. La raison en est que l'élasticité prix de la consommation est très faible, ce qui fait que toute augmentation de la production vivrière se traduit par une baisse des prix importantes (ce phénomène se repère facilement même dans l'indice général des prix). Le Graphique 21 illustre ce point sur le cas du mil et le Graphique 22 dans le cas du maïs.

Graphique 21 : Production du mil au Burkina (millier de tonnes) et prix du mil à Ouagadougou (Fcfa/kg)



Source : graphique établi à partir des données de l'annuaire des statistiques agricoles du Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (MASA 2012)

Graphique 22 : Production du maïs au Burkina (millier de tonnes) et prix du maïs blanc à Ouagadougou (Fcfa/kg)



Source : graphique établi à partir des données de l'annuaire des statistiques agricoles du Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (MASA 2012)

Ainsi donc, toute amélioration de la productivité³⁴ se traduirait par une diminution des prix³⁵. Il se peut même que l'augmentation des quantités produites se traduise par une baisse des revenus des producteurs (c'est ce qui s'est passé entre 2003 et 2004 pour les producteurs de maïs comme on peut le calculer avec les données du Graphique 22). Même si la réaction des prix n'est pas aussi forte (entre 2003 et 2004 pour le maïs l'élasticité est de $-1,5$), l'augmentation de la production de produits alimentaires se traduira par une faible augmentation de revenu monétaire. La situation est compliquée, puisque le mouvement des prix ne concerne pas les ménages qui auto consomment leur production. Les ménages qui sont des acheteurs nets de céréales peuvent bénéficier à la fois d'une augmentation de la productivité et de la baisse de prix.

Dans tous les cas, l'augmentation de la productivité des cultures vivrières bénéficie aux ménages urbains, et notamment aux plus pauvres qui consomment relativement plus de céréales. Ceci peut avoir les effets favorables qui d'autres secteurs, puisque ces ménages gagnent ainsi en pouvoir d'achat. A consommation de céréales inchangées, ce gain peut se traduire par une demande pour d'autres secteurs.

En dehors de ce problème de liaison entre la productivité et les prix, et d'une manière plus générale, il faut intégrer dans l'élaboration des politiques de croissance inclusive la tendance lourde qu'est la raréfaction des terres arables. En effet, malgré l'exode rural, la population rurale continue de progresser (et par suite la densité). C'est un problème ancien, qui se traduit notamment par des migrations internes des zones « surpeuplées » (au niveau actuel de la productivité) vers les zones où les terres

³⁴ Ces politiques existent déjà au Burkina Faso, notamment avec le programme de subvention aux engrais pour le maïs.

³⁵ Sauf s'il existe une demande suffisante dans les pays voisins pour absorber l'augmentation, et à conditions que les conditions climatiques ne soient pas partout les mêmes dans le Sahel.

arables ne sont pas encore totalement exploitées. Ce processus n'est pas sans engendrer tensions et violences. Le stress hydrique lié au changement climatique ne peut que renforcer ce problème.

Autres politiques pour l'inclusion et pour la réduction de la pauvreté

Pour les pays sahéliens enclavés comme le Burkina Faso, il y a peu d'avantages comparatifs évidents permettant d'identifier des activités potentiellement dynamiques et inclusives. En dehors des activités de sous-traitance par rapport à l'industrie minière et de valorisation des produits exportés, les avantages comparatifs seraient plutôt des avantages comparatifs à construire. Suite à son étude sur la croissance en Afrique Benno Ndulu (2007) avait identifié comme une piste prometteuse pour le pays enclavés le modèle indien fondé sur l'exportation de main d'œuvre (en accroissant son niveau de qualification) et le développement de secteurs de services à haute valeur ajoutée, comme cela a été fait en Inde pour les services informatiques dans la région de Bangalore. Cela suppose une stratégie mêlant les secteurs publics (pour les infrastructures et la formation) et privés pour le développement de ces activités de services informatiques à destination des pays européens.

Benno Ndulu mentionne aussi l'expérience du Botswana qui pourrait inspirer des pays enclavés bien dotés en matières premières. Cette expérience repose surtout sur la maximisation des retombées de la production minière et leur répartition large au sein de la population, ce qui suppose gouvernance de bon niveau (tout en restant apparemment compatible avec un niveau d'inégalités assez élevé).

Cette recherche de secteurs porteurs est importante, mais ne serait pas à moyen terme suffisante pour réduire sérieusement le sous-emploi urbain. C'est pourquoi les anciennes approches ont été utilisées, comme la connexion de quartiers urbains défavorisés (voirie, assainissement, électricité). Les travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) sont bien adaptés pour améliorer les retombées de l'investissement public en termes de réduction de la pauvreté.

Enfin, et de manière générale, les politiques sociales également pourraient être rendues plus inclusives. Bourdet et Thiombiano (2009, p. 69-70) notent dans ce sens : Les investissements engagés dans le cadre du CSLP reflètent peu les différences d'incidence de la pauvreté entre les régions. Pour des dépenses, comme la gouvernance, la stabilisation macroéconomique ou l'amélioration du climat des affaires, cela est compréhensible. Mais cela est plus discutable pour les dépenses dites sociales (éducation et santé essentiellement) si l'objectif est de réduire la pauvreté totale par l'intermédiaire d'une réduction plus rapide de la pauvreté dans les provinces les plus exposées aux risques de pauvreté (rattrapage). Une meilleure connaissance des effets de redistribution dans l'espace des dépenses entreprises dans le cadre du CSLP est nécessaire ».

Les mesures sociales prises en septembre 2013 et mars 2014, ainsi que le projet d'assurance santé universelle vont certainement dans le sens d'une croissance plus inclusive. Le problème qui se pose est celui de la soutenabilité budgétaire.

Références :

Banque mondiale, *Burkina Faso Economic Update, Competitiveness and the constraints to diversification*, 2014.

Banque mondiale (2014), « Burkina Faso Etude Diagnostique sur l'Intégration Commerciale », Novembre 2014.

Banque mondiale (2010), *Burkina Faso. Promoting Growth, Competitiveness and Diversification. Country Economic Memorandum*, Report n° 51815-BF, trois tomes.

Bourdet Yves et Thiombiano Taladidia (2009), *Burkina Faso ou les infortunes de l'enclavement*, Rapport 2009-1, ASDI-SIDA, Series Country Economic Reports.

Burkina Faso, SCADD (Stratégie de croissance accélérée et de développement durable), 2011-2015, sans date.

Burkina Faso, MEF, DG Aménagement du territoire, du développement local et régional, Cellule de coordination de l'étude des schémas d'aménagement du territoire. *Etude du schéma national d'aménagement du territoire du Burkina Faso*, Elaboration du SNAT, deuxième phase, Rapport provisoire de phase II. Juin 2008.

Calvo Sara (2006), *Applying the Growth Diagnostic Approach: the case of Bolivia*, The World Bank.

Centre National de Politiques Economiques (CNPE), (2013), «Note sur la convergence du Burkina Faso au titre des critères de l'UEMOA sur la période 2000-2012 et perspectives 2013 », Décembre 2013. Ministère de l'Economie et des Finances – Burkina Faso.

Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (2013), «Baromètre de l'accompagnement des PME au Burkina Faso», Décembre 2013

Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (2010), Rapport économique sur l'Afrique 2010. Promouvoir une croissance forte et durable pour réduire le chômage en Afrique. CEA, UA, Addis-Abeba.

Felipe J. et Usui N. (2008), *Rethinking the Growth Diagnostic Approach: questions from the practitioners*, ADB Economics Working Papers Series.

FMI (2014), *Burkina Faso, questions générales*, Rapport 14/230, juillet 2014.

Hausmann Ricardo, Dani Rodrik, and Andrés Velasco (2005), "Growth Diagnostics," John F. Kennedy School of Government, Harvard University (Cambridge, Massachusetts); <http://ksghome.harvard.edu/~drodrik/barcelonafinalmarch2005.pdf>.

Hausmann, R., Rodrik D. & Velasco A. (2006), « Etablir le bon diagnostic : une nouvelle approche de la réforme économique », *Finance et Développement*, mars, p. 12-15 ; <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2006/03/pdf/hausmann.pdf>.

INSD, (2000) Profil et évolution de la pauvreté au Burkina Faso, Ouagadougou, Mars.

INSD, (2015) *Les comptes économiques de la Nation, 1999 à 2012, comptes définitifs*, février.

International Crisis Group (2015), *Burkina Faso : cap sur octobre, Briefing Afrique de Crisis Group n° 112*, 24 juin 2015.

Kaboré S., Koné M., Ouoba P. (2009), *RGPH 2006, Analyse des résultats définitifs, Thème 15, Mesure et cartographie de la pauvreté*, octobre.

Kevane M. et Englebert P. (1999), « A developmental State Without Growth. Explaining the Paradox of Burkina Faso in a Comparative Perspective, in Wohlmuth K., Bass H., et Messner F. *African Development Perspectives Yearbook 1997/98*, Lit Verlag, p. 259-285.

Koussoubé E., Loada A., Nebié G. et Raffinot M. (2015), *Economie politique de la croissance au Burkina Faso, institutions, gouvernance et développement*, Document de travail DIAL, DT 2015-10.

Ministère des Transport, Ministère des Infrastructures et de désenclavement (2008), *Annuaire statistique des transports*, décembre 2008.

Ndiaye A. S. (2011) : « Impact de la fuite des capitaux sur l'investissement domestique en Zone franc », communication au Colloque International « Chocs dans les Pays en Développement » Université Paris Dauphine IRD, LEDa-DIAL, Paris, 30 juin et 1er juillet.

Ndulu, B. J. (2007): *Challenges of African Growth, Opportunities, Constraints, and Strategic Directions*, The World Bank, Washington D.C.

REN-LAC (2011): *Les présomptions de corruption dans les marchés publics au Burkina, Ouagadougou*, décembre 2011.

Sawadogo Drissa (2015), Mission for collecting information and statistical data to assess the impact of reforms on business licenses, IFC, World Bank, MIGA.

UEMOA (2013), Rapport sur la gouvernance routière sur le corridor Lomé-Ouagadougou, Mars 2013. (www.borderlesswa.com).

USAID West Africa Trade Hub (WATH), « Coûts du transport et de la logistique sur le corridor Tema-Ouagadougou, Rapport technique n°25, Avril 2010

World Bank (2010), Evaluation of Proposed Ouagadougou- Donsin Airport Development Burkina Faso, Mott MacDonald, August 2010

World Bank (2013), Project Appraisal Document on a proposed credit in the amount of SDR 56,7 Million to Burkina Faso for a Donsin Transport Infrastructure Project, April 22, 2013, Report 75313-BF.

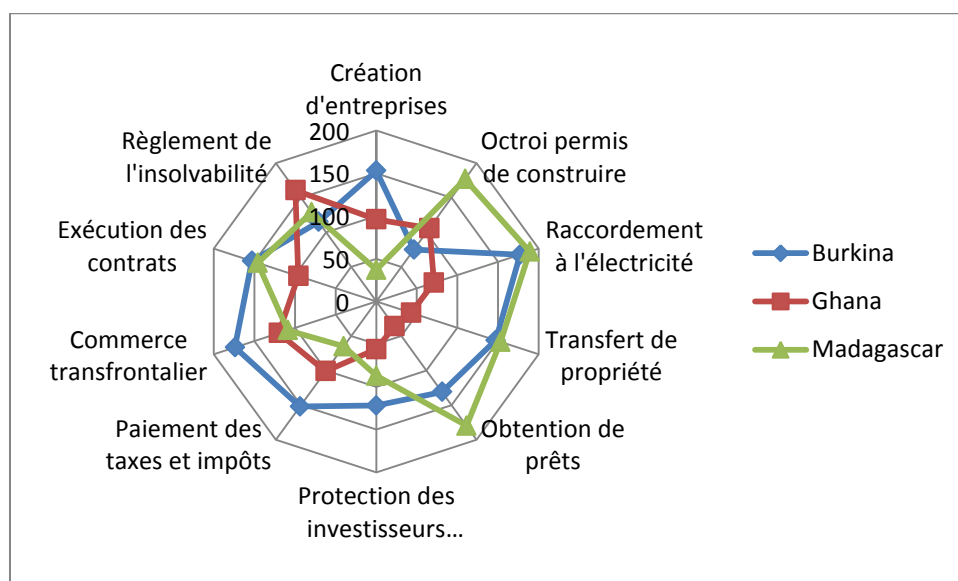
ANNEXE 1

Comparaison avec d'autres méthodes d'identification des contraintes à la croissance

Notre diagnostic peut être comparé à ce que donnent d'autres méthodes d'évaluation, par exemple l'évaluation par les indicateurs de Doing Business de la Banque Mondiale. Le graphique compare le Burkina avec deux pays en 2015 : le Ghana, qui est bien mieux classé globalement que le Burkina (70ème contre 167ème respectivement) et Madagascar, qui est un tout petit peu mieux classé (163ème, malgré ses performances bien pires en termes de croissance).

Le graphique est établi en termes de classement sur les 189 pays évalués en 2015. Il fait ressortir qu'en termes de performances relatives, les principaux points faibles du Burkina par rapport au Ghana sont les transferts de propriété et l'obtention des prêts – et, dans une moindre mesure, le raccordement à l'électricité et la protection des investisseurs minoritaires. Mais, par rapport à Madagascar, les points faibles seraient plutôt la création d'entreprise et le paiement des impôts et taxes.

Graphique 23 : Comparaison des indicateurs Doing Business 2015 pour le Burkina, le Ghana et Madagascar



Source : <http://français.doingbusiness.org/data>, consulté le 11/7/2015

D'autre part, la Banque mondiale a financé deux enquêtes auprès des entreprises du secteur formel au Burkina Faso, en 2006 et 2009. Les principaux résultats sont disponibles sur la world databank.

Différentes questions ont été posées, mais deux séries de questions sont d'un intérêt particulier pour notre étude. Une première série de question porte sur l'identification subjective du « plus grand obstacle » à leur bon fonctionnement. Une seconde série porte sur les « contraintes majeures ». Les résultats ne sont pas toujours faciles à interpréter. Par exemple, les problèmes de financement sont à relativiser, puisque 26

% seulement des entreprises utilisent le système bancaire pour financer leurs investissements en 2009.

Tableau 29 : Identification des obstacles et des contraintes au fonctionnement des entreprises du secteur formel

Pourcentage de firmes (formel) déclarant :

	Plus grand obstacle 2006	Plus grand obstacle 2009	Contrainte majeure 2006	Contrainte majeure 2009
Accès à la finance	37,4	35,5	..	75
Accès au foncier	1,4	2,7		
Autorisation et permis pour faire des affaires	2,9	0,1	23,2	17,6
Corruption	5	9,7	54	70,5
Justice	0,7	0,3	18,8	25,7
Crimes, vols, et désordres	1,4	1	18	42,2
Douanes et réglementations sur le commerce	0,7	6,8	31,6	42,6
Electricité	20,9	6,1	48,9	53,9
Main d'oeuvre éduquée de manière inadéquate	0	1,3	12,9	37,5
Droit du travail	0	1,7	12,2	26
Instabilité politique	0	0,6		
Concurrence secteur informel	5	10,8	52,2	58,5
Administration des impôts	1,4	4,9	44,6	59
Pression fiscale	18,7	17,7	75,2	75,7
Transports	4,3	0,8	55,8	40,3

Source: World Bank, world data bank, téléchargé le 12/7/2015

Annexe 2, Indice de la qualité des exportations (nomenclature SITC à trois chiffres).Ce tableau est fourni (faute de place) pour certaines années, uniquement à titre d'illustration. L'ensemble des données est disponible sur la base FMI DFID.

SITC Industry Code.Code	1963	1965	1967	1969	1970	1988	1990	1994	1995	1996	2000	2002	2004	2006	2008	2010
1 Live animals	0,96	0,90	0,87	0,90	0,91	0,61	0,59						0,71		0,70	0,83
11 Meat, fresh, chilled or frozen														0,60		
12 Meat, dried, salted or smoked																
13 Meat in airtight containers nes & meat preptns						0,27										
22 Milk and cream										0,51				0,54		
25 Eggs												0,66				
31 Fish,fresh & simply preserved	0,46	0,46								0,46				0,66		
41 Wheat including spelt and meslin, unmilled												0,68				
42 Rice												0,57		0,54		
44 Maize corn unmilled											0,42	0,40	0,59	0,65		0,65
45 Cereals,unmilled excl.wheat,rice,barley & maize		0,63	0,69		0,70							0,22	0,22	0,64	0,68	0,65
46 Meal and flour of wheat or of meslin												0,55		0,58	0,57	
47 Meal & flour of cereals,except wheat/meslin															0,59	
48 Cereal preps & preps of flour of fruits & vegs												0,50	0,51	0,53	0,46	0,49
51 Fruit, fresh, and nuts excl. Oil nuts		0,74	0,75	0,75	0,75	0,73	0,72	0,72	0,72	0,73	0,43	0,72	0,73	0,73	0,72	0,73
52 Dried fruit including artificially dehydrated													0,76			
53 Fruit,preserved and fruit preparations								0,23			0,74	0,34	0,55	0,40	0,63	0,46
54 Vegetables, roots & tubers, fresh or dried	0,76	0,63	0,62	0,30	0,36	0,31	0,31	0,31	0,30	0,31	0,35	0,34	0,38	0,35	0,35	0,49
55 Vegetables, roots & tubers pres or prepared nes												0,54	0,55	0,61		
61 Sugar and honey											0,35	0,65	0,33	0,42		
62 Sugar confy, sugar preps. Ex chocolate confy	0,42															
71 Coffee																
73 Chocolate & other food preptns cont. Cocoa, nes															0,35	
74 Tea and mate													0,54			
75 Spices																
81 Feed. Stuff for animals excl.unmilled cereals	0,32	0,52	0,58	0,70	0,70	0,25	0,27	0,24				0,63	0,31	0,65	0,67	0,78

91	Margarine & shortening																
99	Food preparations, nes										0,63	0,70	0,71	0,70	0,64	0,66	0,66
111	Non alcoholic beverages, nes														0,59	0,60	0,61
112	Alcoholic beverages	0,57	0,68	0,59	0,59	0,58							0,80				
121	Tobacco, unmanufactured			0,17	0,20	0,17								0,73			
122	Tobacco manufactures										0,51	0,51	0,50	0,52	0,54		
211	Hides & skins, exc. fur skins undressed	0,84	0,67	0,66	0,72	0,68	0,89	0,87	0,80	0,80	0,55	0,86	0,88			0,58	
212	Fur skins, undressed																
221	Oil seeds, oil nuts and oil kernels	0,66	0,61	0,61	0,38	0,33	0,12	0,13	0,43	0,29	0,13	0,13	0,17	0,41	0,23	0,08	0,15
231	Crude rubber incl. synthetic & reclaimed											0,92	0,94	0,98			
242	Wood in the rough or roughly squared			0,92											0,26	0,26	
243	Wood, shaped or simply worked	0,73	0,72	0,59			0,36							0,81		0,27	
251	Pulp & waste paper												0,26				
263	Cotton	0,89	0,88	0,87	0,88	0,95	0,88	0,92	0,99	0,98	0,98	0,97	0,98	0,98	1,02	1,02	1,03
265	Vegetable fibres, except cotton and jute	0,71															
267	Waste materials from textile fabrics, incl. rags																
273	Stone, sand and gravel												0,64	0,76			
276	Other crude minerals												0,65	0,77		0,80	0,80
282	Iron and steel scrap										0,40			0,20	0,20	0,20	
283	Ores & concentrates of non ferrous base metals																0,93
284	Non ferrous metal scrap	0,35	0,39														
291	Crude animal materials, nes						0,37	0,34	0,35	0,37	0,38	0,38	0,38	0,37			0,37
292	Crude vegetable materials, nes							0,64		0,69	0,68	0,63	0,72	0,62	0,68	0,69	
332	Petroleum products												0,82				
341	Gas, natural and manufactured																
421	Fixed vegetable oils, soft			0,93	0,95							0,88	0,84	0,87	0,86	0,72	0,87
422	Other fixed vegetable oils	0,34	0,33	0,32	0,31	0,34	0,13	0,13				0,34	0,36	0,33	0,34	0,29	0,32
431	Anim./veg. Oils & fats, processed, and waxes	0,84	0,83	0,84	0,83	0,86						0,41		0,38	0,37	0,37	0,36
512	Organic chemicals											0,76	0,75		0,74		0,74
513	Inorg. chemicals elems., oxides, halogen salts											0,65	0,76		0,71	0,71	0,72
514	Other inorganic chemicals												0,75			0,71	0,73

533	Pigments, paints, varnishes & related materials											0,69	0,71			
541	Medicinal & pharmaceutical products								0,64	0,62	0,61	0,66	0,62	0,62		
551	Essential oils, perfume and flavour materials															
553	Perfumery, cosmetics, dentifrices, etc.										0,66	0,66		0,66	0,68	
554	Soaps,cleansing & polishing preparations					0,65	0,65	0,66	0,66	0,66	0,66			0,63	0,65	
561	Fertilizers manufactured											0,61			0,66	
571	Explosives and pyrotechnic products										0,65					
581	Plastic materials,regenerd.cellulose & resins										0,72	0,71	0,72	0,73	0,72	
599	Chemical materials and products,nes								0,51	0,40	0,49	0,60	0,54	0,56	0,57	
611	Leather	0,88	0,86	0,86	0,88	0,88	0,91	0,91	0,87	0,88	0,88	0,87	0,90	0,90	0,89	
612	Manuf.of leather or of artif.or reconst.leather					0,24	0,47									
621	Materials of rubber															
629	Articles of rubber,nes	0,69				0,68		0,70	0,69	0,70	0,70	0,70		0,70		
631	Veneers,plywood boards & other wood,worked,nes				0,60		0,58									
632	Wood manufactures,nes					0,71	0,74	0,68	0,72	0,72	0,64	0,72	0,68	0,69	0,66	
641	Paper and paperboard									0,63	0,68	0,69	0,71		0,58	
642	Articles of paper, pulp, paperboard											0,74	0,71			
651	Textile yarn and thread									0,77	0,51	0,73	0,78	0,77	0,74	
652	Cotton fabrics,woven ex.narrow or spec.fabrics	0,69			0,70	0,63	0,53	0,54	0,56	0,52	0,68	0,59	0,57	0,73		
653	Text fabrics woven ex narrow, spec, not cotton						0,76			0,75			0,71			
654	Tulle, lace, embroidery, ribbons, trimmings		0,65								0,66	0,67				
655	Special textile fabrics and related products											0,76	0,67	0,68	0,68	
656	Made up articles,wholly or chiefly of text.mat.	0,25	0,25	0,26		0,61	0,60	0,60	0,61	0,69	0,62	0,61	0,62	0,63	0,61	0,64
657	Floor coverings, tapestries, etc.		0,74									0,73	0,69			
661	Lime,cement & fabr.bldg.mat. Ex glass/clay mat									0,69	0,67	0,75	0,72	0,71	0,72	
662	Clay and refractory construction materials										0,65	0,59	0,68	0,68	0,67	
663	Mineral manufactures, nes												0,73			
664	Glass											0,69	0,71	0,79		
665	Glassware	0,73	0,74								0,71	0,70			0,70	
666	Pottery						0,78	0,79	0,81			0,79	0,78	0,71		

[illegible]

[illegible]

ANNEXE 2

Liste des personnes rencontrées

N°	Nom	Prénom(s)	structure
1	BARBE	Thierry	Chef de Coopération de la DUE
2	JOSEPH	Anne	DUE
3	POLICHINO	Michael	DUE
4	MILIGO	Adama	DUE
5	TRAORE	Boukary	ST/Troïka
6	DAKOURE	Jean Philippe	STN/SCADD
7	TRAORE	Moussa	STN/SCADD
8	SAWADOGO	Aboubacar	STN/SCADD
9	ZOMBRE	Line	STN/SCADD
10	OUEDRAOGO	Anouar	CNRST
11	SOME	Seglaro Abel	STN/SCADD
12	DABIRE	Bounoudaba	Consultant
13	NGANKAMBARY	Moumouni	Consultant
14	OUEDRAOGO	Bourèma	1 ^{er} Ministère
15	DADJOARI	Yacouba	CCI-BF
16	DABIRE	Thimothée	CCI-BF
17	OUEDRAOGO	Inoussa	IFC/BM
18	COMPAORE	Geneviève	IFC/BM
19	OUATTARA	Mamadou	CCI-BF
19	SAWADOGO/KINDA	J. Mariam	CGA
20	CARRERE	Pascal	Ambassade France
21	LAROZE	Adrien	Ambassade France
22	THEPOT	Alix	Ambassade France
23	BAMA	Fidèle	DGEP
24	ZONGO	Lambert	DGEP DEPAM
25	OUEDRAOGO	Mariam	ON Direction de la coopération
26	DIOP	Mariam	Banque Mondiale
27	OUEDRAOGO	Alice	DGESS Ministère des Infrastructures
28	BRILLEAU	Alain	Projet Appui Statistiques
29	LE HEN	Jean-Baptiste	RR FMI
30	DAYO	Tankien	BafD
31	RAMDE	François	INSD
32	CONSIMBO	Moctar	DG Maldo Business
33	LUQUIAU	Jean-Baptiste	Coordinateur Le Relais